

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

RÈGLEMENTS INTÉRIEURS DES CHAMBRES EN ÉGYPTÉ

THESE POUR LE DOCTORAT
(*Sciences politiques*)

Présentée et soutenue le 22 juillet 1925, à 4 heures

PAR

MAHMOUD IBRAHIM CHOUKRI

Président : M. G. DE LAPRADELLE.

Suffragants : MM. GIDEL, *professeur*.
MESTRE, —

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ERNEST SAGOT ET C^{ie}

19, rue Cujas et rue Victor-Cousin, 10

PARIS

1925

THESE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551825_0003

REGLEMENTS INTERIEURS DES CHAMBRES
EN EGYPTE

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

RÈGLEMENTS INTÉRIEURS DES CHAMBRES EN ÉGYPTÉ

THESE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques)

Présentée et soutenue le 22 juillet 1925, à 4 heures

PAR

MAHMOUD IBRAHIM CHOUKRI

Président : M. G. DE LAPRADELLE.

Suffragants : MM. GIDEL, *professeur*.

MESTRE, —

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ERNEST SAGOT ET C^{ie}

19, rue Cujas et rue Victor-Cousin, 10

PARIS

—
1925

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PREFACE

Notre Parlement actuel est un nouveau-né, qui tient son existence du Rescrit royal n° 42 du 19 avril 1923, établissant le régime constitutionnel de l'Etat égyptien.. Il a tenu sa première séance le 15 mars 1924, il est donc le plus jeune de tous les Parlements modernes. Il se compose de deux Assemblées, le Sénat et la Chambre des députés. Les deux cinquièmes des membres de la première Assemblée sont nommés par le Roi et les autres trois cinquièmes sont élus; mais, dans l'autre Assemblée, tous les membres sont élus. La durée du mandat de député est de cinq ans et le renouvellement de la Chambre est intégral; mais la durée du mandat au Sénat est de dix ans, et cette Assemblée est renouvelée par moitié tous les cinq ans.

J'entends expliquer, dans cet ouvrage, la procédure parlementaire qui est traitée dans les règlements intérieurs des deux Chambres. L'examen de cette matière est très délicat et minutieux, et M. De Franqueville n'a pas exagéré en disant : « ...on a comparé la procédure parlementaire à un ressort d'horlogerie, qui marche avec une grande précision lorsque les pièces du mécanisme jouent librement, mais qui cesse de fonctionner dès qu'un grain de poussière s'y insi-

nue ». Par conséquent, il faut assurer à ce mécanisme tous les éléments qu'on juge nécessaires pour lui garantir le bon fonctionnement.

Notre loi constitutionnelle, comme presque toutes les autres, contient des principes relatifs à la publicité des séances, aux comités secrets, à la votation, au quorum et à la majorité, au droit des questions et des interpellations, au droit d'initiative et de pétition; mais les questions de procédure qui les concernent sont réglementées par les Chambres elles-mêmes. En examinant les règlements intérieurs des Chambres, je devrais me référer aux textes constitutionnels afin de mesurer l'étendue ou la restriction du droit des Chambres dans une règle de procédure. Mais je n'ai l'intention de les développer que dans la mesure nécessaire à la clarté de mon exposé.

*
**

Les textes écrits des règlements des Assemblées politiques sont complétés par les précédents, et, pour avoir une idée exacte de la procédure parlementaire, il faut prendre connaissance de ces deux éléments. Dans la Chambre des Communes d'Angleterre, par exemple, la procédure parlementaire est réglée par deux sortes de lois : l'une coutumière, l'autre écrite. Mais, chez nous, la vie représentative est tout à fait

(1) *Le Gouvernement et le Parlement britannique*, T. III, P. 59.

récente, et nos Assemblées n'ont pas eu encore le temps d'avoir des précédents dignes de citation. Par conséquent je mentionne, à l'appui de mon développement, des textes des précédents empruntés aux autres Chambres étrangères, lorsque leurs dispositions réglementaires seront identiques aux nôtres.

L'article 119 de la loi constitutionnelle reconnaît aux Chambres le droit souverain de faire leurs règlements. Elles sont libres et ne sont liées en cette matière par aucune obligation ou restriction. En vertu de ce droit, chacune de nos deux Assemblées avait chargé une commission, nommée parmi ses membres, de préparer son règlement. Et chaque commission a rapporté à son Assemblée le projet de règlement, qui a été soumis à ses délibérations et à son vote.

L'esprit qui a inspiré nos commissions des règlements, ce sont les besoins propres et les coutumes du peuple égyptien, d'une part, et les règlements étrangers — surtout les français et les belges — qui leur ont servi de modèle, d'autre part. On a encore respecté les lois existant dans le pays.

Quoiqu'il y ait une certaine ressemblance entre les textes des deux règlements, ils ne sont pas identiques, et j'aurai l'occasion, dans les explications qui vont suivre, d'examiner, lorsqu'il y a lieu, les différences qui peuvent exister entre eux.

(1) Voir DE FRANQUEVILLE, *Gouvernement et Parlement britannique*, T. III, P. 55.

J'ai cru bien de ne pas adopter, en traitant ce sujet de ma thèse, le même ordre que celui dans lequel les questions des règlements ont été rédigées. Cela d'abord, pour établir une connexion et une harmonie entre les sujets, et puis pour suivre les idées ininterrompues. Je me suis trouvé même obligé de diviser un chapitre en plusieurs et d'en fusionner deux ou plus en un seul chapitre.

J'ai consacré un « Avant-Propos » à l'examen de la nature de règlement, à sa définition et au domaine législatif qu'il occupe.

Je me sentirai récompensé si je puis, dans cette thèse, montrer la place qu'occupent nos règlements parmi les autres, et leur valeur législative.

Je ne voudrais pas terminer la Préface sans exprimer ma reconnaissance à M. Eugène Pierre, pour son grand ouvrage « Traité de Droit Politique Electoral et Parlementaire et Supplément », qui m'a fourni de si précieux renseignements.

AVANT-PROPOS

Les règlements des Chambres sont ses lois intérieures. Ils sont votés par elles, mais ils les lient et s'imposent à ses membres. Les règlements sont des résolutions parlementaires et non des lois dans leur sens propre; car une loi ne possède le caractère obligatoire d'être applicable sans exception à tous, qu'après avoir été votée par les deux Chambres séparément, tandis que le règlement n'est voté que par la Chambre dans laquelle il sera appliqué. Donc le règlement, hors de la Chambre, doit être considéré comme étranger, et il ne peut pas être appliqué à une personne, ni à une autre autorité. Mais, néanmoins, il est respecté, car il est le résultat d'une stipulation constitutionnelle, et celle-ci s'impose partout.

Il n'y a pas de recours contre les décisions qui sont prises par une Chambre en matière de règlements; elle ne peuvent être portées ni devant les tribunaux judiciaires, ni devant aucune autre autorité publique, et ceux-ci doivent s'en dessaisir d'office. Il s'ensuit que la compétence en cette matière est souveraine et ne subit aucune restriction.

*
* *

Mais une question se présente, les Chambres peuvent-elles voter une disposition du règlement qui soit contraire à une disposition constitutionnelle, en abusant de leur droit souverain de faire leurs règlements?... M. Duguit (1) répond en ces termes : «il n'y aura pas de moyens de les empêcher, le Gouvernement lui-même n'aurait aucune voie de recours pour faire annuler une pareille disposition, il pourrait en demander l'abrogation, poser sur ce point la question de confiance, mais ce serait tout ».

Cette explication peut être juste, mais la vie parlementaire se base sur le respect de droit et non sur l'abus de droit. La loi constitutionnelle s'impose au Parlement, et elle lui trace les moyens selon lesquels il peut reviser la Constitution. La revision peut être faite sur la proposition de chacune des deux Chambres (art. 156 loi constit.). Par conséquent, si une Chambre, lors de l'élaboration de son règlement, juge nécessaire d'y insérer des stipulations qui soient contraires à des dispositions constitutionnelles, elle peut proposer la modification ou la suppression de ces dernières afin qu'elles soient conformes aux dispositions proposées de règlements. Cela aura pour première conséquence de permettre à la Chambre de concilier son prestige et le respect de droit.

Chaque Assemblée peut modifier son règlement,

(1) *Droit Constitutionnel*, T. II, § 120.

mais l'abus de ce droit pourrait faire perdre aux textes leur autorité, qui doit prédominer dans le domaine législatif, et les règlements doivent avoir un caractère de permanence.

A la Chambre des représentants des Etats-Unis (règle xxviii) (1) aucune règle ne peut être suspendue, sauf par un vote des deux tiers des membres votants.

Ce qui importe dans la rédaction d'un règlement, ce n'est pas de bien libeller des textes, mais de les rédiger d'une manière facile à y faire accoutumer les membres et d'être compris par eux, afin de ne pas laisser la porte ouverte à des discussions futiles sur leur interprétation et sur leur application. Et j'ajoute, en empruntant cet extrait à Thomas Jefferson, l'un des présidents des Etats-Unis, dans une observation très judicieuse : « ...qu'il ne s'agit pas de savoir si ces règles sont les meilleures possibles; ce qui importe, c'est d'en avoir, c'est que la conduite des affaires traitées dans une Assemblée soit uniforme, qu'elle ne soit pas soumise au caprice du président ou à la subtilité de chacun des membres ».

*
* *

Le règlement est le complément de la Constitution, car celle-ci dicte les principes des questions qui sont soumises à l'examen des Chambres, et le règlement

(1) Voir *Règlements des Assemblées Législatives*, par MOREAU et DELPECH.

explique la procédure qui doit être suivie en les examinant. Son importance est capitale, car le sort d'un projet de loi, par exemple, peut dépendre de la manière d'après laquelle il est examiné et voté. Il faut reconnaître encore que le règlement ne contient que des questions qui, sans doute, concernent simplement la forme, mais elles touchent, aussi, indirectement, le fond et elles influent par conséquent sur le sort des affaires publiques comme la Constitution elle-même.

Tous les règlements des Assemblées donnent à tout membre le droit de réclamer l'observation du règlement, et il peut même citer les articles dont il réclame l'application. Cela afin d'assurer le respect de ses dispositions.

CHAPITRE PREMIER

BUREAU DES CHAMBRES

SECTION I

BUREAU PROVISOIRE

Les règlements prescrivent qu'à l'ouverture de la première séance de chaque session ordinaire le doyen d'âge occupe le fauteuil de la présidence et les quatre membres les plus jeunes remplissent les fonctions de secrétaires (art. 1 Règ. S., art. 1 Rég. Ch.). La raison de la constitution de ce bureau d'âge est de diriger les travaux de l'Assemblée jusqu'à la nomination du bureau définitif.

Dans certains pays, le président d'âge ne garde ses fonctions que quelques instants après avoir déclaré que le bureau d'âge est constitué; il doit faire procéder immédiatement à l'élection d'un président et de deux vice-présidents provisoires. Le règlement de la Chambre des députés française était rédigé dans ce sens, mais il a été modifié le 4 février 1915, et maintenant, comme chez nous, on procède directement du bureau d'âge à l'élection du bureau définitif, sans avoir recours, entre les deux opérations, à une élection d'une présidence provisoire.

Certes, l'élection de présidence provisoire est une

perte de temps, malgré les allégations qu'on fait, en critiquant la présidence d'âge, que celle-ci ne représente pas l'opinion de l'Assemblée, et qu'on craigne qu'elle ne puisse offrir les conditions de capacité nécessaire à la bonne marche des travaux.

Dans certains pays, comme, par exemple, aux Chambres espagnoles, il ne pourra être traité de projets ou de propositions de lois qu'après la constitution définitive de l'Assemblée.

Le bureau provisoire exerce les mêmes pouvoirs que le bureau définitif jusqu'à la constitution de celui-ci.

Au Sénat, un membre dont le mandat est contesté ne peut faire partie du bureau provisoire (ar. 1 Règ. S.); mais, à la Chambre, il peut en être, car il n'y a pas dans le règlement de cette dernière une stipulation qui l'en empêche.

Pour connaître l'âge des membres, il suffit de se référer à l'acte de naissance dans le dossier particulier de chacun d'eux.

SECTION II

LE BUREAU DÉFINITIF

1° Composition du bureau définitif et mode de nomination.

Le bureau définitif de la Chambre des députés se compose d'un président, de deux vice-présidents

quatre secrétaires et trois questeurs (art. 2 Règ. Ch.); celui du Sénat se compose de même nombre qu'à la Chambre de président, vice-présidents, secrétaires, mais les questeurs sont au nombre de deux seulement. (Art. 8 Règ. S.)

La Chambre des députés procède, à la première séance après la composition du bureau d'âge, à l'élection des membres du bureau définitif. Il s'ensuit qu'elle procède à cette élection avant d'avoir commencé la vérification des pouvoirs des membres. (Art. 2 et 6 Règ. Ch.)

Mais, au Sénat, cette élection ne peut avoir lieu qu'après la fin de la vérification des pouvoirs des membres. (Art. 8 Règ. S.)

Nos règlements ne font pas de distinction entre le cas d'élection générale et celui de session ordinaire pour la formation du bureau définitif. Cette distinction est faite dans le règlement de la Chambre des députés française, qui stipule que, dans le premier cas, il peut être procédé à l'élection du bureau définitif dès que les pouvoirs de la moitié plus un des membres de la Chambre ont été vérifiés. Dans le deuxième cas, ils sont élus au commencement de chaque session. (Ar. 7 et 10 Règ. Ch. fr.)

La Chambre est tenue d'élire tous les membres du bureau définitif dans une seule séance. (Séance du 23 mars 1925, Ch. des députés.)

*
* *

Le président du Séant est nommé par le Roi. L'élection des autres membres du bureau du Sénat a lieu en trois tours successifs; au premier tour sont élus les deux vice-présidents, au deuxième les quatre secrétaires, au troisième les deux questeurs. (Art. 9 Règ. S.)

A la Chambre des députés, cette élection est faite en quatre tours, car le président est élu par l'Assemblée et le premier tour est consacré à son élection, et l'élection des autres membres du bureau de la Chambre est réglée d'après le même ordre de tours qu'au Sénat. (Art. 3 Règ. Ch.)

Au Sénat, l'élection est faite en séance publique, au scrutin de liste et à la majorité absolue pour tous les membres du bureau. Mais, au cas où aucun sénateur n'obtient la majorité absolue, on recommence le vote et, dans ce cas, la majorité relative suffit. En cas d'égalité des suffrages, on a recours au tirage au sort. (Art. 10 Règ. S.)

A la Chambre, l'élection du président et des deux vice-présidents a lieu à la majorité absolue, mais celle des questeurs et des secrétaires est faite au scrutin de liste et à la majorité relative. (Ar. 3 Règ. Ch.)

En vertu de l'article 100, devenu l'article 101 du règlement de la Chambre, au cas où la majorité absolue est requise et si aucun des candidats ne l'obtient, l'élection sera renouvelée entre les deux membres qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

S'il y a parité de voix avec d'autres candidats, ceux-ci sont compris dans le second tour et l'élection a lieu à la majorité relative. Si, toutefois, deux ou plusieurs candidats obtiennent le même nombre de suffrages, la priorité est donnée à celui qui sera désigné par le sort.

Le règlement de notre Chambre exige la majorité absolue à l'élection du président et des vice-présidents seulement, parce qu'on dit que leur situation demande, en effet, autant de respect que de dignité.

Dans les Chambres française et belge, la majorité absolue est requise pour l'élection de tous les membres du bureau. Mais, après deux tours de scrutin, et en cas de ballottage, la majorité relative suffit. S'il y a égalité de suffrages, le plus âgé est nommé.

En Angleterre, le président de la Chambre des Communes est élu par la Chambre, mais son élection est soumise à l'approbation du Roi, qui l'accorde toujours.

*
* *

Dans nos Assemblées, l'élection est faite toujours au scrutin secret. (Art. 96 Règ. S. — Ar. 97 devenu 98 Règ. Ch.) Par conséquent, les membres du bureau sont élus de cette manière. En Angleterre, l'élection est faite toujours au scrutin secret.

Jaurès dit (1), en s'adressant à la Chambre fran-

(1) Voir PIERRE, *Traité* déjà cité, No. § 420.

çaise pour appuyer le scrutin secret : « ...il n'est pas bon que des collègues sachent quels sont ceux qui ont voté contre eux; aux divisions politiques, vous ajoutez les divisions de personnes ». De plus, le secret de vote assure mieux la sincérité d'une élection.

La manière d'après laquelle l'élection a lieu se résume en ce que tout membre inscrit sur un bulletin, sans le signer, le nom de la personne ou des personnes qu'il veut élire, et, à l'appel de son nom, il dépose ce bulletin dans l'urne disposée à cet effet. Quand les bulletins ont été déposés dans l'urne, le secrétaire élu, sous le contrôle du président et des vice-présidents, procède au dépouillement des votes. La procédure est la même dans les deux Assemblées. (Ar.97 Règ. S. — Ar. 98 devenu 99 Règ. Ch.)

La majorité absolue se calcule d'après le nombre des votants. Si un bulletin est annulé, il n'entre pas en compte. Dans les Chambres françaises, il y a deux urnes, l'une pour les boules de contrôle de nombre et l'autre pour les bulletins d'élection. Le nombre des votants se calcule alors d'après le nombre des boules. Chez nous, il n'y a pas d'urne de boules de contrôle.

2° Durée des pouvoirs du bureau définitif.

Tous les membres du bureau de la Chambre et les secrétaire et les questeurs du Sénat restent en fonctions pour la durée de la session ordinaire au cours de laquelle ils ont été élus. (Art. 11 Règ. S. — Art. 16 devenu 17 Règ. Ch.). Et, en vertu de ce même article

du règlement de la Chambre, ils demeureront en fonctions pendant les sessions extraordinaires qui suivront.

A la Chambre, le fait de l'ouverture de la session ordinaire (de l'année) suivante relève les membres du bureau de leurs pouvoirs. (Art. 16 devenu 17 Règ. Ch.)

Au Sénat, le bureau reste en fonction jusqu'à l'élection du nouveau bureau dans la session suivante; et il n'existe pas en cette session un bureau provisoire. (Séance du 25 mars 1924.)

En vertu de l'article 80 de constitution, le président et les deux vice-présidents du Sénat restent en fonction pour deux ans.

Bien entendu, tous les membres du bureau dans les deux Assemblées sont indéfiniment rééligibles, car les règlements n'assignent aucune limite au droit de rééligibilité des membres des bureaux.

En Angleterre, le « speaker » de la Chambre des Communes est élu pour toute la durée de la législature. En Suisse, un membre ne peut être président ou vice-président pendant deux sessions consécutives.

Au Reichstag allemand, après l'élection générale, le président, et les vice-présidents sont nommés d'abord pour un mois; le mandat leur est ensuite donné pour tout le temps qui reste à courir jusqu'à la fin de la session. Les secrétaires sont élus pour la législature entière (1).

(1) Voir PIERRE, *Traité déjà cité*, § 431.

En Autriche, le président et les vice-présidents sont nommés d'abord pour un mois, puis pour la durée de la session, enfin pour tout le reste de la législature.

En France, pendant la Constituante, la Législature et la Convention, le président était nommé tous les quinze jours. Mais maintenant, en vertu de l'article 11 de la loi constitutionnelle de 1875, le bureau de chacune des deux Chambres est élu, chaque année, pour la durée de la session.

*
* *

En vertu de l'article 16 du règlement du Sénat et de l'article 18 devenu 19 du règlement de la Chambre, un ministre ne peut faire partie du bureau définitif de l'une ou de l'autre Assemblée; par conséquent, si un membre du bureau vient à être nommé ministre, il doit adresser une lettre de démission à l'Assemblée.

3° Installation du bureau définitif.

Comme nous l'avons déjà montré, l'élection de chaque catégorie des membres du bureau est faite à tour successif. Par conséquent, le président peut prendre possession du fauteuil dès qu'il est nommé, sans attendre la nomination de tous les membres du bureau.

En certains pays, comme en France et en Italie par exemple, l'Assemblée ne peut être considérée constituée qu'après la nomination de son bureau définitif.

et le président, après cette nomination, fait connaître à l'autre Assemblée et au Roi ou Président de la République que la Chambre est constituée. Il s'ensuit que ni une proposition ou un projet de loi ne doit être déposé, ni une interpellation ou question ne doit être faite qu'après la constitution du bureau définitif (1).

Cette thèse n'est pas admise dans nos Assemblées, et leurs règlements stipulent que, quand le bureau d'une Assemblée est constitué, son président informe le Roi et l'autre Assemblée que le bureau est (simplement) constitué. (Ar. 12 Règ. S. — Ar. 5 Règ. Ch.). Il est à remarquer que durant la séance du 12 novembre 1924 de la Chambre des députés, la question de confiance ministérielle a été posée, et la confiance a été votée avant la nomination du bureau définitif.

4° Attribution du bureau définitif.

M. Pierre dit (*Traité* déjà cité, No. 435) : « Ces attributions peuvent être individuelles ou collectives. Individuelles lorsqu'elles peuvent être exercées isolément par un membre; collectives lorsqu'elles ne peuvent être exercées que par le bureau tout entier, délibérant à la majorité de ses membres ».

A) *Les attributions individuelles :*

ATTRIBUTIONS DU PRÉSIDENT

Ses fonctions ont une importance considérable. Il

(1) Voir PIERRE, *Traité* déjà cité, No. 433.

ouvre la séance, accorde la parole, fait observer le règlement. Les demandes de questions et d'interpellations lui sont soumises, comme également les projets de lois et les propositions d'initiative parlementaire. Les demandes pour la constitution de l'Assemblée en comité secret et les pétitions lui sont aussi adressées. Il est chargé du maintien de l'ordre dans les séances ; il dirige les délibérations, proclame les résultats de vote et les décisions prises par l'Assemblée. Il signe les messages à transmettre au Gouvernement et à l'autre Assemblée, et leur fait une série de transmissions. Le président représente les membres de l'Assemblée, parle en leur nom et selon leur désir. Il a la direction générale de tous les travaux administratifs et bureaucratiques, aidé des membres du bureau. (Voir articles 13, 21, 46, 75, 81, 89, 125 Règ. S.; articles 14, 45, 70, 82, 101, 159 Règ. Ch.)

Lorsqu'une Assemblée nomme une députation, sa présidence est déférée au président ou au vice-président. (Ar. 127 Règ. S. — Art. 149 devenu 150 Règ. Ch.)

Le président, dans les deux Chambres, ne peut faire partie de la commission de comptabilité (art. 16 Règ. S. — art. 19 devenu 20 Règ. Ch.), car cette commission s'occupe de la préparation du budget de l'Assemblée; et ses fonctions consistent à contrôler le bureau. Il n'est donc pas permis à un membre de cette commission de faire partie du bureau qu'il est chargé de contrôler.

Rien dans les règlements ne l'empêche de faire partie d'une autre commission. Mais, évidemment,

cette nomination lui ôterait son impartialité; et, en soumettant à la Chambre le rapport de la commission dont il fait partie, cela emporterait son influence sur les autres membres, et c'est une chose qu'on doit écarter. En outre, il a d'autres pouvoirs que nous trouverons plus loin.

Le président de chacune de nos deux Assemblées reçoit le traitement d'un ministre (soit 3.300 livres égyptiennes par an), mais il n'a pas de logement dans le Palais de la Chambre, comme cela se passe en France et dans certains autres pays. La correspondance lui est adressée sous le titre d'Excellence.

Une combinaison de qualités doit être réunie dans la personne du président, pour qu'il puisse exécuter sa très difficile tâche, car les attributions ci-dessus énumérées et la manière dont il doit les diriger, demande un bon jugement et de grandes connaissances.

*
* *

En cas d'absence du président de la Chambre des députés, son siège est occupé par un des deux vice-présidents, à tour de rôle. Si ces deux derniers sont absents, la présidence appartient au plus âgé parmi les députés présents. (Art. 18 devenu 19 Règ. Ch.)

Au Sénat, en cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président qui a obtenu le plus de suffrages, et celui-ci est remplacé à son tour par le second vice-président. En cas d'absence des deux

vice-présidents, le doyen d'âge des membres présents occupera le fauteuil présidentiel. (Ar. 15 Règ. S.)

Les vice-présidents, quand ils sont en présidence, ont les mêmes droits et les mêmes pouvoirs que le président lui-même.

ATTRIBUTIONS DES SECRÉTAIRES

Les secrétaires sont chargés de la surveillance des procès-verbaux et de leur signature, de la lecture des procès-verbaux et de toute autre pièce, et ils donnent lecture des propositions et des amendements. À la Chambre, ils sont encore chargés de la rédaction des procès-verbaux des séances secrètes. Ils inscrivent les noms des membres qui demandent la parole, dénombrent les voix et dépouillent les bulletins, insèrent les rappels à l'ordre. Au Sénat, les secrétaires sont chargés de l'appel nominal.

Ils peuvent prendre part à la discussion, pourvu qu'ils prennent place aux bancs de leurs collègues. (Ar. 19, 20, 14, 44 Règ. S. — Art. 14 devenu 15 Règ. Ch.)

Les secrétaires ne peuvent pas faire partie de la commission des comptes, mais ils peuvent être membres d'une autre commission. (Art. 16 Règ. S. — Art. 18 devenu 19 Règ. Ch.)

Ils ont encore d'autres attributions qui se trouvent à leur place dans les chapitres suivants.

ATTRIBUTIONS DES QUESTEURS

Au règlement du Sénat, il n'y a aucun article énu-

mérant les attributions des questeurs. Néanmoins, elles se trouvent mentionnées dans plusieurs articles séparés.

Les questeurs sont chargés, dans les deux Chambres, de préparer le budget de l'Assemblée. (Ar. 108 Règ. S. — Art. 15 devenu 16 Règ. Ch.)

Au Sénat, les ordres de paiement sont signés par le président et l'un des questeurs. (Art. 112 Règ. S.). A la Chambre, le bureau nomme un questeur et le charge des paiements. (Art. 145 devenu 146 Règ. Ch.)

En vertu de l'article 15, devenu 16 du règlement de la Chambre, ils sont chargés de veiller à ce que les fonctionnaires de la Chambre tiennent les postes qui leur sont assignés quand il y a séance. Cette clause n'existe pas dans les règlements étrangers, mais elle se trouve seulement dans le règlement de la Chambre des députés hellène. Comme il incombe au président de veiller au maintien de l'ordre, les questeurs l'assistent dans cette tâche.

Au Sénat, ils ont le droit de contrôle sur tous les fonctionnaires et agents de l'Assemblée; et ils s'occupent des questions relatives aux fournitures de l'Assemblée, à ses cérémonies et à ses frais. (Art. 111 Règ. S.)

A la Chambre, à la fin de chaque exercice, ils rendent compte des dépenses à la commission de comptabilité qui les examine et en présente le rapport à l'Assemblée. (Art. 146 devenu 147 Règ. Ch.)

B) Attributions collectives du bureau définitif :

Le bureau de chacune des deux Chambres élabore

le règlement des services intérieurs. (Art. 118 Règ. S. — Art. 159 devenu 160 Règ. Ch.). Entrent dans les pouvoirs du bureau du Sénat les nominations, promotions et révocations des fonctionnaires. (Art. 117 Règ. S.)

Le bureau de la Chambre accorde les congés aux députés. En plus, le bureau peut être chargé par l'Assemblée de faire une enquête ou de s'occuper d'autres questions.

CHAPITRE II

VERIFICATION DES POUVOIRS

1° *Du droit de vérifier les pouvoirs*

L'article 95 de la loi constitutionnelle est ainsi conçu : « Chacune des deux Chambres est seule compétente pour juger de la validité du mandat de ses propres membres. Aucun mandat ne peut être invalidé qu'à la majorité des deux tiers des voix. Une loi peut conférer l'exercice du pouvoir de validation à une autre autorité ».

La réserve faite dans le dernier alinéa de cet article est très rationnelle, mais aucune loi de cette nature n'existe actuellement pour dessaisir les Chambres de cette prérogative, et, au contraire, les règlements de ces dernières ont tracé les moyens d'après lesquels elles procèdent à l'exercice de ce droit (1).

Cette règle de compétence est suivie dans plusieurs pays étrangers. En France, par exemple, elle est inscrite à l'article 16 de la loi constitutionnelle en vigueur; et ce droit est le résultat d'une longue tradition, car il a été reconnu aux Assemblées politiques depuis les Etats Généraux de l'ancien régime, qui

(1) Voir ESMEIN, *Droit Constitutionnel*, T. II.

eurent de tout temps le droit de vérifier eux-mêmes les pouvoirs de leurs membres.

On argue, pour justifier la compétence d'une Assemblée politique en cette matière, qu'on craint que l'élection d'un membre pourrait être le résultat d'une pression exercée par le pouvoir exécutif sur les électeurs, étant donné que ce pouvoir possède les moyens d'y arriver. Si cette constatation est juste, il ne faudrait pas oublier, d'un autre côté, qu'on attribue, avec raison, à une Assemblée politique le manque de calme et d'impartialité nécessaires pour remplir une pareille fonction. La majorité dominante dans l'Assemblée a, par conséquent, en mains le sort de toute élection et elle peut écarter par ce moyen un membre qui n'est pas de son opinion. M. Duguit (1) dit que la Chambre comprend difficilement la loi, et quelquefois, malgré elle, inconsciemment, elle statue contre la loi.

Ces derniers arguments ont prévalu lors de la rédaction de certaines lois constitutionnelles modernes, qui ont attribué à la compétence de juridictions judiciaires la vérification des pouvoirs.

La Constitution grecque, révisée en 1911, confère ce droit à un tribunal; celle de Tchéco-Slovaquie, du 29 février 1920, institue également un tribunal électoral ressortant de l'ordre judiciaire. Au Japon, c'est la Cour supérieure de Tokio qui est compétente en cette matière. En Angleterre ce droit, qui appartenait

(1) *Droit Constitutionnel*, No. § 119.

à la Chambre des Communes, a passé à une juridiction composée de deux juges, et ses décisions s'imposent à la Chambre. La Constitution allemande de 1919 adopte une solution mixte; une juridiction spéciale, composée de membres de l'Assemblée et de membres du Tribunal administratif, est chargée de cette vérification (1).

*
* *

Mais, quelle est l'étendue du droit d'une Assemblée en cette matière?... M. Pierre dit (*Traité* déjà cité) : « Elle (l'Assemblée) n'est liée ni par le texte des lois, ni par les décisions de suffrage universel. Elle est souveraine, d'une souveraineté absolue et sans réserve », M. Duguit critique cette constatation et dit avec raison : « ...sa juridiction est souveraine, mais il ne s'ensuit pas qu'elle puisse donner une solution contraire à la loi ». (Voir son ouvrage, déjà cité, T. II No. 119.)

Les décisions que l'Assemblée donne en cette matière sont définitives et il n'y a aucune voie de recours contre elles.

2° *Examen des pouvoirs.*

Les pouvoirs, avant d'être discutés en séance publique, sont examinés par une commission spéciale

(1) *Précis de Droit Constitutionnel*, par HAURIOU, P. 564.

nommée par chacune des deux Assemblées.

A la Chambre, il faut distinguer entre le cas d'une nouvelle législature et le cas d'élection partielle. Dans le premier cas, la Chambre procède, immédiatement après la formation de son bureau définitif, à la nomination, parmi ses membres, d'une commission de 33 membres, chargée de la vérification des pouvoirs de tous les membres. Dans le second cas, elle nomme une commission et fixe le nombre de ses membres selon ses vues. (Art. 6 Règ. Ch.)

Au Sénat, cette commission se compose de quinze membres. (Art. 2 Règ. S.)

Un sénateur dont l'élection est l'objet d'une contestation ne peut pas faire partie de la commission de la vérification des pouvoirs. (Art. 2 Règ. S.). Au contraire, un député peut être membre de la commission de la Chambre. (Séance du 22 mars 1924 de la Chambre.)

L'élection des membres de la commission dans les deux Assemblées est faite au scrutin secret, et ils sont élus à la majorité relative au scrutin de liste. (Art. 21, 54 Règ. S. — Art. 7 et 97 devenu 98 Règ. Ch.). Mais l'article 7 du règlement de la Chambre stipule qu'on ne peut pas écrire sur les bulletins plus des deux tiers des noms des membres prévus pour la formation de la commission. Une pareille restriction n'existe pas au règlement du Sénat.

La Commission peut former des sous-commissions choisies parmi ses membres, pour procéder aux tra-

vaux préparatoires ou à l'audition des témoins. (Art A Règ. Ch.)

*
* *

La commission de la Chambre examine la validité de toutes les élections sans distinction, qu'elles soient contestées ou incontestées; au contraire, la commission du Sénat ne s'occupe que des mandats contestés. (Séance du 24 mars 1924 du Sénat.)

Le Sénat tire cette conclusion de son interprétation de la loi électorale, dont le titre IV porte ce qui suit : « Des contestations relatives à la validité du mandat des députés et des sénateurs, des incompatibilités et des déchéances », et il constate que ce titre signifie qu'il y aura vérification quand il y aura des contestations.

La commission a le pouvoir discrétionnaire de décider des moyens qui peuvent servir à former son jugement. En vertu de l'article 3 du règlement du Sénat, si elle trouve que les contestations s'appuient sur certains documents, ceux-ci devront être produits aux requêtes; si elles sont basées sur des présomptions tirées des enquêtes administratives ou judiciaires, la commission devra se référer à ces enquêtes pour en tirer des preuves favorables ou contraires. Mais l'article 8 du règlement de la Chambre est plus étendu, car il stipule que la commission peut citer ceux qu'elle estimera nécessaire d'entendre et de

prendre telles mesures pour aider à découvrir la vérité.

La commission peut citer un fonctionnaire public, ou convoquer le candidat proclamé et son concurrent, ou entendre des témoins quelconques, mais elle ne peut pas infliger une sanction à un témoin, pour son absence par exemple, et elle n'aura qu'à soumettre le fait à la Chambre qui prononce la sanction prévue. (Séance du 22 mars 1924 de la Chambre.)

La commission ne peut pas procéder à une enquête sans une décision préalable de l'Assemblée, car celle-ci possède seule le droit d'enquête en vertu de l'article 108 de la loi constitutionnelle, et, par conséquent, elle peut déléguer ce pouvoir par une décision à une commission.

*
* *

Tout membre de l'Assemblée a le droit d'assister à la réunion de la commission au moment où son mandat est soumis à l'examen, pour participer à la discussion y relative et de présenter ses observations; mais il n'a pas de voix délibérative, même s'il fait partie de la commission de la Chambre. (Art. 6 Règ. S. — Art. 11 devenu 12 Règ. Ch.)

En vertu du nouvel article 9 du règlement de la Chambre, un membre ne peut être assisté par un avocat qui est membre de la Chambre, et il est interdit à celui-ci d'accepter mandat d'un protestataire ou d'un membre mis en contestation pour un acte relatif

à la contestation. Le mandat comporte interdiction d'agir, soit au sein de l'Assemblée, soit hors d'elle. Il n'y a pas de disposition semblable au règlement du Sénat.

*
* *

La Commission n'est pas tenue d'entrer dans le détail de tous les griefs invoqués contre une élection. M. Pierre dit (1) : « ...Elle a le droit de statuer généralement, comme un jury, et de conclure à la nullité d'une élection en s'appuyant sur l'ensemble des faits ». Cela peut être admis chez nous.

La commission examine les procès-verbaux des bureaux électoraux et les questions relatives aux opérations électorales, et elle vérifie les conditions requises par la loi électorale pour l'éligibilité des membres. Elle n'est pas tenue de suivre l'interprétation mal faite par le Gouvernement de la loi électorale, et elle peut statuer librement sur cette question.

3° *Des rapports sur les élections.*

La commission de la Chambre des députés présente au président de l'Assemblée ses rapports sur les élections, dans un délai de sept jours à partir de la date où les procès-verbaux lui ont été soumis; mais la Chambre peut prolonger cette période, sur la demande

(1) *Traité* déjà cité, No. 379.

de la commission, pour terminer le travail en retard. (Art. 9 devenu 10 Règ. Ch.). Le délai accordé à la commission du Sénat pour déposer ses rapports est fixé à quinze jours. (Art. 4 Règ. S.)

La commission arrête ses conclusions sur un rapport pour chaque élection, après avoir terminé son examen de tout ce qu'elle juge nécessaire pour éclairer sa religion. Elle n'est liée par aucune règle à suivre dans la préparation de ses rapports. Elle n'est pas obligée d'y mentionner en détail tous les moyens dont elle s'est servie, ou les pièces qui lui ont été soumises. Elle peut conclure à la nullité d'une élection, en constatant qu'elle n'est pas satisfaite, par exemple, de la manière dont les opérations ont été effectuées. Rien ne l'empêche même de dire que sa religion n'est pas satisfaite, sur l'ensemble des faits. Un rapport peut conclure à la validation pure et simple, sans qu'il soit besoin d'en produire les raisons (1).

*
* *

Chaque élection doit être l'objet d'un rapport, même si la commission vient de conclure que toutes les protestations manquent de fondement et que les prescriptions ont été observées. (Art. 4 Règ. S. — Art. 9 devenu 10 Règ. Ch.)

En France, la commission de chaque Chambre suit les mêmes règles que celles de nos deux Assemblées.

(1) Voir PIERRE, *Traité* déjà cité.

Au Reichstag allemand, il existe une sage procédure. Les élections non contestées ne seront pas l'objet des rapports soumis en séances publiques; les bureaux se bornent à donner la liste des élections qui, d'après leur examen, ne doivent soulever aucune difficulté; le président communique cette liste à l'Assemblée et, s'il s'est écoulé un délai de quatorze jours depuis la proclamation du scrutin sans qu'aucune réclamation ne se soit produite, l'élection est considérée comme définitivement validée. Une procédure analogue est suivie en Autriche par la Chambre des Représentants.

Aux Chambres espagnoles, la commission classe en trois catégories les procès-verbaux d'élections : 1° celles qui ne renferment ni protestation ni réclamation; 2° celles qui offrent seulement de légers motifs de discussion; 3° celles qui offrent des difficultés graves. Dans le premier comme dans le second cas, la commission publie un seul avis, par province ou corporation, le proposant à leur approbation. Lorsque l'avis proposé conclut à la validité du procès-verbal ou à l'admission du membre, l'élection tombe dans la troisième catégorie. (Art. 18 Règ. S. esp. — Art. 19 et 22 Règ. Congrès esp.) (1).

*
* *

La commission nomme parmi ses membres un rap-

(1) Voir MOREAU et DELPECH, *Règlements des Assemblées Législatives*.

porteur chargé de soumettre à l'Assemblée le résultat de ses travaux. (Art. 4 Règ. S. — Art. 59 devenu 60 Règ. Ch.). Le rapport représente, en réalité, l'idée de la majorité des membres de la commission : il y est naturellement lu et adopté avant d'être soumis à l'Assemblée. Le rapporteur est tenu de défendre les conclusions du rapport, même si elles contiennent des opinions contraires aux siennes.

Si, après le dépôt du rapport, de nouveaux renseignements surviennent, la commission peut le retirer pour y modifier ce qu'elle jugerait à propos, pourvu que le délai ci-dessus constaté ne soit pas échu, et, s'il l'est, elle ne peut le retirer que sur décision de l'Assemblée.

4° Discussion des pouvoirs en séance publique.

L'Assemblée ne délibère sur une élection qu'après le dépôt de rapport qui concerne cette élection et après son inscription à l'ordre du jour.

En France, l'article 3 du règlement de la Chambre des députés a été modifié, le 4 février 1925, en ces termes : « ...Toutes les vérifications d'élections doivent être inscrites à l'ordre du jour et les rapports les concernant publiés à la suite du compte rendu *in extenso* avant que la Chambre soit appelée à statuer ». D'autre part, au Sénat français, le règlement décide d'inscrire les vérifications à l'ordre du jour.

Quoique nos règlements ne stipulent pas la manière d'après laquelle la discussion s'ouvre sur les vérifi-

cations, on peut dire que c'est la procédure du Sénat français qui est suivie dans nos Assemblées.

Le rapporteur donne lecture du rapport en séance; il fournit à l'Assemblée toutes les explications qu'elle sollicite sur l'élection qui est l'objet du rapport. A la Chambre des députés française, la jurisprudence a établi qu'immédiatement après la lecture des rapports, la Chambre délibère et statue sur les élections qui ont aux yeux des bureaux le caractère d'élections non contestées; mais cette règle n'est pas entrée en pratique dans le Sénat français (1). Chez nous, les Assemblées ne sont pas tenues de suivre l'ordre que la Chambre française a établi.

Il est de tradition, en France, que le Gouvernement ne doit prendre aucune part aux débats sur la vérification des pouvoirs. Dans les Assemblées égyptiennes, si rien n'empêche un ministre faisant partie de l'une des deux Assemblées de prendre part aux délibérations sur la question des pouvoirs, le Gouvernement ne peut y prendre part : et les Chambres sont souveraines en cette matière.

L'Assemblée n'est pas obligée de terminer ses délibérations sur une élection dans une seule séance, et elle peut renvoyer la continuation des délibérations sur le même rapport à une autre séance.

L'Assemblée est tenue de renvoyer l'examen et la discussion de toute élection, dont le rapport de la

(1) Voir PIERRE, *Traité* déjà cité.

commission aurait demandé le rejet, à la séance qui suivra celle au cours de laquelle ce rapport aura été lu, si le membre dont l'élection est contestée le requiert. (Art. 10 devenu 11 Règ. Ch.)

L'article 5 du règlement du Sénat est rédigé en ce sens, seulement il ajoute que l'Assemblée doit renvoyer la discussion sur le rapport tendant au rejet de l'élection, si le membre intéressé est absent.

Cette réserve a été stipulée pour fournir au membre intéressé le temps nécessaire afin de se préparer à présenter ses observations à l'Assemblée.

Le membre intéressé, lors de la vérification de ses pouvoirs par l'Assemblée, a le droit de participer à la discussion et de présenter ses observations, mais il ne peut pas, naturellement, prendre part au vote sur la validité de son élection. (Art. 6 Règ. S. — Art. 11 devenu 12 Règ. Ch. — Séance du Sénat du 24-3-1924); et cet article 6 du règlement du Sénat ajoute qu'il ne peut pas donner son opinion sur le principe d'après lequel son élection a été contestée.

Le membre pour lequel il y a contestation a le droit de se défendre et de répondre, mais il lui est interdit de présenter, en séance, des pièces ayant pour but d'attaquer les décisions de la commission, si celle-ci a statué.

5° Du vote en matière de vérifications des pouvoirs.

Un membre, ainsi que nous l'avons déjà expliqué, ne peut prendre part au vote sur la validité de son

élection, mais tout membre, dont le mandat n'aurait pas encore été validé, a le droit de voter sur la validité d'autres mandats. (Art. 6 Règ. S. — Art. 11 devenu 12 Règ. Ch.). Quoique l'article 6 du règlement du Sénat ne soit pas explicite en ce sens, il a seulement interdit à un membre de prendre part au vote sur sa propre élection, mais il ne lui a pas interdit de participer au vote sur l'élection des autres membres.

Les votes sont proclamés publiquement, à haute voix, c'est-à-dire qu'il en est pris acte dans le procès-verbal de la séance; en effet, il ne s'agit pas ici d'élection. (Séance de la Chambre du 22 mars 1924.)

L'ajournement, l'enquête ou le renvoi à la commission, lorsqu'une de ces trois questions est demandée, a toujours la priorité sur les conclusions de la commission; car elles forment des faits préjudiciels aux conclusions qui forment la question principale y relative (1).

L'article 95 de la loi constitutionnelle stipule qu'aucun mandat ne peut être invalidé qu'à la majorité des deux tiers des voix. Il va de soi que cette majorité se calcule d'après les membres votants. Cela démontre l'importance de la décision de l'Assemblée en cette matière, et qu'elle représente une majorité de haute proportion.

L'Assemblée statue sur chaque élection séparément. Si l'Assemblée rejette les conclusions de la com-

(1) Voir PIERRE, *Traité* déjà cité, No. 394 et 395.

mission tendant à la validité d'une élection, cela signifie, sans même avoir besoin de le prononcer, l'annulation de cette dernière. L'Assemblée se prononce sur la validité de l'élection et elle ne décide pas séparément sur les éléments qui constituent la question de validité.

La décision de l'Assemblée en cette matière est définitive, elle écarte toute nouvelle protestation si elle déclare la validité et, en tout cas, il n'existe aucun moyen pour obliger l'Assemblée à revenir sur sa décision.

C'est le président qui déclare admis les membres dont l'élection a été jugée variable par l'Assemblée. (Art. 5 Règ. S. — Art. 12 devenu 13 Règ. Ch.)

CHAPITRE III

DE LA TENUE DES SEANCES

1° *De la publicité des séances.*

L'article 98 de la loi constitutionnelle a assuré le principe de la publicité des séances des Assemblées et a statué sur les conditions nécessaires pour qu'une Assemblée puisse se constituer en comité secret; il est ainsi conçu : « ...Les séances des Chambres sont publiques. Toutefois chaque Chambre se forme en comité secret sur la demande du Gouvernement ou de dix membres. Elle décide ensuite si la discussion doit ou non être reprise en séance publique sur le même objet ».

L'article 44, devenu 45 du règlement de la Chambre, a reproduit cette disposition, mais le règlement du Sénat ne le contient pas; néanmoins c'est une disposition constitutionnelle qui s'impose aux Assemblées.

Les Assemblées politiques sont les organes représentatifs du peuple; par conséquent, le public doit avoir le droit d'assister aux séances afin de savoir comment les lois et les résolutions ont été discutées et les raisons pour lesquelles elles ont été adoptées. En outre, par ce moyen, le public comprend comment ses représentants exécutent leur mandat, et cela lui

permet d'exercer un contrôle sur les travaux de ses mandataires.

*
* *

Dans la salle de nos Assemblées, comme en Allemagne, en Autriche et au Japon, il y a des tribunes qui sont réservées au public; elles ne sont pas ouvertes à tout le monde, mais seulement à ceux qui sont munis de billets ou qui sont invités.

En France, comme en Espagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Hongrie, Norvège, Suède, Portugal et Grèce, il se trouve dans les Assemblées une tribune dite *publique*, ouverte à tous ceux qui se présentent.

En Angleterre, le public est admis par tolérance aux tribunes de la Chambre des Communes, mais il suffirait de la réclamation d'un seul membre pour que le « Speaker » soit dans l'obligation de faire évacuer les tribunes.

Il est encore une tribune spéciale, dans chacune des deux Chambres, réservée aux représentants de la presse; mais ceux-ci doivent aussi être munis de cartes qui mentionnent de leur qualité.

Une place spéciale dans la salle est réservée aux ministres.

Nos règlements ont laissé les membres libres de se placer comme ils l'entendent dans l'enceinte de la salle des séances; ils ne sont même pas obligés de conserver leurs places en cours de séances.

Si le public a le droit d'assister aux séances, il y est tenu d'observer certaines instructions. Nous nous réservons de revenir sur ce point ultérieurement.

Il est certains règlement étrangers, comme ceux des Chambres des Etats-Unis d'Amérique par exemple, qui stipulent que la salle de l'Assemblée ne peut être affectée à un autre objet qu'à l'usage de l'Assemblée.

2° De l'ouverture et de la clôture des séances.

C'est le président qui prononce l'ouverture des séances. (Art. 17 Règ. S. — Art. 19 devenu 20 Règ. Ch.)

A la Chambre des députés, il est mis à la disposition des membres, une demi-heure avant l'ouverture de la séance, des registres de présence où les députés signent à leur arrivée.

Avant que le président ne prononce l'ouverture de la séance, il prend connaissance de ces registres pour se rendre compte du nombre des membres présents. Si le quorum est atteint, il prononce l'ouverture de la séance; s'il ne l'est pas, il en retarde d'une demi-heure l'ouverture. Passé ce délai, si le quorum n'est toujours pas atteint, le président ajourne la séance au premier jour de réunion utile. (Art. 21 devenu 22 Règ. Ch.)

Au Sénat, il n'y a pas de registres de présence, mais le nombre des membres présents est connu par appel nominal. Les mêmes règles sont suivies au Sénat comme à la Chambre, seulement le président retarde l'ouverture de séance d'un quart d'heure pour la pre-

mière fois, si le quorum n'est pas atteint. (Art. 18 Règ. S.)

Au Sénat italien, le président annonce l'ouverture de chaque séance si deux secrétaires au moins sont présents, mais, au cas où il y a moins de deux présents, il appelle pour remplir ces fonctions un ou deux sénateurs, choisis de préférence entre ceux qui, aux précédentes sessions, ont été élus secrétaires. (Art. 38 Règ. S. italien.)

Après la prononciation de l'ouverture de la séance et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le président commence par donner connaissance à l'Assemblée des décisions des commissions, des correspondances et des autres documents qui se rattachent à ses travaux. (Art. 23 Règ. S. — Art. 24 devenu 25 Règ. Ch.). Mais nos règlements ne parlent pas de l'ordre dans lequel les documents sont communiqués à l'Assemblée et, par conséquent, cette question est laissée à l'appréciation du président.

Les documents dont la communication est faite à l'Assemblée sont ceux qui intéressent ses travaux. Au Sénat des Etats-Unis d'Amérique, lorsque la lecture d'un document est annoncée et qu'il y est fait opposition, la question doit être résolue sans débats. Après la communication du document, l'ordre du jour est appelé et les délibérations commencent.

Les Assemblées peuvent décider de lever la séance pour manifester de leurs participation à un événement d'intérêt général.

La Chambre tient ses séances quatre jours par se-

maine, les samedi, dimanche, lundi et mardi à cinq heures de l'après-midi, mais elle a le droit de les changer comme bon lui semble. (Art. 20 devenu 21 Règ. Ch.)

Le Séant n'a pas fixé dans son règlement les jours des séances et, par conséquent, il est libre de les fixer comme il veut. (Art. 17 Règ. S.)

Avant la pronociation de la clôture de la séance, le président consulte l'Assemblée sur la clôture de la séance; il s'ensuit que son droit de prononcer la clôture est subordonné à la volonté de l'Assemblée. (Art. 17 Règ. S. — Art. 19 devenu 20 Règ. Ch.)

3° *Des comités secrets.*

L'Assemblée décide de se former en comité secret sur la demande du Gouvernement ou de dix membres. (Art. 98 Loi const. — Art. 21 Règ. S. — Art. 44 devenu 45 Règ. Ch.). La demande doit être présentée par écrit et revêtue des signatures de ses auteurs. Leurs noms sont ensuite inscrits au procès-verbal de la séance.

Chez nous, comme en France, ni la loi constitutionnelle, ni les règlements n'ont fixé le moment auquel une demande de formation en comité secret doit être déposée, et il en résulte que la demande est recevable à tout moment des débats.

Aucune majorité spéciale n'est requise pour la décision de l'Assemblée de se former en comité secret;

par conséquent, la décision est prise à la majorité absolue. (Art. 100 Loi constit.)

Les fonctionnaires de la Chambre ne sont pas admis aux séances secrètes à moins que la Chambre n'en décide autrement. (Art. 45 devenu 46 Règ. Ch.). Quoique le règlement du Sénat ne contienne pas une semblable disposition, on y suit la même procédure.

Une question se présente. L'Assemblée peut-elle prendre des résolutions en comité secret?..... Ni la Constitution ni les règlements ne contiennent aucune interdiction en ce sens, et il s'esuit que l'Assemblée peut les prendre. En France, les précédents sont en faveur de cette constatation.

En Autriche, aucune décision ne peut être prise qu'en séance publique.

Les procès-verbaux des séances secrètes, à la Chambre des députés, sont rédigés et lus dans la même séance. (Art. 47 devenu 48 Règ. Ch.)

Aucune publicité n'est faite, aucun compte rendu n'est publié de la séance secrète. Aucun texte n'interdit à un membre de se retirer momentanément au cours d'une séance secrète.

Les raisons qui justifient la demande d'une séance secrète sont discutées par l'Assemblée; et il est nécessaire quelquefois d'exiger l'absence du public, lors de la discussion d'une question qui intéresse la sûreté nationale ou la morale publique, par exemple.

L'Assemblée décide ensuite si la discussion doit être ou ne pas être reprise en séance publique sur le même sujet. (Art. 98 Const.)

A la Chambre des députés, cette décision sera mise aux voix après une discussion à laquelle prendront part, au plus, deux membres parmi ceux qui sont en faveur de huis clos et deux parmi ceux qui s'y opposent. (Art. 44 devenu 45 Règ. Ch.)

En France, le droit d'une Assemblée de se former en comité secret, lorsque les circonstances l'exigent, a été inscrit dans les constitutions et les règlements, depuis la Constitution du 14 septembre 1791.

*
* *

Les critiques qui sont dirigées contre le huis clos sont sérieuses; en effet, le huis clos n'impliquant pas nécessairement l'accord des membres d'un seul parti à l'exclusion de tout autre, il est à craindre des divulgations de la part des partis opposés tout autant que des menées tendant à tracer une ligne de conduite inverse de celle que nécessite l'intérêt public dans un conflit ministériel. En outre, il est à redouter qu'une confidence livrée à des centaines de membres ne puisse être gardée sous le sceau du secret.

4° De l'ordre du jour.

L'ordre du jour est le programme des travaux qui seront examinés dans une séance suivante. Tout membre, par ce moyen, peut savoir à l'avance, les objets qui seront discutés, et il peut s'y préparer pour participer utilement à la discussion, et pour se faire

une idée exacte de chaque question. Il élimine tout examen hâtif de travaux et garantit le bon ordre dans la procédure parlementaire. Le président Pasquiers disait à la Chambre des Pairs le 19 février 1931 : « ...C'est en s'interdisant le pouvoir de s'écarter de l'ordre du jour que les membres de cette Chambre savent toujours de quoi ils auront à s'occuper, ce qu'ils auront à dire et à entendre... » (1).

*
* *

La question de préparation de l'ordre du jour est importante, comme le dit M. Pierre (2), du fait qu'une inscription inopportune, trop hâtive, peut compromettre le sort d'une réforme. Lors de la préparation de l'ordre du jour, on ne discute pas le fond des sujets qui seront inscrits.

En vertu de l'article 94 du règlement de la Chambre des députés française, modifié le 4 février 1915, la préparatoïn de l'ordre du jour est faite dans une conférence où sont convoqués les présidents des grandes commissions, les présidents des groupes, à leur défaut un membre désigné par le bureau de la commission ou du groupe, et les vice-présidents de la Chambre.

L'ordre du jour n'est modifié que par un vote émis soit sur l'initiative du Gouvernement, soit sur une

(1) Voir HAURIOU, *Droit Constitutionnel*, P. 572.

(2) *Traité déjà cité*, No. 803.

demande signée par cinquante membres dont la présence devra être constatée par un appel nominal. La réforme introduite sur cette question dans les articles 94, 95, 96, 97, 98 et 99 du règlement de cette Chambre est très importante.

Dans nos Assemblées, l'ordre du jour est préparé à la fin de chaque séance pour la séance suivante, et non pour d'autres séances prochaines.

Si une Assemblée a adopté un ordre du jour, ce ne sera pas une décision définitive sur laquelle elle ne puisse revenir; l'Assemblée étant maîtresse en cette matière, elle peut décider d'y supprimer certains sujets ou de les renvoyer à une autre séance.

L'ordre du jour peut être interrompu par une interpellation et, après la clôture sur l'objet d'interpellation, l'Assemblée revient à son ordre du jour.

En Angleterre, à la Chambre des Communes, la proposition de passer à l'ordre du jour peut toujours être faite dans le cours d'une discussion et, si elle est acceptée, la motion originale tombe *ipso facto*.

M. Pierre (1) dit : « ...Il n'est pas possible de régler l'ordre du jour de la première séance de la future session, ce serait établir une sorte de permanence contraire à la Constitution ». Cette constatation est tout à fait juste et conforme à l'esprit de notre Constitution.

(1) *Traité* déjà cité, No. 812.

5° *Du procès-verbal et du compte rendu.*

A) *Du procès-verbal.*

M. Pierre (2) dit : « ...Les actes d'une Assemblée ne sont acquis et ne peuvent être considérés comme valables qu'à la condition d'être enregistrés dans un procès-verbal authentique ». En effet, le procès-verbal est comme un registre de l'Assemblée, auquel on doit se référer pour constater ce qui s'y est passé.

La rédaction des procès-verbaux est confiée à des rédacteurs qui sont des employés du secrétariat de l'Assemblée, sous le contrôle des secrétaires membres du bureau de l'Assemblée.

Ce qui est interdit par le règlement n'est pas inséré au procès-verbal, comme par exemple un fait personnel ou une interruption.

Le règlement du Sénat des Etats-Unis d'Amérique énumère certaines choses qui doivent être inscrites au procès-verbal; il dit que les messages du président en leur entier, les titres des bills et résolutions conjointes, toutes les parties touchées par les amendements proposés, chaque vote et un bref exposé du contenu des pétitions, mémoires ou documents présentés au Sénat, devront être insérés au procès-verbal. (Art. 1 Règle IV). Nos règlements stipulent que le procès-verbal porte les noms des membres absents à la séance, ainsi que les résolutions brièvement ré-

(2) *Traité* déjà cité, No. 951.

sumées de tout ce qui s'y est passé. (Art. 19 Règ. S. — Art. 155 Règ. Ch.)

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL

A l'ouverture de chaque séance publique, le procès-verbal de la dernière séance publique est lu. Si l'Assemblée approuve le procès-verbal, le président et le secrétaire élu (au Sénat les secrétaires présents) le signent. (Art. 19 Règ. S. — Art. 22 devenu 23 Règ. Ch.)

En vertu de l'article 19 du règlement du Sénat, si aucune observation n'est formulée, au cours de la séance, touchant la rédaction, le procès-verbal est censé être adopté par le Sénat.

Après la lecture du procès-verbal, tout membre a le droit de faire des observations au sujet dudit procès-verbal. Au cas où le membre ne se contenterait pas des explications fournies par le secrétaire, l'Assemblée est consultée.

Si l'Assemblée approuve l'observation, le bureau, séance tenante, ou au plus tard à la séance suivante, modifie le texte du procès-verbal conformément à la décision de l'Assemblée. Cette procédure est la même pour les deux Assemblées. (Art. 19 Règ. S. — Art. 23 devenu 24 Règ. Ch.)

Les observations qui sont formulées doivent se rapporter à des faits matériels et, par conséquent, il n'est pas permis à un membre de saisir l'occasion de faire une observation dans le but de recommencer une dis-

cussion close, ou pour contester la validité d'un vote acquis.

Les ministres, malgré leur droit constitutionnel d'obtenir la parole quand ils la réclament, sont assujettis aux mêmes règles que les membres, quand ils prennent la parole pour une rectification au procès-verbal.

Après l'adoption du procès-verbal, la parole n'est pas donnée à un membre pour qu'il y apporte des rectifications. Quand le procès-verbal est adopté, il est signé par le président et, au Sénat, il est signé aussi par tous les secrétaires présents; mais, à la Chambre des députés, il suffit qu'un seul secrétaire signe le procès-verbal.

Au Sénat, les procès-verbaux sont reproduits dans un registre sous les signatures des mêmes présidents et secrétaires. (Art. 20 Règ. S. — Art. 22 devenu 23 Règ. Ch.)

B) *Du compte rendu.*

En addition au procès-verbal, il est dressé pour chaque séance un compte rendu, reproduisant *in extenso* les notes, projets et propositions dont lecture a été donnée ainsi que les délibérations et les résolutions adoptées. En un mot, tout ce qui s'y est passé. Il est rédigé sous le contrôle des secrétaires élus.

Le compte rendu est publié en arabe au *Journal Officiel* sous forme de supplément, le troisième jour suivant chaque séance, et en français à une date très prochaine.

Le règlement du Sénat ne contient pas une telle disposition.

A la Chambre, si un vote a été émis par appel nominal, les noms des membres sont portés à la fin du compte rendu et accompagnés de l'avis exprimé par chacun d'eux. Les noms des membres absents sont mentionnés aussi à cet endroit. (Art. 155 devenu 156 Règ. Ch.). C'est la même procédure qui est suivie au Sénat malgré l'absence d'une disposition.

Au Sénat, le compte rendu est imprimé et distribué aux sénateurs dans un délai ne dépassant pas 48 heures de la date de la séance. (Art. 19 Règ. S.)

A la Chambre, le compte rendu est laissé à la disposition des membres pendant les 48 heures qui commencent à 11 h. a.m., dès le lendemain de la séance. (Art. 156 devenu 157 Règ. Ch.)

Quant aux rectifications qu'un membre demande à faire au compte rendu d'une séance, elles suivent presque les mêmes règles que pour le procès-verbal.

*
x z

Les journaux, en Egypte, le plus souvent, ne reproduisent pas *in extenso* le compte rendu des débats parlementaires, mais ils en écourtent la publication. On peut apprécier le service qu'un compte rendu rend au public en lui exposant tout ce qui s'y est passé au sein de la Chambre et, par conséquent, cela assure bien la publicité des séances.

CHAPITRE IV

PROCEDURE DES DEBATS

SECTION I

DE LA PAROLE

1^o Droit et procédure de la parole.

Duguit dit (1) : « ...Le membre est libre de dire tout ce qu'il croit utile à la défense de l'opinion qu'il soutient, pourvu qu'il ne s'écarte pas des lois et prescriptions qu'il est obligé d'observer. C'est au président de faire respecter ces lois ».

Le membre tire son mandat du peuple, par conséquent, il faut lui assurer le droit et la garantie de pouvoir exprimer sa volonté. De Franqueville dit : « ...De tous les privilèges essentiels à l'indépendance, on pourrait dire à l'existence même du Parlement, il n'en est pas de plus important que, de la liberté de parole ». (Voir son ouvrage déjà cité, page 342.)

Le président a seul le droit d'accorder la parole. Les demandes de parole sont inscrites par les secrétaires élus, suivant l'ordre dans lequel elles se produisent. Les demandes de parole peuvent encore se produire à haute voix au cours d'une discussion; elles sont recueillies par le président avec l'assistance des

(1) *Droit constitutionnel*, T. II, § 126.

secrétaires. (Art. 24 Règ. S. — Art. 25 devenu 26 Règ. Ch.). Aux Etats-Unis d'Amérique, cette question est réglée par voie de tirage au sort.

Les orateurs sont appelés à prendre la parole suivant l'ordre de leur inscription ou de leurs demandes en séance. L'enregistrement d'une demande ne dispense pas son auteur de demander la parole au président et de l'obtenir. (Art. 24 Règ. S. — Art. 26 devenu 27 Règ. Ch.)

Il y a dérogation à la règle que la parole est donnée suivant l'ordre des demandes ou suivant l'ordre d'inscription, quand il s'agit d'appuyer, de modifier ou de critiquer les propositions soumises à la discussion. A la Chambre des députés, l'article 27, devenu 28 de son règlement, stipule que, dans ce cas, la parole est accordée à tour de rôle au premier orateur qui est pour la proposition, puis à celui qui y serait contraire. Cette opération se répète, abstraction faite de l'ordre des demandes.

Au Sénat, la parole est accordée à tour de rôle au premier orateur qui est pour la proposition, puis à celui qui aurait des amendements à proposer et enfin à celui qui lui serait opposé. (Art. 27 Règ. S.)

Les ministres et les rapporteurs des commissions ne sont pas soumis à cette prescription et peuvent toujours être entendus au cours du débat chaque fois qu'ils le demanderont. (Art. 25 Règ. S. — Art. 25 devenu 26 Règ. Ch.). Le Sénat étend ce droit à l'auteur de la proposition.

Aux Chambres françaises, la parole est donnée

alternativement pour et contre. A la Chambre des députés de Prusse, comme à la Chambre des Etats-Unis d'Amérique, la question est réglée par voie de tirage au sort; et, dans cette dernière Chambre, si deux ou plusieurs membres se lèvent à la fois, c'est le « speaker » qui indique le membre qui doit parler le premier; et aucun membre n'aura plus qu'une heure pour parler sur la question débattue. Art. 2 Règle XIV.)

Nos règlements ne soulèvent pas la question de savoir si un membre peut céder son tour à un autre. L'article 42 du règlement de la Chambre des députés française, modifié le 4 février 1915, le stipule ainsi dans son dernier paragraphe : « Tout député inscrit pour prendre la parole peut céder son tour à l'un de ses collègues ou, d'accord avec lui, faire intervertir l'ordre de leur inscription ». C'est une bonne procédure, elle est presque suivie au Sénat espagnol.

*
* *

Les ministres peuvent prendre la parole toutes les fois qu'ils la réclament; leur droit se tire de l'article 63 de la Constitution. Mais doivent-ils obtenir l'autorisation du président pour prendre la parole?.... C'est une règle que le président donne la permission de prendre la parole aux orateurs, et il faut décider de l'étendre aux ministres. En Belgique comme en France, il y a des précédents en faveur de cette constatation. Le président de la Chambre des députés

belge, dans la séance du 10 mars 1881, a affirmé cette règle, lorsque le ministre des Affaires étrangères a dit : « ...J'ai le droit de prendre la parole en vertu de la Constitution ». « Evidemment, répliqua le président, mais pas avant de l'avoir obtenue du président » (1).

*

Chaque membre a le droit de prendre la parole quand il se conforme aux prescriptions, et le président ne peut, sans motif plausible, la lui refuser. En cas de désaccord, la Chambre est consultée. (Art. 26 devenu 27 Règ. Ch.). Quoique le règlement du Sénat ne contienne pas une pareille prescription, néanmoins il faut y accepter cette règle du fait qu'elle est conforme à l'esprit de la Constitution.

A la Chambre des députés, un membre ne peut pas prendre plus d'une fois la parole sur la même question. (Art. 34 devenu 35 Règ. Ch.). Il en est de même à la Chambre des députés française. Au Sénat égyptien, comme encore au Sénat français, ce droit est réduit à deux fois, sauf autorisation de l'Assemblée.

Aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, en Hongrie, à la Chambre des députés d'Italie, et selon l'usage suivi dans les Chambres belges, nul ne peut être entendu plus d'une fois sur la même question sans une autorisation de l'Assemblée.

(1) Voir PIERRE, ouvrage déjà cité, No. 894.

A la Chambre des Communes d'Angleterre, un membre ne peut parler plus de deux fois, sauf toutefois pour expliquer une opinion mal comprise.

Mais il y a des cas où la parole est toujours accordée : 1° pour proposer de passer à l'ordre du jour; 2° pour demander l'ajournement de la décision; 3° pour proposer de renvoyer les débats sur une question en discussion, en attendant qu'il soit statué sur une question qui doit être tranchée au préalable; 4° pour répondre à une allusion personnelle; 5° pour un rappel au règlement. Ce sont les mêmes cas dans les deux Assemblées, mais le règlement du Sénat prévoit un autre article; 6° pour rectifier une affirmation avancée. (Art. 34 Règ. S. — Art. 28 devenu 29 Règ. Ch.). En outre, tout membre de la Chambre a toujours le droit de prendre la parole après le représentant du Gouvernement. On ne veut pas que les ministres parlent les derniers, pour que les députés ne restent point sous l'impression de leur discours. (Séance du 23 mars 1924 de la Chambre des députés.)

Tous ces cas ont la priorité sur la question principale; et cette priorité est de nature à suspendre la discussion en cours.

Mais, pour chacun des cas prévus, la parole ne peut être accordée que lorsque l'orateur inscrit aura terminé son discours. (Art. 26 Règ. S. — Art. 28 devenu 29 Règ. Ch.)

Le président est juge des circonstances qui créent un fait personnel, et il a le droit de décider des développements que peut donner à sa pensée le membre

qui a obtenu la parole pour un fait personnel. Les règlements ne contiennent, à cet égard, aucune limitation (1).

Quand la clôture de la discussion est décidée, et qu'on procède au vote sur la question, la parole ne peut plus être accordée à quiconque.

*
* *

L'orateur qui a la parole ne peut être interrompu, sauf pour un rappel au règlement, et ce droit d'interruption dans ce cas est réservé au président.

Aux Chambres françaises, M. Pierre dit, toutefois, qu'une tradition s'est établie, d'après laquelle le président autorise les interruptions que l'auteur lui-même a permises.

Un ministre, malgré son droit constitutionnel de prendre la parole toutes les fois qu'il la réclame, n'a pas le droit d'interrompre un orateur.

*
* *

Dans nos Assemblées, l'orateur se lève quand il prend la parole. Il parle de sa place ou monte à la tribune. Il s'adresse au président ou à l'Assemblée. (Art. 25 Règ. S. — Art. 29 devenu 30 Règ. Ch.)

En Angleterre comme aux Etats-Unis, l'orateur parle de sa place. Il est tenu de s'adresser au « spea-

(1) Voir PIERRE, *Traité* déjà cité, No. 904.

ker ». Il n'y a pas, non plus, de tribune au Etats Généraux des Pays-Bas et au Sénat belge.

Le Reichstag allemand et le Reichstag autrichien ont une tribune, mais les députés peuvent parler de leur place si cela leur convient.

En vertu de l'article 30, devenu 31 du règlement de la Chambre des députés, quand un membre veut lire des rapports, des textes de propositions ou d'amendements, ainsi que d'autres pièces, cette lecture doit être faite à la tribune. Rien de pareil n'est stipulé dans le règlement du Sénat. Une telle obligation dépend de l'appréciation du président de l'Assemblée.

*
* *

DES DISCOURS

M. Pierre dit (1) : « ...Dans une Assemblée politique les discours ne sont pas destinés à mettre en lumière les talents personnels des orateurs; ils doivent être un simple échange d'arguments, l'exposé pratique des idées que chaque membre croit les meilleures en consultant sa conscience et son mandat ».

Nos règlements ne disent pas si un discours écrit est permis ou non, et il s'ensuit que cette question peut être solutionnée par le président et l'Assemblée.

Aux Etats Généraux de l'ancien régime, en France, on ne connaissait guère que les discours écrits, et cet

(1) Voir son ouvrage déjà cité, No. 890.

usage s'est maintenu jusqu'en 1848. Maintenant, les membres des Assemblées ont le droit absolu, ou de prononcer leurs discours ou de les lire.

A la Chambre des Communes d'Angleterre, comme à la Chambre hellène, le discours écrit est interdit. Aux Etats-Unis, un discours écrit ne peut être lu qu'avec l'autorisation formelle de l'Assemblée. En Italie, le discours écrit est permis, mais sa durée est limitée à quinze minutes. En Suisse, il est autorisé.

Un discours écrit peut être quelquefois nécessaire. Supposons qu'une question technique soit l'objet d'une discussion, il semble absolument nécessaire de permettre à un orateur de lire son discours, afin de pouvoir mieux faire connaître ses constatations.

2° De la direction des débats.

C'est le président qui dirige les débats. Il doit écarter du fauteuil tout soupçon de partialité. Il ne doit pas se montrer un homme de parti; bien qu'il soit élu à la majorité absolue à notre Chambre des députés, il doit respecter les droits de la minorité aussi bien que ceux de la majorité, sans distinction entre ceux qui sont de son parti ou d'un autre.

Pour assurer son impartialité, les règlements lui interdisent de prendre part à la discussion en sa qualité de président. S'il veut participer à la discussion, il doit prendre place aux bancs des députés. Il ne peut remonter au fauteuil présidentiel tant que le débat dans lequel il est intervenu n'est pas terminé. (Art. 13

Règ. S. — Art. 13 devenu 14 Règ. Ch.). Cette règle est insérée aussi dans les règlements des Chambres belges. En Angleterre, le « speaker » de la Chambre des Communes doit rester en dehors de la discussion.

L'article 43 du règlement du Conseil national de la Suisse stipule que le vice-président qui remplace le président, quand celui-ci vient participer à la délibération, donne connaissance de ce fait à l'Assemblée, et accorde au président la parole à son tour suivant l'ordre d'inscription.

C'est une constatation naturelle, qui est admise en pratique dans nos Chambres.

Mais le président peut intervenir du haut de son fauteuil pour éclairer les débats, appeler l'attention sur une question, ou rappeler le règlement. (Art. 13 Règ. S. — Art. 13 devenu 14 Règ. Ch.)

*
* *

L'orateur doit observer certaines prescriptions. Il doit se renfermer dans la question et les arguments qui l'appuient; il ne doit pas répéter ce qu'auront dit les autres membres. S'il s'écarte de ces prescriptions, le président lui en fera l'observation. (Art. 27 Règ. S. — Art. 37 devenu 38 Règ. Ch.). Si l'orateur est rappelé à l'ordre deux fois au cours de son discours, et s'il continue ses errements, le président consulte l'Assemblée afin de savoir si la parole doit lui être retirée ou laissée. La décision est prise, sans débats, après

un vote par assis et levé. (Art. 30 Règ. S. — Art. 37 devenu 38 Règ. Ch.)

En France, lorsque la parole a été retirée à un orateur après deux rappels à la question, rien de ce qu'il a été dit après la décision de la Chambre ne doit figurer dans les comptes rendus (1). En Autriche, le président a le droit de retirer la parole à l'orateur après deux rappels à la question sans consulter la Chambre.

Il est interdit à tout membre d'interrompre un orateur ou de se livrer à des manifestations de nature à troubler l'ordre. Toute allusion personnelle désobligeante, ou toute insinuation infamante, est absolument interdite. (Art. 28 et 29 Règ. S. — Art. 32 devenu 33 Règ. Ch.). On peut ajouter que le président peut défendre à un député de produire des faits appartenant à la vie privée, et il peut apprécier la nature de cette question. Sans cette précaution, les débats deviendraient vite orageux et déshonoreraient l'Assemblée.

En France, c'est une règle dans chacune des deux Chambres de ne pas critiquer à la tribune les actes de l'autre Chambre.

Au cas où le président estime qu'un projet n'est pas de la compétence de l'Assemblée, il interdit à l'orateur d'en parler. Si celui-ci n'obtempère pas, l'Assemblée tranche la question de compétence.

(1) Voir PIERRE, ouvrage déjà cité.

L'autorisation de parler dépend de cette décision.
(Art. 37 Règ. S. — Art. 33 devenu 34 Règ. Ch.)

3° *De la clôture de la discussion.*

Au Sénat, si personne ne demande la parole, le président annonce la clôture de la discussion. (Art. 35 Règ. S.). A la Chambre des députés, la clôture de la discussion est prononcée après consultation de l'Assemblée dans tous les cas.

En France, lorsqu'il n'y a plus d'orateur inscrit, et que personne ne réclame la parole, il est d'usage que le président prononce la clôture d'office, sans consulter l'Assemblée.

Au Sénat, si cinq membres demandent la clôture, le président consulte l'Assemblée sur ce point; chaque membre pouvant prendre la parole pour appuyer cette demande ou la combattre. (Art. 35 Règ. S.). A la Chambre des députés, le président ne consulte la Chambre sur une demande de clôture que si celle-ci est appuyée par vingt membres au moins outre son auteur. Si quelqu'un s'oppose à la clôture, le président accordera la parole à l'un des membres qui sont contre la clôture, puis à l'un de ceux qui l'appuient. L'Assemblée se prononcera ensuite pour ou contre la continuation de la discussion. Si la clôture est votée, le fond de la question est mis aux voix. Sinon, la discussion sera continuée. (Art. 50 devenu 51 Règ. Ch.)

Au Reichstag allemand, la clôture ne peut être réclamée tant qu'il y a d'orateurs inscrits, si trente

membres au moins n'en font pas la proposition. Le Sénat belge exige, en pareil cas, la réclamation de cinq membres; la Chambre belge l'exige de quarante membres; la Chambre d'Italie de dix membres. Les Chambres d'Autriche sont consultées sur la clôture, à la demande d'un seul membre, même s'il reste des orateurs inscrits.

Après la clôture de la discussion, la parole n'est accordée à personne. A la Chambre française, elle est accordée, après la clôture, sur la position de la question seulement, et il est octroyé, pour cela, un délai ne dépassant pas cinq minutes.

Un ministre, en vertu de son droit constitutionnel, peut prendre la parole si la clôture de la discussion est proposée, et même après la clôture. En France, ce droit est contesté, bien qu'il existe des précédents.

Nos Chambres jouissent, en vertu des règlements, d'un pouvoir souverain en matière de clôture.

M. Pierre (1) dit avec raison : « ...La clôture est une mesure grave qui arrête un débat, qui prive un certain nombre de membres du droit d'être entendus, qui peut exercer une grande influence sur le vote ultérieur et définitif; par conséquent, elle ne saurait être prononcée lorsque la majorité des membres n'est pas présente ».

En vertu de l'article 51, devenu 52 du règlement de la Chambre, la remise en discussion d'une question

(1) *Traité* déjà cité, No. 923.

mise aux voix ne peut avoir lieu que sur une décision de l'Assemblée. Le membre qui désirera la reprise de la discussion devra, au cours de la séance où la discussion aura été engagée, présenter au président une demande écrite indiquant ses raisons. Le président la soumettra à l'Assemblée qui en décidera dans la même séance, après que l'ordre du jour aura été épuisé.

Au Sénat, cette demande est examinée dans la séance qui suivra sa présentation; et la procédure sur cette question est la même dans l'une et l'autre Assemblée. (Art. 36 Règ. S.)

SECTION II

DE L'ORDRE DES DELIBERATIONS

1° Du nombre des délibérations requises.

Aux termes de l'article 78, devenu 79 du règlement de la Chambre, un projet de loi ou une proposition n'est voté définitivement qu'après deux délibérations nettement séparées. La première délibération se divise en deux parties. La première partie porte sur la discussion du projet de loi ou de la proposition dans son ensemble. Si le projet ou la proposition est admis, il est procédé, dans la même séance, à la discussion du projet ou de la proposition article par article. A la deuxième lecture, il est procédé seulement à la lecture des textes du projet ou de la proposition, et

des amendements qui s'y rapportent, puis il est procédé au vote, article par article, enfin, sur l'ensemble. (Art. 80 devenu 81 Règ. Ch.). Le Chambre est appelée à voter pour fixer la séance de la seconde délibération, qui aura lieu à trois jours d'intervalle. Au cas où la Chambre ne fixerait pas la seconde séance, le projet ou la proposition seraient considérés comme rejetés.

Au Sénat, il y a trois lectures, la première porte sur la discussion générale du projet ou de la proposition, la seconde porte sur l'examen des articles, et la troisième sur l'ensemble pour le vote. (Art. 79 Règ. S.)

Ces prescriptions n'admettent pas de dérogations, et par conséquent l'Assemblée ne peut décider de passer au vote sur l'ensemble avant de se prononcer sur les articles. Cela, en vertu de l'article 104 de la Constitution, qui stipule qu'un projet de loi ne peut être adopté par l'une ou l'autre Chambre qu'après avoir été voté article par article.

Les articles adoptés en première lecture peuvent être modifiés par l'Assemblée dans la deuxième lecture.

Nos règlements ne stipulent pas, comme c'est le cas dans les règlements français, une seule délibération pour le budget des recettes et des dépenses, pour les lois des comptes, pour les lois portant demandes de crédits spéciaux, pour les lois d'intérêt local.

En Angleterre, au Reichstag allemand, au Folkthing de Danemark et au Parlement autrichien, il y a trois lectures. Dans les Chambres belges, il n'y a qu'une seule lecture divisée en deux parties : 1^o discussion

générale; 2° examen des articles.

En vertu de l'article 85, devenu 86 des règlements de notre Chambre, au cas où le projet ou la proposition se composerait d'un seul article, il suffirait de procéder à une seule lecture. Discussion et vote auraient lieu dans une même séance.

La déclaration d'urgence peut comporter la dispense de la deuxième ou troisième lecture.

2° *De la discussion générale.*

La discussion d'ensemble s'appelle *discussion générale*. C'est la délibération sur l'utilité générale d'un projet ou d'une proposition, pour que l'Assemblée puisse apprécier ses avantages et ses inconvénients avant de passer aux articles. Cela permet à l'Assemblée le rejet en bloc du projet avant la discussion des articles.

M. Pierre (1), parlant des Assemblées françaises, dit : « ...Avant le vote définitif d'un projet, tout membre a le droit de présenter des considérations générales pour l'adoption ou le rejet, néanmoins, la tradition s'est maintenue d'accorder la parole sur l'ensemble avant le vote définitif du projet ».

A la Chambre des députés, la discussion générale est immédiatement suivie d'un vote sur le passage aux articles. Cette consultation est obligatoire et on n'y peut déroger. (Art. 79 devenu 80 Règ. Ch.)

(1) Voir son *Traité* déjà cité, No. 825.

Le Séant passe de plein droit à la discussion des articles, après la discussion générale. L'article 79 de son règlement ne stipule pas la consultation de l'Assemblée.

Le refus de la Chambre de passer à l'examen des articles entraîne le rejet définitif du projet avec tous les amendements.

3° Discussion des articles et des amendements.

A la Chambre, on discute le texte original de l'article d'abord, puis les amendements qui lui sont proposés.

Les amendements qui sont présentés au cours de la première délibération sont obligatoirement renvoyés à la commission qui a été chargée de l'examen du projet ou de la proposition, toutes les fois que son rapporteur le demande. (Art. 81 Règ. S. — Art. 82 devenu 83 Règ. Ch.). Mais l'Assemblée — cela va sans dire — peut décider le renvoi de l'amendement à la commission, même si le rapporteur ne le demande pas.

A la Chambre, les amendements présentés au cours de la seconde délibération sont soumis aux formalités de prise en considération. (Art. 83 devenu 84 Règ. Ch.). Nous retrouverons, plus tard, la procédure de dépôt des amendements.

*
* *

M. Pierre dit (1) : « ...Le rejet du premier article d'un projet peut entraîner implicitement le rejet du projet primitif et de tous les amendements, si l'article repoussé contient un principe commun à toutes les propositions dont la Chambre est saisie ». C'est une constatation logique et naturelle.

Au Sénat français, l'article 66 de son règlement stipule que l'Assemblée ne délibère sur aucun amendement s'il n'est appuyé après avoir été développé.

Au cas où il y aura plus d'un amendement à introduire dans un article, les voix sont prises sur chacun séparément.

4° Règles relatives aux traités diplomatiques.

L'article 86, devenu 87 du règlement de la Chambre des députés, est ainsi conçu : « Lorsque l'Assemblée est saisie d'un projet de loi par lequel le Gouvernement lui demande l'approbation d'un traité conclu avec une puissance étrangère, il ne lui est pas permis d'y apporter des amendements. Elle décide de l'approbation, du rejet ou de l'ajournement. En ce dernier cas, l'Assemblée appelle l'attention du Gouvernement sur les clauses du traité, qui ont motivé sa décision ».

Par conséquent, on ne peut procéder au vote sur les

(1) Voir son *Traité*, No. 827.

articles de ce traité, ni en amender les textes. De plus, l'Assemblée, lors de l'examen d'un traité, doit tenir compte des délais impartis pour la ratification.

Le dernier paragraphe de l'article 73 du règlement du Sénat français stipule que tout projet d'approbation de traité, qui a été rejeté ou ajourné, peut être représenté sans observation d'aucun délai.

5° *Cas d'urgence.*

Quelquefois, la discussion d'un projet ou d'une proposition ne peut souffrir la stricte observation des règles précédentes. L'Assemblée déclare alors l'urgence en sa faveur.

La procédure d'urgence est la suivante. L'auteur du projet, de la proposition ou de la motion, ou tout autre membre de l'Assemblée, peut demander l'urgence pour l'examen de ce projet. Il doit exposer les raisons qui justifient sa demande. (Art. 85 Règ. S. — Art. 113 devenu 114 Règ. Ch.)

Au Sénat, l'Assemblée examine la demande d'urgence et, une fois celle-ci admise, l'Assemblée charge la commission compétente de son examen avant tout autre projet. L'Assemblée a également le droit, le cas échéant, de nommer une commission spéciale pour examiner la proposition ou la motion en question. (Art. 86 Règ. S.)

A la Chambre des députés, il faut distinguer : si l'objet de la demande d'urgence est une proposition de loi, l'urgence une fois admise, l'Assemblée charge

de son examen avant tout autre projet la commission compétente ou celle qu'elle nomme. Mais, si l'objet de la demande d'urgence est une motion, l'Assemblée peut procéder immédiatement à son examen, ou elle peut décider de la renvoyer à la commission conformément à la manière précédente. (Art. 113 devenu 114 Règ. Ch.)

A la Chambre, pour les projets de loi ou propositions en faveur desquels l'urgence est décidée, la délibération porte d'abord sur l'ensemble du projet ou de la proposition, puis l'Assemblée est consultée sur le point de savoir si elle entend l'examiner article par article. Si l'Assemblée refuse le passage à l'examen des articles, le projet ou la proposition est rejeté. Mais si elle décide le passage aux articles, la discussion a lieu immédiatement sur chaque article séparément et sur les amendements qui s'y rapportent. On procède au vote sur les amendements, puis sur les articles un par un, enfin sur l'ensemble du projet ou de la proposition. (Art. 114 devenu 115 Règ. Ch.)

L'Assemblée fixe la date pour statuer sur la question d'urgence. Si elle refuse la déclaration d'urgence, ce serait une décision définitive sur laquelle aucun membre ne peut la faire revenir.

Au Reichstrath autrichien, il faut une majorité des deux tiers des voix pour prononcer l'urgence exceptionnelle entraînant la discussion immédiate. Chez nous, la majorité requise est la majorité absolue comme dans tous les cas.

M. Pierre dit : « ...Lorsque l'urgence a été repous-

sée au moment du dépôt d'une proposition, rien n'empêche de reproduire la demande d'urgence à une autre phase de la procédure ». Il est très difficile d'admettre cela chez nous, ce n'est pas conforme à l'esprit des textes.

Aux Chambres françaises, le caractère d'urgence reconnu à une proposition ou à un projet de loi peut être retiré, sur la demande d'un membre, après le dépôt du rapport de la commission chargée de son examen. Mais le vote d'un seul article suffit pour empêcher que l'Assemblée soit consultée sur le retrait d'urgence. (Art. 93 Règ. S. et art. 76 Règ. Ch. Franç.). Une telle prescription est absente de nos règlements.

SECTION III

DE LA PRIORITE

1° De la priorité par raison préjudicielle.

Quand il y a des questions qui se trouvent en concurrence, il faut statuer sur la priorité des unes sur les autres. C'est le caractère préjudiciel et l'éloignement du fond de la question principale qui décident la priorité entre deux questions qui se trouvent en concurrence.

Il y a des questions qui ont la priorité de plein droit, comme par exemple le rappel à l'ordre. Il y en a d'autres sur lesquelles l'Assemblée statue. Elle statue dans les formes ordinaires et à la majorité. Au Sé-

nat espagnol, quand deux ou plusieurs opinions particulières se produisent sur le même cas, la préférence doit être donnée à celle qui se sépare le plus de l'avis de la majorité.

La question de priorité peut être demandée pour tout projet soumis à l'examen de l'Assemblée et à tout moment. La demande d'ajournement d'une question a toujours la priorité sur la discussion de cette question. La demande d'ajournement a la priorité sur une demande de renvoi à la commission, puisqu'elle tend à laisser toutes choses en état.

La demande de disjonction a la priorité sur la question principale. En matière de vérification des pouvoirs, les demandes d'enquêtes ont la priorité sur les conclusions de validation ou d'invalidation.

*2° De la priorité entre les amendements
et de la question principale.*

Le vote est pris d'abord sur la proposition d'amendement avant le texte original.

Mais une question se pose. S'il y a concurrence entre les amendements individuels et les amendements de la commission. Lesquels ont la priorité? Le président de la Chambre française, M. Dupier, a dit dans la séance du 18 janvier 1833 : « ...Il est de règle que les amendements individuels soient mis aux voix avant les amendements de la commission... ».

En France, l'article 51 du règlement voté par la Chambre des députés le 4 février 1915 a consolidé les

principes établis par la jurisprudence; il porte que « les amendements sont mis aux voix avant le texte de la commission ».

C'est la question principale qui vient toujours la dernière.

3° De la priorité entre les amendements.

Les amendements qui tendent à modifier un article ont la priorité sur les amendements qui tendent à la suppression de cet article. En tout cas, les amendements qui s'écartent le plus du texte original ont la priorité sur les autres. Si la question, du fait de la concurrence entre plusieurs amendements, se trouve compliquée, rien n'empêche le président de soumettre la question de la priorité à l'Assemblée, et de la consulter à ce sujet.

Les sous-amendements doivent avoir la priorité sur les amendements, comme c'est le cas sur une question de division. Le règlement du Sénat italien est conçu dans ce sens.

CHAPITRE V

DE LA DISCIPLINE ET DE LA POLICE

SECTION I

DE LA DISCIPLINE

1° Droit de discipline.

M. Duguit dit (1) : « Si l'on reconnaît aux Chambres le droit de voter leur règlement, on ne peut pas leur contester le droit d'établir certaines peines disciplinaires comme sanction de ce règlement ».

L'ordre ne serait pas maintenu au sein d'une Assemblée s'il n'y avait pas de sanctions applicables contre celui de ses membres qui vient troubler l'ordre ou la liberté des délibérations. Mais l'Assemblée ne peut appliquer que les peines prévues par le règlement. Les décisions en cette matière sont définitives ! ne **comportent pas de recours** devant les tribunaux.

2° Des peines disciplinaires et de leur application.

La Chambre des députés inflige des peines plus sévères que celles que peut infliger le Sénat. Les peines

(1) Voir son ouvrage déjà cité, T. II, § 121.

dont dispose la Chambre sont, par ordre d'importance : 1° le rappel à l'ordre; 2° le rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal; 3° l'exclusion temporaire du lieu des séances. (Art. 35, 36 et 38 devenus 36, 37 et 39 Règ. Ch.)

Le règlement du Sénat ne prévoit que la première et la seconde peine. Il en est de même pour le Sénat belge. (Art. 31 Règ. S.)

La censure comme peine n'est pas inscrite dans nos règlements.

Le règlement de la Chambre des Représentants des Etats-Unis prévoit le rappel à l'ordre, la réprimande, la censure et la mise sous contrainte, c'est-à-dire l'arrestation.

Au Sénat, le président peut rappeler à l'ordre un membre fautif. S'il proteste, le président consulte l'Assemblée et, sur son approbation, fait noter l'avertissement au procès-verbal de la séance. (Art. 31 Règ. S.). Une semblable disposition existe au Sénat belge.

A la Chambre, un membre peut être rappelé à l'ordre jusqu'à trois fois au cours d'une séance. Mais, au troisième rappel, le membre frappé de cette peine peut se justifier après la clôture du débat sur la question qui aura donné lieu à ce rappel. Naturellement, la justification aura lieu dans une séance publique. Si le président maintient sa décision, la Chambre est consultée, et si elle estime, à son tour, que le rappel à l'ordre est mérité, il suffira d'en faire mention au procès-verbal et la décision sera prise sans discussion.

(Art. 35 et 36 devenus 36 et 37 Règ. Ch.)

L'expulsion temporaire, dans notre Chambre, doit être prononcée par l'Assemblée sur la proposition du président. Le membre est exclu dans deux cas : 1° s'il lui a été défendu de prendre la parole et s'il est passé outre; 2° si un membre a troublé l'ordre malgré trois avertissements adressés au cours d'une même séance. (Art. 38 devenu 39 Règ. Ch.)

Le rappel à l'ordre est infligé au membre qui trouble l'ordre de la séance, par exemple au membre qui se permet des interruptions, des allusions personnelles ou des manifestations troublant l'ordre. (Art. 31 Règ. S. — Art. 32 devenu 33 Règ. Ch.). Les interpellations de collègue à collègue constituent des personnalités. Celui qui prend la parole sans autorisation sera rappelé à l'ordre. En général, l'Assemblée laisse au président le soin de décider si tel ou tel mot prononcé est capable de troubler l'ordre ou la sérénité des débats. Il est inadmissible qu'un membre proteste contre un rappel à l'ordre prononcé par le président à l'égard d'un autre membre. M. Pierre dit (1) : « ...Lorsqu'un orateur est rappelé à l'ordre pendant qu'il occupe la tribune, il doit être admis immédiatement à se justifier ».

Si un ministre fait partie d'une Assemblée, on peut admettre sans difficulté l'application contre lui des peines disciplinaires. Il y a beaucoup de précédents dans ce sens aux Chambres françaises et à la Cham-

(1) Voir son *Traité* déjà cité, N^o. 475 et 469.

bre de Prusse. Mais si le ministre n'est pas membre de l'Assemblée, les peines disciplinaires ne sauraient être appliquée contre lui.

Le président seul prononce les peines disciplinaires et nos règlements ne donnent pas aux membres de l'Assemblée le droit de proposer ou de provoquer une peine quelconque contre un collègue. Ce droit est même refusé à un ministre. Le rappel à l'ordre est prononcé par le président sans être mis aux voix.

A la Chambre des Communes anglaise le « speaker » peut prononcer le rappel à l'ordre et la réprimande, mais la Chambre a le droit de prononcer l'expulsion ou la détention contre celui de ses membres qui a résisté à la réprimande.

Au Reichstag allemand, le président ne prononce que le rappel à l'ordre simple et le rappel avec inscription au procès-verbal.

Au Sénat des Etats-Unis, si un membre, par ses paroles ou autrement, viole le règlement du Sénat, le président ou même un sénateur quelconque peut le rappeler à l'ordre. (Art. 4 Règle XIX.)

Aux Chambres françaises, la censure simple et la censure avec exclusion temporaire sont prononcées par l'Assemblée elle-même, mais seulement sur l'initiative du président. La censure est prononcée par assis et levé.

M. Pierre dit (2) : « Si le rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal et la censure ont été pro-

(2) Voir son *Traité* déjà cité, No. 475 et 469.

noncées contre un membre dans la même séance, les deux peines se confondent et la plus grave est seule appliquée ».

3° Conséquences des peines disciplinaires.

Le rappel à l'ordre, comme l'a écrit M. Pierre, n'a de conséquences que si, inséré dans le compte rendu, il peut être reproduit avec commentaires par les journaux.

A la Chambre des députés, la décision d'exclusion de la salle des séances entraîne pour le membre expulsé la privation de prendre part aux travaux de la Chambre jusqu'à la fin de la séance où cette décision aura été prise. (Art. 39 devenu 40 Règ. Ch.)

Le député frappé d'exclusion temporaire, comme le dit M. Duguit, ne bénéficie plus, pendant sa période d'exclusion, de l'irresponsabilité. En effet, cette irresponsabilité ne s'applique qu'aux actes qui se rattachent au mandat législatif. Il importe enfin d'affirmer que la Chambre ne peut pas, ne doit pas établir comme peine l'exclusion définitive d'un député (1).

4° Cas du tumulte.

S'il se produit des troubles au sein de l'Assemblée, et si le président ne parvient pas à rétablir l'ordre, il annoncera son intention de suspendre la séance; si

(1) Voir son ouvrage déjà cité, T. II, No. 121.

le calme ne se rétablit pas, il la suspendra pour un temps ne dépassant pas une demi-heure à la Chambre. Au Sénat, la suspension peut durer une heure, mais, à l'expiration de ce délai, la séance est reprise d'office. Elle peut être reprise avant, si le président constate que le désordre a cessé. (Art. 32 Règ. S.)

Quant à la Chambre, si, à la reprise de la séance, après l'expiration du délai, le trouble continue, le président renverra la séance au premier jour de réunion utile. (Art. 43 devenu 44 Règ. Ch.)

Le président qui, comme nous l'avons déjà vu, n'a pas le droit d'ajourner les débats sans la consultation de l'Assemblée, peut, en cas de tumulte, la suspendre sans consultation.

Le président ne doit suspendre la séance, pendant le discours d'un ministre, que si le ministre renonce à la parole pour que le président puisse prononcer la suspension de la séance.

SECTION II

DE LA POLICE DE L'ASSEMBLEE

Pour assurer l'indépendance et la souveraineté d'une Assemblée, le maintien de l'ordre et la police dans son sein doivent être exercés par l'Assemblée elle-même. Par ce moyen, toute influence extérieure peut être écartée.

Notre Constitution a reconnu ce droit aux Chambres dans son article 117, qui dit : « Chacune des deux

Chambres a seule le droit de maintenir l'ordre dans son sein par l'intermédiaire de son président ».

« Aucune force armée ne peut pénétrer dans l'une ou l'autre Chambre ou être postée près des portes sans la demande du président. »

En vertu de ce droit constitutionnel, chacune des deux Chambres a stipulé dans son règlement la manière d'après laquelle elle procède à l'exercice de ce droit.

En France, d'après les premières constitutions, les Assemblées avaient seules le droit de police dans leur enceinte et dans un certain périmètre. De 1822 à 1848, en cas d'offenses publiques dirigées contre elles, elles pouvaient traduire le prévenu à leur barre, et le condamner aux peines légales. Le droit actuel paraît plus respectueux du principe de la séparation des pouvoirs.

En Angleterre, chacune des deux Chambres a le droit de faire emprisonner (committement for contempt) ceux qui violent leurs privilèges, ou qui insultent les Assemblées ou ses membres.

*
* *

Dans nos Assemblées, la police est exercée au nom de l'Assemblée par le président, et c'est lui qui donne les ordres aux gardes. (Art. 103 Règ. S. — Art. 133 devenu 134 Règ. Ch.)

C'est le président de la Chambre qui fixe le nombre des agents qui doivent être au service de l'Assemblée.

Il est défendu à un étranger de s'introduire, au cours de la séance, dans l'enceinte réservée aux membres de l'Assemblée; à l'exception des fonctionnaires et des agents de service. (Art. 104 Règ. S. — Art. 134 devenu 135 Règ. Ch.)

Les visiteurs, comme je l'ai déjà expliqué, sont obligés de se tenir assis, de demeurer silencieux, de ne donner aucune marque d'approbation ou de désapprobation, et d'observer, en un mot, les instructions qui leur sont données par les huissiers chargés du maintien de l'ordre. (Art. 105 Règ. S. — Art. 135 devenu 136 Règ. Ch.)

Le visiteur qui trouble l'ordre est invité à quitter la salle des séances. S'il n'obtempère pas à cette invitation, le président peut donner l'ordre de l'expulser et, s'il y a lieu, de le remettre à l'autorité compétente. (Art. 106 Règ. S. — Art. 136 devenu 137 Règ. Ch.)

Toutes ces instructions sont imprimées et affichées sur chacune des portes des enceintes réservées au public. (Art. 107 Règ. S. — Art. 137 devenu 138 Règ. Ch.)

L'article 124 du Sénat français contient une disposition importante : « Si un délit est commis par un sénateur dans l'enceinte du palais du Sénat, toute
« délibération est suspendue. Le président porte,
« séance tenante, le fait à la connaissance du Sénat.
« Sur l'ordre du président, le sénateur est tenu de se
« rendre dans le cabinet du président, où le bureau
« réuni entend ses explications. Le bureau dresse un
« procès-verbal qu'il envoie, s'il y a lieu, à l'autorité
« compétente ».

CHAPITRE VI

DES CONGES

C'est le devoir d'un représentant de ne pas manquer les séances, afin qu'il puisse remplir les fonctions dont il est chargé par ses électeurs. Il y a cependant des cas où cette règle peut être observée. Par conséquent, les règlements ont dû tracer certaines règles d'après lesquelles un membre peut s'absenter régulièrement.

A la Chambre des députés, nul membre ne peut s'absenter sans obtenir congé du bureau de l'Assemblée. (Art. 125 devenu 126 Règ. Ch.)

Au Sénat, un membre ne peut s'absenter sans avertir le président. Il résulte de cela que l'absence est justifiée pleinement par sa notification au président de cette Assemblée. Il n'est pas nécessaire d'avertir le président par écrit. (Voir séance du 31 mars 1924 du Sénat.) Mais, un sénateur ne peut manquer à plus de trois séances consécutives sans avoir obtenu un congé du président. (Art. 100 Règ. S.)

Le règlement du Reichstag allemand stipule que le président a le droit d'accorder tous les congés qui ne dépassent pas huit jours; au delà de ce délai, l'Assemblée peut seule donner l'autorisation nécessaire.

*
* *

Au Sénat, les demandes de congé sont adressées à l'Assemblée, mais en cas d'urgence, le président peut accorder un congé n'excédant pas quinze jours. (Art. 101 Règ. S.)

A la Chambre des députés, le président n'a pas le droit d'accorder des congés, même en cas d'urgence. C'est le bureau qui accorde les congés. Il est tenu de statuer immédiatement sur les demandes de congé qui lui sont adressées, et de communiquer sa décision à l'intéressé. (Art. 126 devenu 127 Règ. Ch.)

Les décisions du bureau sont communiquées également à la Chambre. (Art. 127 devenu 128 Règ. Ch.). Si la demande d'un député est rejetée par le bureau, il peut avoir recours à la Chambre qui statuera. (Art. 128 devenu 129 Règ. Ch.). Il est défendu à un membre de la Chambre de demander un congé pour une durée illimitée. (Art. 129 devenu 130 Règ. Ch.)

Les règlements des deux Assemblées proposent, comme sanction contre un membre qui s'absente sans congé ou qui prolonge son absence au delà de la durée qui lui a été accordée, la suppression de l'indemnité parlementaire pour la période de son absence illégale. (Art. 102 Règ. S. — Art. 130 devenu 131 Règ. Ch.)

A la Chambre, il y a encore une autre sanction. Tout membre qui, pendant cinq séances consécutives, sera arrivé plus d'une demi-heure après l'ouverture de la séance, ou se sera absenté sans permission du-

rant le vote, ou qui n'aura pas pris part pendant cinq séances consécutives aux travaux des commissions dont il fait partie, verra les jours de son absence publiés dans sa circonscription électorale. (Art. 131 devenu 132 Règ. Ch.)

Tout député peut justifier son absence au bureau de l'Assemblée. Si le bureau ne se déclare pas satisfait des raisons fournies, il sera publié au *Journal Officiel* que ce parlementaire s'est absenté sans congé.

En France, dans les deux Assemblées, les demandes de congé étaient autrefois renvoyées à l'examen d'une commission renouvelée tous les mois par les bureaux. Cette commission donnait son avis sur chaque demande. Mais le règlement de la Chambre des députés, modifié le 4 février 1915, a supprimé cette commission. Le Sénat l'a supprimée également.

Aux Chambres françaises, le fait de ne pas répondre aux appels nominaux constitue une preuve de l'absence sans congé. Il en est de même dans notre Sénat.

CHAPITRE VII

PROCEDURE DE VOTATION

1° De la position des questions.

A la Chambre des députés, le président donne lecture du texte sur lequel la Chambre doit voter. (Art. 88 devenu 89 Règ. Ch.). Il n'existe pas dans le règlement du Sénat une pareille disposition, néanmoins c'est la même règle qui est suivie.

Quand la clôture de la discussion est prononcée, le règlement des Chambres françaises ne permet pas de prendre la parole de nouveau sur la question, mais seulement sur la position de la question. Si on procède au vote, la parole ne saurait être accordée en aucun cas.

Les conclusions de la commission d'initiative, même si elles tendent au sujet du projet ou de la proposition, doivent être mises aux voix.

Les questions sont mises aux voix sans réserves, purement et simplement dans la forme proposée, sans commentaires.

A la Chambre des représentants des Etats-Unis, pendant que le « speaker » pose la question, ou s'adresse à la Chambre, un membre de l'Assemblée ne peut ni se promener dans la salle ni sortir.

2° *Du quorum et de la majorité.*

A) *Du quorum.*

L'article 99 de notre loi constitutionnelle est ainsi conçu : « Aucune des deux Chambres ne peut prendre de résolutions qu'autant que la majorité de ses membres se trouve réunie » .Il s'ensuit que le quorum est une condition essentielle pour la validité du vote.

Le quorum représente donc le nombre des membres qui doivent assister à la séance pour prendre des résolutions, et pour cela l'article 87, devenu 88 du règlement de la Chambre des députés, exige que, lorsqu'on prorède au vote, il faut s'assurer, pour la validité du vote, que le quorum des présents est atteint.

En France, en vertu des précédents acquis, la Chambre n'a pas besoin d'être en nombre pour fixer l'ordre du jour de la séance publique ou pour entendre la lecture d'un rappel.

*
* *

Le nombre des députés est de 214, et si nous acceptons que le quorum se calcule d'après le nombre légal, la présence de 108 membres est nécessaire pour la validité du vote. Le nombre de sénateurs étant de 118, la présence de 60 sénateurs est par conséquent exigée.

Ni notre constitution, ni nos règlements ne disent

si le quorum est constaté d'après le nombre légal ou d'après le nombre réel des membres. Il paraît que la Chambre des députés, dans sa séance du 22 mars 1924, a accepté la dernière thèse, en déclarant que les membres absents n'entrent pas en compte.

L'article 58 du règlement du Séant français, qui stipulait que « la présence de 151 membres du Sénat, majorité absolue du nombre légal, était nécessaire pour la validité des votes », a été modifié le 18 mars 1920, en ces termes : « La présence de la moitié plus un des membres du Sénat en fonctions est nécessaire pour la validité des votes ». L'article 80 du règlement de la Chambre des députés française a été également modifié le 13 mars 1924 en ce sens. Il stipule que « le quorum se calcule d'après le nombre réel des membres en fonctions ».

L'article 28 de la Constitution allemande de 1871, modifié par une loi de 1873, porte que la majorité des membres se calcule d'après le nombre légal.

La Chambre des Communes d'Angleterre peut délibérer dès que quarante membres sont présents; elle peut même discuter les pétitions avec vingt membres seulement.

*
* *

Au Sénat, à l'ouverture de la séance, le président peut ordonner l'appel nominal des sénateurs pour constater le nombre des membres présents. Art. 18 Règ. S.). A la Chambre des députés, le nombre des

membres présents se calcule d'après le nombre des signatures sur les registres de présence. (Art. 21 devenu 22 Règ. Ch.)

En France, en tout cas, c'est le bureau des Chambres seul qui constate le nombre des membres présents; si le bureau n'est pas unanime, il est procédé obligatoirement au scrutin public à la tribune.

Au Reichstag allemand, les pouvoirs du bureau sont les mêmes que ceux des Chambres françaises, mais, en cas de doute, on commence par faire compter les chapeaux qui sont au vestiaire.

L'article 218 du règlement du Sénat espagnol donne à tout membre le droit de faire compter les membres présents au moment du vote, à l'effet de vérifier si le nombre en est suffisant ou non.

A la Chambre des représentants des Etats-Unis, en l'absence du quorum, quinze membres, y compris le « speaker » s'il y en a un, seront autorisés à forcer les membres absents à venir siéger. Pendant tous les appels, les portes de la salle des séances seront fermées, les membres appelés par leur nom par le Clerk, et les absents notés; ceux qui n'auront pas une excuse suffisante pourront, par ordre de la majorité des membres, être requis et arrêtés partout où ils se trouveront.

En Angleterre, lorsque la Chambre juge à propos d'obliger les membres à venir siéger, elle décide qu'un appel nominal aura lieu, tel jour qu'elle fixe, et que tous les membres qui ne se présenteront pas seront arrêtés par le sergent d'armes.

D'après l'article 95 de notre constitution, c'est la présence, et non la participation au vote, de la majorité des membres, qui est nécessaire.

*
* *

C'est une disposition constitutionnelle formelle que l'Assemblée ne peut délibérer si le quorum n'est pas atteint.

Comme nous l'avons déjà expliqué, si le président trouve que le quorum n'est pas atteint, il retarde l'ouverture de la séance; à la Chambre des députés pour une demi-heure, au Sénat pour un quart d'heure. Si, après ces délais, le quorum n'est toujours pas atteint, la séance sera renvoyée. (Art. 18 Règ. S. — Art. 21 devenu 22 Règ. Ch.)

Mais si, dans les séances suivantes, le quorum n'était pas atteint, les travaux de l'Assemblée seraient arrêtés et les affaires publiques seraient négligées. Dans ce cas, quelle serait la procédure à suivre?... La constitution et les règlements n'en parlent pas.

Pour les Chambres françaises, les règlements ont établi une procédure qui permet de vaincre l'obstruction résultant de la négligence des membres. Ils décident qu'au cas d'impossibilité d'un vote par le défaut de présence de la majorité absolue du nombre légal des membres, un second tour du scrutin sur le le même objet est porté à l'ordre du jour de la séance suivante. A ce second tour, le vote est valable quel que soit le nombre des votants. (Art. 58 Règ. S. franç. — Art. 95 Règ. Ch. franç.)

Nos commissions de règlement auraient peut-être bien fait de reproduire une telle disposition.

B) *De la majortié.*

L'article 100 de la loi constitutionnelle est ainsi conçu : « Hors les cas où une majorité spéciale est requise, les résolutions sont prises à la majorité absolue des voix. En cas de partage des voix, la proposition mise en délibération est rejetée ». Cet article s'est modelé sur l'article 38 de la Constitution belge. C'est la même procédure qui est suivie en France.

Remarquons, en passant, que la majorité est différente du quorum.

Chez nous, quand le président prend part au vote, sa voix est calculée comme la voix ordinaire d'un membre. En Angleterre et en Suisse, quand le président prend part au vote, il a une voix prépondérante.

3° *De la division et de l'ensemble.*

A) *Des votes par division.*

Les avantages de la division sont importants; car, par exemple, dans un article composé de plusieurs paragraphes, une partie peut être approuvée par la majorité, et l'autre rejetée. Il paraît plus adroit, au lieu d'exposer l'article au rejet total à cause de cette partie inacceptable, de le diviser, afin que l'Assemblée puisse en adopter ce qu'elle juge bon.

Dans la Chambre des députés, la discussion est accordée de droit lorsqu'elle est demandée même par un seul membre. (Art. 96 devenu 97 Règ. Ch.)

Au Sénat, l'Assemblée est toujours consultée sur la demande de division. (Art. 82 Règ. S.)

Les projets et les propositions de loi sont votés article par article, et ne peuvent être votés en bloc. (Art. 79 Règ. S. — Art. 79 devenu 80 Règ. Ch.). La division peut être demandée indifféremment pour un article ou pour un amendement.

L'Assemblée vote aussi sur chacun des amendements séparément.

M. Pierre (1) dit que la division est admise même en matière de pétitions.

Au Reichstag allemand, lorsqu'il y a doute sur les possibilités d'opérer une division, le président doit consulter l'Assemblée; s'il s'agit d'une proposition due à l'initiative parlementaire, le président prend l'avis du premier signataire et en tient compte.

B) *Des votes sur l'ensemble.*

Après la discussion et le vote des articles, un par un, la discussion se termine par un vote sur l'ensemble. (Art. 79 Règ. S. — Art. 80 Règ. Ch.). Il s'ensuit qu'une question, qui a été divisée en articles et discutée dans ces conditions, doit être finalement réunie en bloc pour être soumise au vote sur l'ensemble.

Les règlements des Chambres françaises sont conçus dans ce sens. Ils stipulent que « la délibération est toujours terminée par un vote sur l'ensemble ».

A la Chambre des députés, lorsqu'un projet ou une

(1) Voir son *Traité* déjà cité.

proposition se compose d'une seul article, il est soumis à une seule lecture et mis aux voix une seule fois; par conséquent, le vote de l'article équivaut au vote d'ensemble. (Art. 85 devenu 86 Règ. Ch.)

Mais une question se pose. Si tous les articles d'un projet ont été rejetés, y aurait-il besoin de mettre le projet aux voix sur l'ensemble? Le Sénat français a décidé, en 1883, qu'il n'y avait pas lieu de mettre aux voix l'ensemble à raison des votes négatifs précédemment émis. Une telle question est laissée à l'appréciation de nos Assemblées.

4° Des motifs du vote.

A la Chambre des députés, le règlement est formel; l'article 91, devenu 92, stipule que le vote est émis sans motifs. Au Sénat, en vertu de l'article 42 de son règlement, le sénateur exprime son avis par les mots « oui » ou « non »; cela signifie que le vote est donné sans motifs. L'article 31 du règlement du Sénat belge est rédigé dans ce sens.

A la Chambre des députés, il y a un cas où le vote peut être motivé. Il en est ainsi quand un député donne un avis contraire à celui de la majorité; il peut expliquer par écrit les raisons pour lesquelles il a donné son avis de la sorte, et délivrer cet écrit au secrétariat pour être inscrit dans le procès-verbal. (Art. 93 devenu 94 Règ. Ch.). Une telle disposition ne se rencontre pas dans le règlement du Sénat.

Le dernier paragraphe de l'article 48 du règlement

de la Chambre des députés française porte que, la clôture prononcée, la parole n'est plus accordée que sur la position de la question ou pour une explication sommaire du vote. La durée de cette explication ne pourra dépasser cinq minutes.

*
* *

On interdit l'exposition des motifs du vote, pour assurer aux parlementaires la liberté d'exprimer leur avis. Cette liberté, notre Constitution l'a stipulée dans l'article 109 : « Les membres du Parlement ne peuvent être inquiétés en raison des opinions et votes par eux émis dans les Chambres ».

La proclamation du résultat du vote n'est pas motivée. Au Sénat, le président proclame la décision en ces mots : « Le Sénat adopte » ou « Le Sénat rejette ». Si un tel article ne figure pas dans le règlement de la Chambre des députés, c'est cependant presque la même formule qui est adoptée.

5° Du droit et du devoir de voter.

A) Du droit de voter.

Chaque membre a le droit de voter sur toutes les questions soumises au vote de l'Assemblée, sauf sur la validité de son mandat. Même le membre dont l'élection est contestée peut prendre part au vote. (Art. 6 Règ. S. — Art. 11 devenu 12 Règ. Ch.)

M. Pierre dit (1) : « ...les Assemblées ont souvent

(1) Voir *Traité* déjà cité, No. 1016.

établi une distinction, à l'égard du droit de vote, entre les députés dont l'admission est simplement retardée par des causes fortuites et ceux dont l'admission est ajournée parce que de graves présomptions s'élèvent contre la validité des opérations électorales. Dans le dernier cas, le membre ne peut pas prendre part au vote ». Une telle distinction n'a pas été établie dans nos Assemblées.

Les ministres, en vertu du dernier alinéa de l'article 63 de la constitution, ne peuvent prendre part aux votes dans l'une ou l'autre Chambre que s'ils en sont membres.

*
* *

L'article 107 du règlement du Sénat français stipule que les sénateurs en congé régulièrement constaté au *Journal Officiel* ne doivent pas prendre part à un vote avant l'expiration de leur congé, s'ils n'ont pas averti le bureau de leur présence. Nous n'avons pas un pareil article dans nos règlements pour trancher cette question. Mais, à la Chambre des députés, si un membre en congé régulier vient signer les registres de présence, cela peut suffire à avertir l'Assemblée de sa présence, et, par conséquent, il peut prendre part au vote. Mais au Sénat, où la présence est constatée par appel nominal, le sénateur en congé régulier doit signaler sa présence au bureau.

En France, l'usage est établi de voter pour les mem-

bres absents, sauf le cas du scrutin à la tribune. Le vote par procuration en ces Assemblées est donc possible.

Chez nous, le vote est personnel, car il ne peut être fait que par appel nominal, ou par assis et levé; par conséquent, un membre présent ne pourra pas voter pour un membre absent. C'est une excellente mesure.

Le vote est personnel au Reichstag allemand, au Reichstrath autrichien et dans les Chambres belges.

A la Chambre des Communes d'Angleterre, le vote des absents n'est pas possible, mais les difficultés que rencontre le fonctionnement sont corrigées par l'usage du pairing, c'est-à-dire l'entente intervenue entre deux membres appartenant à des partis différents et décidés à voter en sens opposé, à l'effet de s'abstenir tous deux de prendre part au scrutin, leurs voix s'annulent l'une l'autre (1).

B) *Du devoir de voter.*

Nul membre ne peut s'abstenir de voter, sauf pour des raisons qu'il devra donner. (Art. 41 Règ. S. — Art. 92 devenu 93 Règ. Ch.). Et cet article de la Chambre des députés stipule que l'explication doit être fournie après le dépouillement des votes et avant la proclamation du résultat.

Les règlements des Chambres belges sont, en ce sens, identiques aux nôtres. Dans les deux Chambres anglaises, tous les membres sont tenus de voter.

(1) Voir PIERRE, *Traité* déjà cité, § 1023.

Les règlements français n'interdisent pas l'abstention individuelle, mais les Chambres défendent les manœuvres ayant pour but d'amener les abstentions collectives (1).

Quelquefois, un membre se trouve obligé de ne pas participer au vote, comme dans le cas où il est intéressé personnellement; par exemple, s'il fait partie d'une campagne qui est l'objet de la question soumise au vote.

6° *De la manière de voter.*

A) *Des modes de votation.*

Le premier alinéa de l'article 101 de la loi constitutionnelle stipule que « les votes sont émis à haute voix ou par assis ou levé ». Cet article est le même que l'article 39 de la Constitution belge.

En vertu de l'article 39 du règlement du Sénat et de l'article 89, devenu 90 du règlement de la Chambre des députés, le vote est donné à haute voix, par assis ou levé ou par appel nominal.

Le scrutin secret est prévu par nos règlements, pour l'élection des personnes seulement.

Les Chambres françaises votent par assis et levé; au scrutin public et au scrutin secret. Mais le scrutin secret a été supprimé à la Chambre des députés et le vote par mains levées a été introduit par l'article 68 du règlement voté le 4 février 1915. Il constitue une

(1) Voir PIERRE, *Traité* déjà cité, § 1026.

première épreuve avant le vote par assis et levé.

En Angleterre, au lieu du vote ordinaire par assis et levé, les membres expriment leur vote par le cri *aye* (yes) ou le cri *non*.

Au Reichstag allemand, lorsque le vote par assis et levé n'a pas donné de résultat, il est procédé de la manière suivante : les membres sortent par des portes différentes qui indiquent l'adoption ou la non-adoption.

B) *Du vote par assis et levé.*

Dans nos Assemblées, le vote par assis et levé est le mode ordinaire, sauf dans quelques cas qui seront étudiés ci-après. Le vote par assis et levé est choisi comme mode ordinaire parce qu'il est expéditif.

Aux Chambres françaises, également, le mode ordinaire de votation est par assis et levé, excepté pour quelques questions, mais les présidents peuvent, pour éviter une perte de temps, substituer le vote à mains levées au vote par assis et levé.

Dans le vote par assis et levé, le président prie ceux qui veulent adopter la disposition proposée de se lever, et les autres restent assis. Si cette épreuve est douteuse, on procède en sens contraire.

L dénombrement des votes par assis et levé est constaté par les secrétaires sous le contrôle du président.

Les résultats des votes par assis et levé sont proclamés par le président.

C) Du vote par appel nominal.

A la Chambre des députés, le vote par appel nominal est requis obligatoirement : 1° après deux épreuves douteuses d'assis et levé; 2° sur la question de confiance ministérielle; 3° sur l'ensemble des projets de loi; 4° sur la demande de dix membres au moins; 5° en cas de doute au vote à haute voix. (Art. 90 devenu 91 Règ. Ch.)

Au Sénat, le vote par appel nominal est requis dans trois cas : 1° après deux épreuves douteuses par assis et levé; 2° sur l'ensemble des projets de loi; 3° sur la demande de cinq membres. Mais le vote par appel nominal sur la demande de cinq membres ne peut avoir lieu que s'il y a doute sur le vote par assis et levé. (Séance du 25 mars 1924, Sénat.)

Le vote a lieu, dans nos Chambres, comme en Angleterre, en Allemagne et en Belgique. Les membres répondent à haute voix à l'appel de leur nom. Quand les membres répondent à l'appel de leur nom, le secrétaire pointe le nom et enregistre le vote. Les noms des votants pour et contre sont insérés dans le compte rendu. L'appel nominal interdit les votes des absents.

L'article 56 du règlement du Sénat français ne prévoit l'appel nominal qu'en cas de scrutin à la tribune; mais l'article 88 du règlement de la Chambre des députés française le prévoit même en cas de scrutin ordinaire. L'appel nominal peut-être, comme le dit M. Pierre, demandé par un seul membre et verbalement. Il en est de même aux Pays-Bas.

*
* *

En Egypte, il n'y a que l'élection des personnes qui se fait par bulletins. Mais, dans les Chambres françaises, où il y a des bulletins et des urnes, la procédure du scrutin public est le mode le plus souvent employé et, par conséquent, le vote par procuration peut avoir lieu.

*
* *

Dans nos Chambres, on prend acte dans le procès-verbal de la séance du vote à haute voix.

7° Du vote acquis.

Le vote, une fois émis, est irrévocable, et ne peut être rectifié qu'en cas d'erreur matérielle. Lorsqu'un article ou un projet est définitivement adopté, il n'y a pas de recours possible pour revenir sur le vote.

A la Chambre hellène, chaque député a le droit de prendre une copie, certifiée par le secrétaire, de la notation des votes. Cette copie contient le nom et le vote de chaque député, avec le résultat général du scrutin. (Art. 60 du règlement.)

CHAPITRE VIII

PRESENTATION DES PROJETS ET PROPOSITIONS DES LOIS

1° Droit d'initiative et dépôt des projets et des propositions de lois.

Les projets et propositions de lois peuvent émaner du Gouvernement ou provenir de l'initiative parlementaire. L'article 28 de la Constitution est ainsi conçu : « ...L'initiative des lois appartient au Roi, au Sénat et à la Chambre des députés. Néanmoins, la création d'un nouvel impôt ou l'augmentation d'un impôt existant, ne peut avoir lieu que sur l'initiative du Roi et de la Chambre des députés ».

Le texte présenté par le Gouvernement prend le nom de *projet de loi*, tandis que celui présenté par un membre du Parlement est désigné sous le nom de *proposition de loi*.

Bien que nos règlements n'indiquent pas la manière suivant laquelle les projets émanant du Gouvernement doivent être déposés, ni la forme dans laquelle ils doivent être rédigés, ils sont toujours présentés néanmoins sous forme de décrets signés par le Roi, et contresignés par le premier ministre et le ministre intéressé. Généralement, le projet est précédé d'un exposé des motifs. Le Gouvernement a le droit

de présenter un projet de loi à l'une des deux Assemblées avant l'autre sans distinction; car les deux Chambres ont les mêmes droits, sauf sur les questions de finances publiques qui doivent être discutées d'abord à la Chambre des députés.

En France, c'est la même procédure et le même ordre qui sont suivis.

M. Pierre dit (1) : « Le droit de parler qui appartient aux ministres leur permet de déposer des projets de loi à tout moment, même au milieu d'une séance, pourvu toutefois que l'orateur ne soit pas interrompu ». Notre Constitution, comme je l'ai déjà expliqué, reconnaît aux ministres le droit de prendre la parole à tout moment. Et, par conséquent, nous pourrions faire la même constatation dans nos Assemblées.

Nos règlements n'estreignent pas les ministres aux mêmes obligations que les autres parlementaires en matière de dépôt des propositions.

*
* *

Les propositions de loi émanant des membres doivent être formulées par écrit. Au Sénat, elles doivent être adressées au président, à la Chambre des députés, au bureau. (Art. 78 Règ. S. — Art. 71 devenu 72 Règ. Ch.)

Toute proposition doit être signée par son auteur,

(1) *Traité* déjà cité, No. 684.

formulée en articles et accompagnée d'une note explicative. (Art. 76 Règ. S. — Art. 72 devenu 73 Règ. Ch.). Il s'ensuit qu'une proposition faite verbalement ne peut pas être prise en considération.

Dans les deux Assemblées, nulle proposition ne peut être signée par plus de dix membres. (Art. 76 Règ. S. — Art. 73 devenu 74 Règ. Ch.). Une telle restriction est destinée à écarter toute influence préalable sur les délibérations d'une proposition.

A la Chambre belge, d'après une résolution du 30 avril 1875, une proposition ne peut être signée par plus de six membres. Le règlement du Sénat espagnol exige la signature de sept membres au plus. Au Reichstag allemand, les propositions ne peuvent être reçues que si elles sont signées par quinze membres au moins. A la Chambre des seigneurs d'Autriche, aucune proposition ne peut être déposée si elle n'est appuyée par dix membres, y compris l'auteur; à la Chambre des députés il faut vingt membres.

Rien n'empêche un membre absent de charger un collègue présent de déposer sur le bureau de l'Assemblée une proposition signée par le premier.

*
* *

Le président donne connaissance à l'Assemblée, dans sa première séance, de toute proposition présentée au bureau, pour être déférée à la Commission d'initiative. (Art. 77 Règ. S. — Art. 71 devenu 72 Règ. Ch.). Mais les projets de loi ne sont pas renvoyés

à cette Commission. Ils sont soumis à l'Assemblée dans sa première séance en vue de décider leur renvoi aux commissions compétentes. L'Assemblée peut, au préalable, ordonner la lecture desdits projets. (Art. 73 Règ. S. — Art. 69 devenu 70 Règ. Ch.)

Nos règlements, comme les règlements français, ne disent pas à quel moment de la séance les propositions peuvent être déposées. Dans les Chambres françaises, il y a des précédents qui ont établi que le président n'est pas tenu d'interrompre la délibération pour donner immédiatement connaissance à la Chambre d'un dépôt dont il est saisi. C'est le même point de vue qui doit être vraisemblablement admis dans nos Assemblées, car les règlements obligent le président à donner connaissance de tout dépôt dans la première séance. Mais ils ne l'astreignent pas à le faire au moment même du dépôt.

*
* *

La dissolution d'une Assemblée, ou le renouvellement par expiration, fait disparaître naturellement les projets du Gouvernement et toutes les propositions d'initiative parlementaire qui n'auraient pas été votés par elle.

En Angleterre, la clôture de chaque session du Parlement rend caducs tous les projets des lois qui étaient pendants devant l'une, ou l'autre des deux Assemblées et qui n'avaient pas encore été votés par les deux Chambres.

*
* *

L'auteur d'une proposition ou d'un vœu a le droit de le retirer même au cours de la discussion, à moins qu'un ou plusieurs membres de l'Assemblée ne demandent la poursuite des débats. (Art. 84 Règ. S. — Art. 75 devenu 76 Règ. Ch.)

En France, la jurisprudence parlementaire permet même à l'auteur de la proposition de la retirer quand tous les articles sont votés et qu'il va être procédé au vote sur l'ensemble (1).

Tout projet d'initiative parlementaire, qui aura été rejeté par le Parlement, ne pourra être représenté dans la même session. (Art. 106 Const.)

Tout vœu rejeté par l'Assemblée ne peut être soumis de nouveau à son examen avant trois mois. (Art. 84 Règ. S. — Art. 76 devenu 77 Règ. Ch.)

Au Sénat des Etats-Unis, quand une question a été tranchée par le Sénat, tout sénateur faisant partie de la majorité peut proposer un nouvel examen le même jour, ou dans l'un des deux jours qui suivent la présente séance. Si le Sénat refuse de délibérer à nouveau, ou si, après un nouvel examen, il confirme sa première décision, nulle autre motion de nouvel examen ne sera admise, à moins de consentement unanime. Chaque motion de nouvel examen sera tranchée par un vote à la majorité; elle peut être déposée

(1) Voir PIERRE, *Traité* déjà cité.

sur le bureau sans affecter la question au sujet de laquelle elle est fait; ce sera une solution définitive de la motion.

2° *Examen préalable des propositions de loi.*

Il y a une certaine différence entre la procédure de l'examen des projets émanant du Gouvernement et celle des propositions provenant d'initiative parlementaire; celles-ci sont plus étroitement examinées.

Les projets sont soumis à l'Assemblée pour décider de les renvoyer à la commission compétente. Mais les règlements stipulent, à propos des propositions de loi, sauf en cas d'urgence, qu'elles ne sont pas renvoyées directement aux commissions compétentes. Elles doivent être examinées auparavant par la commission d'initiative et, si celle-ci décide en leur faveur la prise en considération et si l'Assemblée l'approuve, elles seront renvoyées ensuite à la commission compétente pour leur examen. (Art. 76 Règ. S. — Art. 71 devenu 72 Règ. Ch.)

La tâche de la commission d'initiative se borne donc à déclarer dans son rapport si la proposition qui lui est soumise doit être prise ou non en considération.

Comme le dit M. Esmein (1) : « Cette organisation a pour but d'empêcher que le temps dont dispose l'Assemblée ne soit perdu en débats inutiles, comme

(1) Voir « *Eléments de Droit Constitutionnel* », T. II, P. 401.

il arriverait si elle était obligée de discuter au fond des propositions irréfléchies et mal venues.

En France, la commission d'initiative a été supprimée à la Chambre des députés en 1915 et au Sénat en 1920-1921. Nous trouvons les raisons de cette suppression dans la création de grandes commissions permanentes des deux Assemblées.

Au Reichstag allemand, les propositions d'initiative parlementaire sont admises à une lecture et à un débat général en séance, trois jours après leur distribution; après cette première lecture, l'Assemblée décide si elle renverra l'affaire à une commission ou si elle continuera l'examen en séance plénière. Des formalités analogues existent au Reichsrath autrichien.

A la Chambre des députés italienne, une proposition ne peut être développée que si trois bureaux sur neuf ont été d'avis d'autoriser la lecture. Un seul orateur répond à l'auteur de la proposition. Ce dernier peut répliquer. La Chambre décide ensuite si elle prend la proposition en considération.

Aux Chambres espagnoles, la lecture des propositions a lieu si elle est autorisée par une seule section. Après la lecture de l'exposé des motifs, l'Assemblée décide si elle la prend ou non en considération. En cas de prise en considération, le renvoi aux bureaux est ordonné.

Au Conseil national suisse, les propositions d'initiative parlementaire sont soumises à la formalité de la prise en considération que l'Assemblée prononce

directement, sans rapport de commission ni examen préalable dans les bureaux. Si la prise en considération est ordonnée, l'Assemblée décide si elle veut demander l'avis du Conseil fédéral ou renvoyer ces propositions à l'examen d'une commission.

L'article 11 de la Constitution des Pays-Bas décide qu'en usant de son droit d'initiative la seconde Chambre des Etats Généraux examine les propositions de loi dans les mêmes formes que les projets de loi.

*
* *

Chez nous, chacune des deux Chambres statue en séance publique sur la prise en considération d'une proposition de loi. Elle est libre d'adopter ou de rejeter les conclusions de sa commission d'initiative.

La commission d'initiative présente son rapport, sur la proposition qui lui est soumise, dans un délai qui ne doit pas dépasser quinze jours. (Art. 79 Règ. S. — Art. 74 devenu 75 Règ. Ch.)

Le règlement de la Chambre des députés stipule que la commission peut conclure également à la déclaration d'urgence et, si l'urgence est admise par l'Assemblée, la proposition est renvoyée à la commission nommée à cet effet.

La commission d'initiative s'occupe de la forme seulement, et non du fond d'une proposition. Elle ne touche le fond que pour se rendre compte si la proposition n'est pas contraire à la Constitution ou aux règlements et, ce cas une fois tranché, elle examine

si une telle proposition est susceptible d'être portée devant l'Assemblée pour la prise en considération. (Séance de la Chambre des députés du 13 avril 1924). La commission, par conséquent, ne peut amender ni disjoindre une proposition qui lui est soumise.

La décision de l'Assemblée est définitive, que ce soit pour la prise en considération ou pour le rejet, ou pour toute autre question.

A la Chambre espagnole, soit que l'exposé des motifs ait lieu, soit que l'auteur ou les auteurs de la proposition y renoncent, le Congrès est consulté sur la prise en considération. Aucun débat n'est permis relativement à cette résolution.

3° *Du droit d'amendement.*

Le droit d'amendement émane du droit d'initiative; car il est naturel que celui, qui possède la faculté de déposer une proposition de loi, ait la faculté de déposer un amendement. Aucun texte ne limite ce droit.

En vertu de l'article 81 du règlement du Sénat, on peut proposer des sous-amendements.

M. Esmein (1) critique le droit d'amendement en France, en ces termes : « Notre procédure parlementaire ouvre toute grande la porte aux amendements, et c'est là incontestablement une de ses défauts; rédigés hâtivement par des mains peu expérimentées,

(1) Voir son ouvrage déjà cité, P. 408.

ils troublent bien souvent la clarté, l'harmonie et la logique des textes législatifs ». Cette critique peut être aussi justement appliquée à notre régime des amendements. Mais en France, le nouvel article 86 du règlement de la Chambre des députés, modifié le 27 mai 1920, limite ce droit et exige que tout amendement soit appuyé de vingt signatures.

On ne peut plus présenter d'amendements après le vote définitif sur un projet ou une proposition. Mais on peut proposer des amendements sur des articles d'un projet non encore adoptés par l'Assemblée, même si d'autres articles du même projet ont été adoptés. On peut proposer des amendements à un article tant que cet article n'a pas été adopté définitivement.

Un amendement peut modifier profondément un projet, et rien n'empêche même de proposer un amendement qui soit un véritable contre-projet.

Un amendement peut émaner d'un ou de plusieurs membres et non d'un groupe. (Art. 81 Règ. S. — Art. 83 devenu 84 Règ. Ch.)

Il est à noter que les amendement n'entrent pas dans la restriction stipulée par l'article 106 de la Constitution, qui dispose que tout projet d'initiative parlementaire, qui aura été rejeté par le Parlement, ne pourra être représenté dans la même session.

4° Du dépôt des amendements.

De Franqueville dit (1) : « ...Les amendements peu-

(1) Voir son ouvrage déjà cité, P. 97.

vent se présenter sous trois formes : ils consistent tantôt à supprimer, tantôt à remplacer, tantôt à ajouter certains mots ou certaines phrases dans le texte original ».

La procédure de dépôt des amendements est plus facile et plus rapide que celle d'une proposition de loi. Les amendements doivent être rédigés par écrit et indiquer le texte auquel ils se rattachent. (Art. 81 Règ. S. — Art. 81 devenu 82 Règ. Ch.)

Plusieurs amendements peuvent être présentés sur le même texte, et il peut se produire des amendements sur un amendement proposé.

Dans le règlement du Japon, il y a une disposition qui ne permet pas de déposer des amendements au budget avant d'avoir réuni trente signatures.

Au Sénat, les amendements qui sont présentés au président avant la séance sont imprimés et distribués. (Art. 80 Règ. S.)

Les règlements n'exigent pas une forme spéciale pour les amendements; mais, puisqu'un amendement a pour objet de remplacer un texte, il doit être présenté dans une forme législative et ne doit pas être présenté par un exposé, car, dans ce cas, il n'y aurait pas de différence entre un amendement et un projet de loi.

Le règlement de la Chambre des députés française à ce sujet a été modifié le 4 février 19015, l'article 85 (devenu 84) stipule que les amendements doivent être sommairement motivés.

Les règlements n'ont pas fixé de délai pour le dé-

pôt d'un amendement, mais ils stipulent qu'un amendement peut être présenté au cours de la discussion sur le projet ou la proposition; par conséquent, il est recevable jusqu'à l'épuisement d'une discussion. (Art. 86 Règ. S. — Art. 82 devenu 83 Règ. Ch.)

A la Chambre espagnole, nulle addition, nul amendement ne peuvent être admis s'ils ne sont signés par sept membres.

Au Sénat des Etats-Unis, le règlement stipule que, lorsque la troisième lecture d'un « bill » ou d'une résolution aura été ordonnée, il ne sera plus possible de proposer des amendements, à moins que ce ne soit du consentement unanime de l'Assemblée. A la chambre des représentants de ce pays, quand un débat sera clôturé par ordre de la Chambre, tout membre aura droit à cinq minutes pour expliquer tout amendement qu'il pourra présenter.

CHAPITRE IX

DES COMMISSIONS

1° De la nomination des Commissions.

Les commissions de nos Assemblées sont nommées en séance publique par tous les membres réunis. Elles se renouvellent annuellement à l'ouverture de chaque session ordinaire. (Art. 52 R^èg. S. — Art. 53 devenu 54 R^èg. Ch.). Au Sénat, le règlement précise la date à laquelle on procède à cette nomination, en la fixant immédiatement après la formation du bureau définitif.

A la Chambre des députés, il y a seize commissions permanentes annuelles; dix de vingt et un membres, cinq de quinze membres et une de sept membres. Les commissions de vingt et un membres sont les suivantes :

1° La Commission pour l'étude des projets et des propositions concernant les affaires intérieures;

2° La Commission pour l'étude des projets et des propositions concernant les finances; le commerce et l'industrie;

3° La Commission pour l'étude des projets et des propositions concernant la justice;

4° La Commission pour l'étude des projets et des propositions concernant l'instruction publique;

5^e La Commission pour l'étude des projets et des propositions concernant les travaux publics;

6^e La Commission pour l'étude des projets et des propositions concernant la guerre et la marine;

7^e La Commission pour l'étude des projets et des propositions concernant les affaires extérieures;

8^e La Commission pour l'étude des projets et des propositions concernant les communications;

9^e La Commission pour l'étude des projets et des propositions concernant les Wakfs;

10^e La Commission pour l'étude des projets et des propositions concernant l'agriculture.

Les cinq commissions de quinze membres sont les suivantes :

La 11^e pour les questions d'hygiène; la 12^e pour les coopératives et les œuvres sociales; la 13^e pour le Soudan; la 14^e pour les pétitions; la 15^e est la Commission d'initiative.

La Commission de sept membres est celle de la comptabilité.

Au Sénat, les commissions annuelles sont au nombre de douze et chacune se compose de neuf membres. Voici la liste de ces commissions :

1^o Commission pour l'étude des projets et des propositions des affaires intérieures;

2^o Commission pour l'étude des projets et des propositions des affaires étrangères;

3^o Commission pour l'étude des projets et des propositions des finances, du commerce, de l'industrie et des douanes;

4° Commission pour l'étude des projets et des propositions concernant la justice;

5° Commission pour l'étude des projets et des propositions de l'instruction publique;

6° Commission pour l'étude des projets et des propositions des travaux publics;

7° Commission pour l'étude des projets et des propositions de l'agriculture;

8° Commission pour l'étude des projets et des propositions des communications;

9° Commission pour l'étude des projets et des propositions de la guerre, de la marine, de l'aviation et du Soudan;

10° Commission pour l'études des projets et des propositions de l'hygiène publique;

11° Commission pour l'étude des projets et des propositions des Wakfs et des établissement pieux;

12° Commission pour l'étude des projets et des propositions d'initiative religieuse.

Il y a encore, au Sénat, une commission de six membres, présidée par le vice-président du Sénat, pour examiner la comptabilité de l'Assemblée et établir son budget.

Outre ces commissions permanentes, les Assemblées ont le droit de nommer des commissions spéciales pour des buts déterminés. (Art. 56 Règ. S. — Art. 53 devenu 54 Règ. Ch.)

Naturellement, ces commissions seront dissoutes aussitôt que l'affaire soumise à leur examen sera définitivement réglée et après que l'Assemblée aura

statué sur son rapport. Evidemment, les Assemblées ne peuvent pas nommer une commission permanente non prévue par les règlements.

En certains pays, comme en France par exemple, l'Assemblée se divise en bureaux pour l'examen préalable des affaires. Ils sont tirés au sort. Ces bureaux nomment les commissions. Les commissions des Chambres françaises étaient autrefois mensuelles, mais le système de grandes commissions permanentes a été introduit dans les règlements. Il y a maintenant, à la Chambre des députés, 20 commissions permanentes de 11 membres chacune; onze commissions permanentes au Sénat. Les règlements réservent, d'ailleurs, aux Assemblées le droit de nommer des commissions spéciales.

M. Duguit écrit (1) : « ...La nomination des commissions dans les bureaux présente trois avantages. D'abord elle évite à la Chambre une grande perte de temps. En second lieu, la nomination des commissions peut être précédée d'une discussion dans chaque bureau et ainsi la clarté des idées et la netteté des situations y gagnent. Enfin, et c'est là le principal avantage, par ce système la minorité de la Chambre est presque toujours représentée dans les commissions ».

M. Manoury critique ce système, à la Chambre française; et, dans la séance du 30 juin 1910, il dit (2) :

(1) Voir son ouvrage déjà cité, T. II, No. 125.

(2) Voir PIERRE, *Traité* déjà cité, *Supplément* No. 739.

« ...L'élection des commissions par les bureaux tirés au sort présentait de sérieux inconvénients. Le hasard réunit quelquefois dans un bureau un nombre de collègues, spécialement compétents sur une question déterminée, supérieur au nombre des commissions à élire à la commission qui aura à étudier cette question ». Il semble que le moyen le plus pratique de supprimer cet inconvénient consisterait à élire ces grandes commissions au scrutin de liste par l'Assemblée générale.

Le système des bureaux existe dans plusieurs pays, par exemple au Reichstag allemand, à la Chambre autrichienne, aux Chambres italiennes. Dans tous ces pays, ce sont les bureaux qui nomment les commissions.

La Chambre des Communes en Angleterre et la Chambre des représentants aux Etats-Unis ne se partagent pas en bureaux. Elles discutent les affaires en comité général, devant tous les membres qui viennent assister à la séance. Il est rare que la Chambre des Communes constitue des commissions spéciales.

*
* *

La compétence de chaque commission ayant été décidée par le règlement, on ne pourra pas confondre leur compétence en renvoyant devant une commission un projet de loi qui serait de la compétence d'une autre. Cela soulèverait la question de rappel au règlement. En cas de conflit d'attributions entre

- deux ou plusieurs commissions, l'Assemblée peut statuer sur la question de conflit et elle désigne la commission compétente.

2° *Organisatation et fonctionnement des commissions.*

Les membres des commissions sont élus au scrutin de liste et à la majorité relative dans les deux Chambres. (Art 54 Règ. S. — Art. 54 devenu 55 Règ. Ch.)

L'élection au scrutin de liste amène la majorité dominante dans une Assemblée à choisir les membres des commissions parmi son parti. Pour remédier à cet inconvénient, le règlement du Sénat, dans son article 55, stipule qu'aucun sénateur ne peut appartenir simultanément à plus de trois commissions; et le règlement de la Chambre des députés, dans son article 54, devenu 55, limite le nombre de commissions dont un membre peut faire partie à deux. Cette restriction pourra avoir pour conséquence d'assurer à la minorité l'occasion d'être représentée dans les commissions.

Une commission, dans sa première séance, procède à l'élection, parmi ses membres, d'un président et d'un secrétaire. (Art. 57 Règ. S. — Art. 57 devenu 58 Règ. Ch.). L'élection du président et du secrétaire est faite au scrutin de liste et à la majorité relative. Si l'un des deux vice-présidents fait partie d'une commission, il en est président de droit. (Art. 58 Règ. S. — Art. 56 devenu 57 Règ. Ch.)

Mais une question se pose. Avant l'élection du pré-

sident et du secrétaire, qui préside la commission et qui remplit les fonctions de secrétaire?... Les règlements n'en parlent pas. En l'absence de règle formelle, c'est le doyen d'âge qui occupe le fauteuil présidentiel et le plus jeune des membres qui remplit les fonctions de secrétaire.

Si le président et le secrétaire, ou bien si l'un ou l'autre s'absentent, la commission en élit deux autres à titre provisoire. (Art. 59 Règ. S. — Art. 56 devenu 57 Règ. Ch.). Les attributions principales du président d'une commission sont : le maintien de l'ordre et la direction des débats.

Un membre peut démissionner de la commission dans laquelle il a été nommé, sans perdre son mandat comme membre de l'Assemblée.

A la Chambre des représentants des Etats-Unis, le premier nommé des membres de chaque comité en sera le « Chairman ». Mais le « Chairman » nommera, sous réserve de l'opposition du comité, les secrétaires du comité.

*
* *

Les séances des commissions sont secrètes. Leurs décisions ne sont valables que si plus de la moitié des membres sont présents. (Art. 60 Règ. S. — Art. 57 devenu 58 Règ. Ch.)

Le huis clos des séances n'est pas applicable aux membres de l'Assemblée, il l'est seulement aux étrangers; mais le membre qui assiste à une séance d'une

commission ne doit pas faire d'observation ni prendre part à la discussion, car cela pourrait entraîner pour lui un rappel à l'ordre de la part du président de la commission. (Art. 71 Règ. S. — Art. 67 devenu 68 Règ. Ch.)

Au Sénat, si un membre d'une commission s'absente sans raisons plausibles, pendant cinq séances consécutives, le président de la commission en avise l'Assemblée, qui procède à son remplacement dans la forme déjà citée. (Art. 50 Règ. S.)

En Angleterre, à la Chambre des Communes, un membre peut être obligé de siéger dans la commission dont il fait partie, et il peut, pour refus de siéger, être mis en état de détention. A la Chambre des représentants d'Autriche, comme au Riksdag suédois, les membres qui manquent à trois séances consécutives, sans excuse valable, sont considérés comme ayant renoncé à leur mandat.

Au Reichstag allemand, comme dans nos Chambres, une commission ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont réunis.

Les commissions ont la liberté de fixer la date et l'heure de leurs séances, et rien ne les empêche de se réunir dans leurs locaux pendant la séance de l'Assemblée.

Elles sont obligées de tenir un procès-verbal de leurs délibérations. Il y est mentionné : les noms des membres présents et celui des absents, le résumé des discussions ainsi que le texte des décisions prises. Le procès-verbal est signé par le président et le secré-

taire de la commission. (Art. 61 Règ. S. — Art. 58 devenu 59 Règ. Ch.). Mais puisque les séances sont secrètes, aucune publication des procès-verbaux ne peut être faite.

Le règlement du Sénat, article 72, stipule que les dossiers et procès-verbaux des commissions sont déposés aux archives du Sénat, une fois terminé l'examen des projets y relatifs.

Chaque commission délibère et examine les questions qui lui sont renvoyées; mais il y a parfois des cas où deux questions analogues sont examinées en même temps par deux commissions. Il serait plus convenable, et peut-être plus sage, de réunir les deux commissions en une séance commune, afin de discuter ensemble de ces questions similaires. Nos règlements n'ont pas prévu ce cas; mais, évidemment, une Assemblée peut prononcer la fusion momentanée de deux commissions afin qu'elles procèdent ensemble à l'examen de ces questions analogues.

Les commissions ne peuvent pas communiquer directement avec toute administration de l'Etat pour recueillir des renseignements ou des explications se rapportant aux projets renvoyés à leur examen. Cette communication doit être faite au Sénat par l'entremise du président de l'Assemblée, et à la Chambre des députés par le bureau. (Art. 68 Règ. S. — Art. 65 devenu 66 Règ. Ch.)

Les commissions du Sénat français peuvent communiquer directement avec les ministres, par leur président ou par ceux de leurs membres qu'elles ont

désignés. (Art. 26 Règ. S. franç.). Si cette disposition n'existe pas dans le règlement de la Chambre française, l'usage l'a établie.

Les commissions ont le droit de convoquer à leurs séances le ministre compétent ou l'auteur d'une proposition. Ceux-ci, de leur côté, auront le droit, s'ils en font la demande, d'assister aux séances des commissions et de prendre part au débat, sans toutefois avoir voix à la délibération. Le ministre pourra se faire assister ou représenter par un des hauts fonctionnaires de son département. (Art. 69 Règ. S. — Art. 64 devenu 65 Règ. Ch.)

En vertu de l'article 70 du règlement du Sénat et de l'article 66 devenu 67 du règlement de la Chambre des députés, tout membre de l'Assemblée peut prendre connaissance des dossiers remis aux commissions, à la condition de ne pas les déplacer. Ils peuvent prendre telles copies qu'ils voudront, à la condition, dans l'un ou l'autre cas, de ne pas gêner les travaux de la commission. Par conséquent, un parlementaire n'aura pas le droit de communiquer le procès-verbal de la commission.

On a été obligé d'accorder ce droit à tout parlementaire, pour lui donner le moyen de discuter en connaissance de cause un projet ou une proposition de loi. Il est naturel que les membres du Parlement puissent obtenir au préalable des éclaircissements de nature à les aider, soit pour donner la forme voulue à leurs propositions, soit pour examiner utilement les

projets soumis, soit pour adresser des questions aux ministres.

*
* *

Chaque commission choisit, pour chaque projet ou proposition de loi, un membre rapporteur qui soumet à l'Assemblée le résultat des travaux de cette commission. (Art. 63 Règ. S. — Art. 59 devenu 60 Règ. Ch.)

Puisque le rapporteur est nommé par les membres de la commission, il en résulte qu'il serait naturellement l'organe de la majorité pour soutenir la décision formulée dans le rapport sur un projet.

La compétence d'une commission spéciale, comme je l'ai déjà expliqué, est limitée à l'examen d'une question déterminée. Les Assemblées se réservent le droit de nommer des commissions spéciales, lorsqu'elles jugent que l'examen d'une certaine question demande une compétence particulière. Elles nomment alors, pour faire partie de cette commission, ceux de leurs membres que leurs aptitudes désignent pour ce choix.

3° Examen des projets et des propositions par les commissions.

L'article 102 de notre loi constitutionnelle est ainsi conçu : « Tout projet de loi devra, avant sa mise en délibération, être renvoyé à une commission de la Chambre, pour examen et rapport ».

Et l'article 103 de cette loi stipule : « Tout projet de loi présenté par un ou plusieurs membres devra être renvoyé à une commission chargée de l'examiner et de conclure s'il y a lieu pour la Chambre de le prendre en considération. En cas de prise en considération, on procédera comme il est indiqué à l'article précédent ».

Quand il est décidé de renvoyer un projet ou une proposition à une commission, le président du Sénat, pour cette Assemblée, ou le bureau pour la Chambre des députés, lui envoient les dossiers complets et toutes les pièces qui se rapportent à la question soumise à l'étude.

En France, c'est la même procédure qui est suivie.

Les commissions, lors de l'examen des questions dont elles sont saisies, n'ont pas l'initiative de préparer des projets de loi ou de formuler des vœux. (Voir séance de la Chambre des députés du 30 mars 1924.)

Comme nous l'avons déjà expliqué, un projet d'initiative parlementaire ne peut être renvoyé à une commission avant d'être examiné par la commission d'initiative et avant que celle-ci ait décidé, en sa faveur, la prise en considération. C'est une disposition constitutionnelle à laquelle les Assemblées ne peuvent se dérober.

*
* *

La majorité requise au sein d'une commission pour l'adoption du projet est la majorité absolue. Puis-

qu'il n'y a pas une majorité spéciale stipulée, il s'ensuit que la règle générale fixée par l'article 100 de la loi constitutionnelle doit être suivie.

La commission ne peut procéder à une enquête que par l'intermédiaire de l'Assemblée. Celle-ci peut d'ailleurs décider de lui déléguer le pouvoir de l'enquête. (Voir article 108 Const.)

Une commission peut-elle fondre en un seul projet de loi dont elle est saisie, ou, en sens inverse, peut-elle proposer la division d'un projet en deux ou plusieurs projets?... M. Pierre répond affirmativement. Mais cette thèse ne peut être que très difficilement admise par nos commissions. Les règlements stipulent, en effet, que la commission est tenue de présenter un rapport sur toute proposition ou projet qu'on lui renvoie; il s'ensuit que l'envoi de deux rapports sur un même objet ou un rapport sur plusieurs projets serait contraire aux dispositions des règlements.

Les commissions peuvent nommer dans leur sein des sous-commissions pour l'étude de certaines questions déterminées. (Art. 55 devenu 56 Règ. Ch.)

Cela peut faciliter le travail d'une grande commission, qui juge préférable de diviser ses membres en sous-commissions qui procèderont chacune à l'examen d'une question concernant le même projet.

Comme M. Dugué le dit (1) : « le travail de la commission doit aboutir essentiellement à un projet de loi ou de résolution ».

(1) Voir son ouvrage déjà cité, No. 125.

4° *La Commission du budget.*

En vertu de l'article 55 devenu 56 du règlement de la Chambre des députés, la Commission des finances est tenue, dès le début de ses travaux, d'élire une sous-commission de neuf membres pour l'étude du budget et du compte définitif de la gestion financière et de lui soumettre les résultats de ses travaux. Au Sénat, c'est la Commission des finances qui est chargée de l'examen du budget.

L'article 64 du règlement du Sénat stipule encore que si une commission adopte un projet de loi dont la mise à exécution nécessiterait l'ouverture de crédits financiers, elle le défèrera à la Commission des finances pour avis. Celle-ci présentera son rapport à ce sujet dans un délai de dix jours.

La sous-commission du budget, à la Chambre des députés, soumet les résultats de ses travaux à la Commission des finances et c'est celle-ci qui en réfère à l'Assemblée. Naturellement, cette sous-commission n'est chargée que de l'examen du budget, et toute autre question qui intéresse les finances serait de la compétence de la Commission des finances.

A la Chambre française, il y a une commission du budget. Elle se compose de 44 membres et elle est permanente. Elle est considérée comme la plus importante. La plupart des Parlements, sauf ceux d'Angleterre et des Etats-Unis, ont des commissions du budget élues, comme en France.

M. Pierre (1), parlant de la Commission du budget de la Chambre française dit : « les résolutions de la Chambre des députés du 3 février 1916 et du 27 mai 1920, qui ont pris place dans l'article 28 du règlement, donnent à chacune des grandes commissions le droit de désigner l'un de ses membres à l'effet de participer avec voix consultative, aux travaux de la Commission des finances pendant l'examen des chapitres du budget ou des cahiers de crédits qui ressortissent à sa compétence ».

C'est une bonne procédure, et il est regrettable que nos règlements ne contiennent pas une telle disposition.

La sous-commission de la Chambre des députés doit d'abord examiner le budget, car l'article 139 de la loi constitutionnelle stipule que « le budget est d'abord discuté et voté à la Chambre des députés ».

M. Pierre dit (1) : « Lorsqu'un projet soulève une question d'organisation en même temps qu'il engage les finances de l'Etat, on ne peut le renvoyer simultanément à une commission spéciale et à la commission du budget; la commission spéciale doit être seule saisie, sous réserve de l'avis à donner par la commission du budget ». C'est une constatation tout à fait logique.

(1) Voir son *Traité* déjà cité, *Supplément*, No. 770.

(1) Voir son *Traité*, No. 776.

5° *Rapports des Commissions.*

Le rapport, dit M. Pierre (2), « est l'acte officiel par lequel une commission soumet à la Chambre le résultat de ses travaux et ses conclusions définitives. Il comprend deux parties : les arguments de la commission et le texte adopté par elle. Le première pratie sert aux discussions, la seconde aux votes ».

Au Sénat, la commission doit présenter à l'Assemblée, dans un délai ne dépassant pas deux mois, son rapport sur tout projet ou proposition qui lui a été déféré. Passé ce délai sans la présentation du rapport, l'auteur du projet ou de la proposition peut demander directement au Sénat qu'il soit porté à son ordre du jour. (Art. 62 Règ. S.)

A la Chambre des députés, le délai fixé pour la présentation du rapport est d'un mois, faute de quoi l'auteur du projet ou de la proposition peut demander à la Chambre de le ou la renvoyer à une autre commission.

Cette disposition s'applique à tout auteur de projet, qu'il soit simple parlementaire ou bien membre du Gouvernement.

L'Assemblée, en cas d'urgence, peut indiquer dans son renvoi cette décision d'urgence pour demander le dépôt du rapport dans un délai très court. (Séance du 25 mars 1924 du Sénat.)

(2) Voir son *Traité*, No. 781.

Les Assemblées, en nommant les commissions spéciales, peuvent leur accorder un délai particulier pour présenter leur rapport.

Au Sénat français, en vertu de l'article 63 *bis* de son règlement, le rapport de tout projet ou proposition de loi devra être déposé sur le bureau du Sénat dans un délai maximum de six mois, à partir du jour où la commission en a été saisie. A l'expiration de ce délai, tout sénateur pourra appeler le Sénat à délibérer sur la mise à l'ordre du jour.

Toutefois, sur la demande motivée du rapporteur ou du président de la commission, le Sénat pourra accorder et fixer un nouveau délai.

A la Chambre française, l'article 25 du règlement stipule que le rapport d'une commission spéciale est soumis à la Chambre dans un délai qui ne peut pas dépasser trois mois à dater du jour de la nomination du rapporteur. Mais ce délai a été prorogé à six mois par une résolution de la Chambre, le 16 juin 1903.

*
* *

Les rapports, avant leur dépôt, sont lus dans les commissions, car les conclusions sont celles de la majorité des membres. L'article 62 du règlement du Sénat stipule qu'il faut mentionner dans le rapport les résolutions de la commission, avec les motifs à l'appui. Et l'article 61, devenu 62 du règlement de la Chambre des députés, stipule que le rapport contient les différentes opinions et un résumé des motifs sur lesquels elles ont été basées.

Ces deux articles exigent encore un exposé de l'avis de la majorité et de la minorité dans le rapport. En outre, l'article 61 devenu 62 du règlement de la Chambre des députés, stipule que « mention devra être faite de l'avis de la majorité adopté par la commission et des modifications présentées à la commission par des députés n'en faisant pas partie ».

Aucun règlement ne fixe sous quelle forme le rapport doit être présenté.

Les règlements du Reichsrath autrichien stipulent que la minorité de chaque commission peut nommer un rapporteur spécial. Pour exercer ce droit, la minorité doit compter au moins trois membres à la Chambre des représentants et deux à la Chambre des seigneurs.

M. Pierre dit qu'en cas d'urgence un rapport peut être fait verbalement. Un tel usage sera très difficilement admis dans nos Assemblées.

*
* *

Au Sénat, le rapport est remis au président. A la Chambre des députés il est déposé sur le bureau. Il sera communiqué à l'Assemblée à la première séance. (Art. 65 Règ. S. — Art. 61 devenu 62 Règ. Ch.)

Le rapport ainsi que le texte du projet ou de la proposition et les amendements possibles seront imprimés et distribués aux membres; au Sénat 24 heures au moins avant la séance, à la Chambre des députés le délai est fixé à 48 heures au moins avant la

séance. (Art. 66 Règ. S. — Art. 62 devenu 63 Règ. Ch.)

A la Chambre française, ce délai primitivement était de 24 heures. Il fut par la suite porté à trois jours; un délai de 8 jours étant demandé pour le rapport de la commission du budget.

Ces délais ont été portés respectivement à six jours et à dix jours par une résolution en date du 27 mai 1920, sauf le cas de retard dans le dépôt d'un rapport, ou le cas de discussion immédiate, ou enfin le cas d'une décision exceptionnelle prise par la Chambre.

En Espagne, à la Chambre des représentants, les commissions pourront retirer en tout ou en partie les avis donnés par elles, pour les présenter sous une nouvelle forme.

Les rapports se terminent toujours par le texte sur lequel l'Assemblée est appelée à voter.

CHAPITRE X

DES PETITIONS

1° *Du droit de pétition.*

L'article 22 de la Constitution est ainsi conçu : « Les Egyptiens ont le droit de s'adresser aux autorités publiques, par des pétitions, portant leurs signatures. Les autorités constituées et les personnes morales ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif ».

En France, ce droit est très ancien. Il existait déjà au temps de la monarchie absolue. Les hommes de la Révolution française l'affirment dans tous les cas : « c'est le droit imprescriptible de tout homme vivant en société....., le droit de tout être pensant ». La loi constitutionnelle de 1875, actuellement en vigueur, ne parle pas de ce droit, mais, tant qu'il n'est pas interdit formellement, il est considéré comme un droit naturel.

En Angleterre, le bill de 1869 reconnaît ce droit à la nation; et il a été toujours considéré comme l'un des principes fondamentaux de la Constitution britannique.

Les Constitutions de Belgique, de Prusse, d'Autriche, d'Espagne et de certains autres pays reconnaissent ce droit.

*
* *

La disposition de l'article 22 de notre Constitution est conçu en termes généraux; il en découle que toute personne, même celle qui ne jouit pas de ses droits politiques ou de ses droits civils, peut adresser des pétitions aux Chambres. Par exemple une personne détenue peut, de sa prison, adresser une pétition. Mais il est à remarquer que cet article dit « tout Egyptien ». Le mot *étranger* n'est pas mentionné; par conséquent l'interprétation stricte de cette stipulation semble priver un étranger de ce droit.

Les pétitions peuvent concerner un intérêt privé ou un intérêt public; et elles peuvent émaner d'un individu ou d'une personne morale en son nom collectif.

La raison pour laquelle on a reconnu ce droit à tout individu est de lui garantir le moyen de pouvoir exposer à l'Assemblée politique une plainte, quand il vient d'être victime d'une injustice; ou de donner l'occasion au pétitionnaire de porter à la connaissance de l'Assemblée un avis de réforme.

Mais ces considérations doivent perdre de leur intérêt maintenant, car, dans la vie moderne, la presse joue un rôle primordial et celui qui prêche une réforme peut en parler librement dans les journaux qui la portent à la connaissance soit des Assemblées politiques, soit du public.

Quant à l'injustice dont un individu vient d'être victime, rien de plus simple; il a recours aux tribu-

naux judiciaires, qui peuvent redresser toute injustice commise par les autorités publiques.

Ce procédé, comme l'observe M. Duguit, est plus effectif que la pétition (1).

2° Forme et dépôt des pétitions.

Les pétitions doivent être rédigées par écrit. Elles doivent porter le nom du pétitionnaire et indiquer sa demeure. (Art. 95 Règ. S. — Art. 124 devenu 125 Règ. Ch.)

Les pétitions reçues par l'Assemblée sont inscrites dans l'ordre de leur arrivée, sur un rôle général contenant le numéro d'ordre de la pétition, le nom et la demeure du pétitionnaire, ainsi que l'indication sommaire de l'objet de la demande. (Art. 88 Règ. S. — Art. 116 devenu 117 Règ. Ch.)

Nos règlements n'exigent pas la légalisation de la signature du pétitionnaire, comme c'est le cas dans les règlements français.

Une pétition peut être revêtue de plusieurs signatures. (Séance du 21 avril 1924, du Sénat.)

Les pétitions qui ne portent ni la signature, ni l'adresse de leur auteur, sont négligées. (Art. 95 Règ. S. — Art. 124 devenu 125 Règ. Ch.)

Les règlements ne stipulent pas que les pétitions doivent être adressées au président, comme c'est le cas pour les règlements français. Il découle de cette

(1) Voir son ouvrage déjà cité.

imprécision qu'une pétition adressée à l'Assemblée peut être recevable.

L'article 116 de notre Constitution, comme l'article 43 de la Constitution belge, interdit de présenter en personne des pétitions aux Chambres. Par conséquent, les pétitions doivent être envoyées et non portées.

L'auteur d'une pétition peut la retirer après son dépôt. Mais, si l'objet de la pétition intéresse un membre de l'Assemblée ou un ministre, dans le cas où, par exemple, elle mettrait en doute l'honneur de l'une de ces personnes, le retrait, à notre avis, pourrait ne pas être autorisé. Il y a un droit acquis pour l'autre personne intéressée.

M. Pierre (1) dit : « Aucune forme n'est assignée aux pétitions ni par la loi, ni par les règlements ; pour qu'une réclamation soumise à l'une des deux Chambres soit recevable, il suffit qu'elle ait le caractère d'une pétition, c'est-à-dire d'une enquête à fin d'examen. » Cette constatation est conforme absolument à ce qui se passe chez nous.

A la Chambre des Communes d'Angleterre, il y a certaines formalités qu'on doit observer en rédigeant les pétitions. Une pétition ne doit contenir ni additions entre les lignes, ni ratures.

Les membres des Chambres ne peuvent pas déposer de pétitions à la tribune.

(1) *Traité* déjà cité, No. 575.

3° *De l'examen des pétitions*

Le président renvoie les pétitions qui sont inscrites sur le rôle à la commission des pétitions pour leur examen. (Art. 95 Règ. S. — Art. 117 devenu 118 Règ. Ch.)

En France, en vertu du règlement de la Chambre des députés, voté le 4 février 1915, l'article 125, paragraphe 1^{er}, stipule que « chacune des pétitions inscrites sur le rôle est renvoyée par le président de la Chambre avec ses observations, et, s'il y a lieu, à la commission permanente la plus qualifiée pour son examen ». Mais, au Sénat français, existe encore la commission des pétitions.

Tout membre a le droit de prendre connaissance de n'importe quelle pétition en la demandant au chef de la commission des pétitions. (Art. 90 Règ. S. — Art. 118 devenu 119 Règ. Ch.)

La commission, après examen des pétitions, les renvoie au président de l'Assemblée et les classe dans l'ordre suivant : 1° celles qui doivent être renvoyées à un ministre; 2° celles qui doivent être soumises à une commission compétente ou envoyées à toute autre destination quelconque; 3° celles qui doivent être rejetées. (Art. 91 Règ. S. — Art. 119 devenu 120 Règ. Ch.)

L'article 116 de notre Constitution, comme l'article 43 de la Constitution belge et l'article 58 de la Constitution grecque, stipule que chaque Chambre a le droit de renvoyer aux ministres les pétitions qui lui sont adressées. Ceux-ci sont tenus de donner aux

Chambres toutes explications au sujet de ces pétitions chaque fois qu'elles l'exigent.

L'article 93 du règlement du Sénat fixe le délai d'un mois à un ministre pour fournir des explications sur une pétition qui lui est renvoyée. A la Chambre des députés, ce délai est fixé à deux mois. (Art. 121 devenu 122 Règ. Ch.) Mais chacune des deux Assemblées peut fixer un délai plus court que celui prévu par son règlement.

L'assemblée ne discute sur une pétition que lorsque le président lui soumet les conclusions de la commission, pour en décider. (Art. 92 Règ. S. — Art. 120 devenu 121 Règ. Ch.)

Au Reichstag allemand, les pétitions ne sont discutées en séance publique que sur une résolution de la commission des pétitions ou sur une proposition formulée par quinze membres; dans ce dernier cas, le débat n'a pas lieu de plein droit; il faut que l'Assemblée le décide.

La commission peut demander au pétitionnaire toutes les pièces qui concernent l'objet de sa pétition. Mais la commission ne peut pas faire une enquête; toutefois, comme je l'ai déjà expliqué, elle peut proposer dans son rapport l'envoi de la pétition au ministre intéressé pour faire tout ce qu'il jugera nécessaire à propos de l'objet de la pétition.

Le président fait connaître au pétitionnaire la suite donnée à sa pétition au cas où elle n'est pas rejetée. (Art. 94 Règ. S. — Art. 123 devenu 124 Règ. Ch.)

Au Sénat français, un feuillet, distribué chaque

mois aux membres du Sénat, mentionne le nom et le domicile du pétitionnaire, l'indication sommaire de la pétition, le nom du rapporteur, enfin la résolution adoptée par la commission, avec le résumé succinct de ses motifs. (Art. 99 Règ. S. français.)

CHAPITRE XI

DES QUESTIONS ET DES INTERPELLATIONS

1^o *Des questions*

M. Duguît (1) définit la question en ces termes : « La question est l'article par lequel un membre d'une Chambre demande à un ministre des explications sur un point déterminé. »

Le droit d'un membre de poser aux ministres des questions ou des interpellations sur la politique extérieure, ou sur les affaires intérieures, lui est reconnu par notre Loi constitutionnelle, qui déclare dans son article 107 : « Tout membre du Parlement a le droit d'adresser aux ministres des questions ou des interpellations dans les conditions qui seront déterminées par le règlement intérieur de chaque Chambre. »

En tout cas, la discussion des interpellations ne pourra avoir lieu que huit jours au moins après leur présentation, sauf en cas d'urgence et de consentement du ministre interpellé.

Les questions sont présentées par écrit au président et au ministre ou ministres intéressés. Elles doivent être rédigées en termes clairs et précis (Art. 46 Règ. S. — Art. 100 devenu 101 Règ. Ch.), parce qu'une

(1) Voir son ouvrage déjà cité.

question très développée serait une interpellation.

Le règlement de la Chambre des députés exige la signature de l'auteur, et, quoique le règlement du Sénat se taise à ce sujet, c'est néanmoins la même procédure qui est suivie.

Au Japon, la question doit être posée par écrit et le règlement exige l'adhésion de 30 membres pour que la question puisse être développée. En Angleterre, les questions sont rédigées également par écrit.

En vertu de l'article 101, devenu 102, du règlement de la Chambre des députés, une question ne peut être signée par plus d'un membre. Au Sénat, le règlement dit : « Tout sénateur... » et on l'a interprété dans le même sens qu'à la Chambre des députés.

En France, M. Pierre observe (1) : ... Il est à peine besoin de dire que les questions écrites ne peuvent être posées ou signées que par un seul député; la règle des questions orales est sur ce point nécessairement applicable. »

A la Chambre des députés, un délai minimum, fixé à 24 heures, est prescrit pour présenter la demande de question, avant la séance dans laquelle le membre voudrait poser la question. (Art. 100 devenu 101 Règ. Ch.)

Au Sénat, il n'y a pas de délai fixé.

Aux deux Chambres, la question est insérée à l'ordre du jour de la séance fixée pour la réponse. (Art. 46 Règ. S. — Art. 100 devenu 101 Règ. Ch.)

(1) Voir PIERRE, *Traité* déjà cité, No. 650.

Aux Chambres françaises, les questions ne sont pas insérées à l'ordre du jour; mais les membres peuvent poser les question au commencement ou à la fin de la séance; car, en France, depuis 1911, les uestions peuvent être orales ou écrites.

Les règlements n'assignent pas de forme spéciale pour la question ; mais on ne doit pas cacher une interpellation dans une question, car les deux sont différentes et chacune a sa procédure particulière. Par conséquent, si une question est très développée, le président ou tout membre peut en proposer la transformation en une interpellation, et l'Assemblée statue sur ce point. Mais il va de soi que l'auteur d'une question a le droit de la transformer en une interpellation.

Une question ne peut être posée simultanément à deux ministres, car elle prendrait alors le caractère d'un débat, que le règlement a voulu refuser aux questions (1).

Le ministre intéressé, qui a été régulièrement avisé de la question, doit répondre, à la séance qui a été fixée pour la réponse. (Art. 47 Règ. S. — Art. 102 devenu 103 Règ. Ch.)

Mais, au Sénat, cette séance peut être avancée, si l'Assemblée, d'accord avec le ministre, déclare l'urgence. (Même article.)

A la Chambre des députés, le ministre a le droit de retarder la réponse jusqu'à huit jours de délai, **sauf** le cas où l'Assemblée décide le prolongement ou

l'abréviation de ce délai. (Art. 103 devenu 104 Règ. Ch.)

La réponse du ministre peut être faite verbalement ou par écrit.

Le règlement de la Chambre des députés stipule que le ministre répond dans la séance fixée, à moins que l'auteur de la question demande que la réponse lui soit envoyée. En ce cas, le ministre l'envoie au président de l'Assemblée pour être transmise par son intermédiaire à l'auteur de la question.

Si un membre pose plusieurs questions sur un objet et qui se joignent par un lien commun, le ministre peut faire sa réponse à l'une, et déclarer que cette réponse s'applique aux autres.

Il est inadmissible d'admettre qu'il soit possible d'adresser une question à un ministre et de demander la réponse séance tenante.

Aux deux Chambres, l'auteur de la question a le droit de demander, une seule fois, des éclaircissements au ministre sur la réponse qu'il aura donnée. (Art. 48 Règ. S. — Art. 104 devenu 105 Règ. Ch.) Le règlement de la Chambre des députés ajoute que l'auteur peut répliquer sommairement.

Mais, lorsque l'auteur a répliqué, le président ne peut plus donner la parole à un autre membre.

Les questions et les réponses sont insérées dans le *Journal officiel* consécutivement.

A la Chambre des députés, les règles ci-dessus expliquées ne sont pas applicables lors de la discussion du budget; en ce cas, un membre peut poser verbalement

ment une question au cours de la séance. Le ministre intéressé peut répondre immédiatement dans la même séance. (Art. 106 devenu 107 Règ. Ch.)

*
* *

A la Chambre des députés, le règlement accorde la première heure de la séance pour les questions et les réponses insérées à l'ordre du jour de cette séance. S'il en reste quelques-unes, après l'expiration de ce délai, elles seront portées à l'ordre du jour de la séance suivante. (Art. 105 devenu 106 Règ. Ch.)

En Angleterre, De Franqueville dit : « Pour abréger le temps consacré à ces sujets, la Chambre a décidé en 1880 que les membres ayant à poser des questions cesseraient de donner lecture du texte et se contenteraient, au moment où vient leur tour de parole, d'indiquer le numéro sur lequel leur question est inscrite sur la feuille des votes. »

*
* *

C'est une règle constitutionnelle que les questions doivent être adressées seulement aux ministres. Par conséquent, une question posée de collègue à collègue n'est pas valable, et elle doit être négligée.

Au Sénat espagnol, une question peut être adressée au bureau et aux commissions, sur l'état des affaires qui sont soumises à leur examen.

2° *Des interpellations aux ministres*

M. Duguít (1) définit l'interpellation en ces termes :
« L'interpellation est l'acte par lequel un membre d'une Chambre met en demeure un ministre de s'expliquer, soit sur la politique générale du gouvernement, soit sur un point déterminé. »

Le droit d'interpellation est prévu par notre Constitution dans l'article 1077 déjà reproduit.

En France, ce droit se trouvait dans la Constitution de 1791; mais il n'est pas expressément prescrit par la Constitution de 1875 qui est en vigueur; néanmoins, il existe en vertu du principe de la responsabilité ministérielle.

A la Chambre des Communes d'Angleterre, on ne distingue pas l'interpellation de la question.

*
* *

Le membre qui décide d'interpeller un ou plusieurs ministres, formule par écrit l'objet de l'interpellation, et la présente au président.

Le président en ordonne la lecture au cours de la séance et l'Assemblée fixe à huit jours au moins la séance où sera discutée l'interpellation, à moins que l'Assemblée « ne décide l'urgence, d'accord avec le ministre intéressé ». (Art. 50 Règ. S. — Art. 108 devenu 109 Règ. Ch.)

(1) Voir son ouvrage déjà cité.

La discussion des interpellations sur la politique intérieure ne peut pas être renvoyée au delà d'un mois. (Art. 50 Règ. S. — Art. 109 devenu 110 Règ. Ch.)

Quand le président reçoit une demande d'interpellation, il en donne communication officielle au ministre intéressé.

Les règlements n'interdisent pas qu'une interpellation soit signée par plusieurs membres; par conséquent, une demande d'interpellation signée par un ou plusieurs membres est recevable.

En France, une interpellation peut être recevable, même si elle est signée par un seul membre. En Autriche, les demandes d'interpellation doivent être signées par quinze membres au moins à la Chambre des députés; par dix membres à la Chambre des seigneurs. Au Reichstag allemand, elles doivent porter les signatures de trente membres.

En France, comme chez nous, c'est une prescription formelle que l'interpellation doit être formulée par écrit. Au Sénat espagnol, une interpellation peut être indifféremment orale ou écrite.

Nos règlements n'enlèvent pas le droit d'interpeller à un membre dont l'élection n'aurait pas encore été validée.

L'interpellation peut porter sur tout objet, pourvu qu'elle ne soit pas contraire à la Constitution ou aux règlements des Chambres.

Si la demande d'interpellation contient des allégations diffamatoires, rien n'empêche le président d'at-

tirer l'attention de son auteur sur les mots susceptibles de troubler les débats. Si celui-ci refuse de les supprimer, le président peut procéder lui-même à leur suppression.

Aux termes de l'article 111, devenu 112, du règlement de la Chambre des députés, les interpellations ont toujours la priorité sur tous les objets inscrits dans l'ordre du jour, les questions étant seules exceptées.

Les interpellations ne sont pas préalablement examinées par une commission. Leur discussion ne peut avoir lieu que huit jours après leur dépôt, à moins que l'Assemblée, d'accord avec le ministre intéressé, n'ordonne l'urgence. (Art. 49 Règ. S. — Art. 108 devenu 109 Règ. Ch.)

Nos règlements ne contiennent pas de disposition formelle, comme les règlements français, pour interdire l'interpellation de collègue à collègue, mais il est facile de comprendre que cette interdiction existe dans nos Chambres, car les textes des règlements portent seulement sur les interpellations adressées au Gouvernement.

*
* *

L'auteur de l'interpellation en explique l'objet, puis le ministre répond. (Art. 51 Règ. S. — Art. 110 devenu 111 Règ. Ch.)

Il résulte des textes des règlements que le ministre peut toujours demander l'ajournement d'une interpellation sur les affaires extérieures.

Au Sénat, les membres prennent part à la discussion, mais au nombre de quatre seulement, à moins que le Sénat n'en décide autrement. (Art. 51 Règ. S.) Mais, à la Chambre des députés, tous les députés, sans restriction, ont le droit de participer à la discussion. (Art. 110 devenu 111 Règ. Ch.)

A la Chambre des députés, si l'auteur de la demande n'est pas satisfait des éclaircissements du ministre, il en explique les raisons à l'Assemblée; après quoi, l'auteur, comme tout autre membre, peut poser la question de confiance ministérielle. Le ministre ou les ministres ont toujours le droit de demander l'ajournement à huit jours pour le vote sur la question de confiance ministérielle. (Art. 110 devenu 111 Règ. Ch.)

*
* *

En vertu de l'article 112 devenu 113 du règlement de la Chambre des députés, l'auteur d'une interpellation peut la retirer, et l'Assemblée n'en pourrait être saisie que sur la demande d'un ou de plusieurs membres. Les règlements français sont rédigés dans ce sens.

Mais, comme je l'ai déjà expliqué, les ministres, en vertu de leur pouvoir constitutionnel, peuvent prendre la parole toutes les fois qu'ils la réclament; par conséquent, un ministre peut s'expliquer sur une interpellation même après que celle-ci a été retirée par son auteur.

Cet article, ici reproduit, ne fixe pas jusqu'à quel moment l'auteur de la demande a le droit de la retirer ; il s'ensuit que la demande peut être retirée même au moment où le ministre vient à répondre.

M. Esmein (1), parlant des règlements français, dit : « L'interpellation a une sanction; elle est close par un vote de l'Assemblée, par un vote de l'ordre du jour. Cette expression traditionnelle vient de ce que la Chambre, considérant que le débat sur l'interpellation est terminé, déclare par un vote qu'elle passe à l'examen des autres objets qui sont portés à son ordre du jour. »

Nos règlements ne stipulent pas que l'interpellation est close par le vote d'un ordre du jour. Et, sur cette question, l'usage veut que le président prononce le passage à l'ordre du jour sans faire procéder au vote.

(1) Voir son ouvrage déjà cité, P. 445.

CHAPITRE XII

RAPPORTS DES DEUX CHAMBRES

L'article 105 de notre Loi constitutionnelle est ainsi conçu : « Tout projet de loi voté par l'une des deux Chambres sera transmis par son président au président de l'autre Chambre. » Cela signifie que les deux Chambres ont des droits égaux dans la confection des lois. Toutefois, la création d'un nouvel impôt ou l'augmentation d'un impôt existant ne peut avoir lieu que sur l'initiative du roi ou de la Chambre des députés. (Art. 28 Loi constit.) En effet, il n'y a de loi, comme dit M. Duguit, que lorsque le même texte a été voté par les deux Chambres siégeant séparément.

Chacune des deux Chambres, après la constitution de son bureau définitif, avertit l'autre de cette constitution. (Art. 12 Règ. S. — Art. 5 Règ. Ch.) Cela pour que les deux Assemblées puissent officiellement entrer en rapport.

Il résulte de l'article 105 de la Constitution que les lois adoptées par une des deux Chambres doivent être obligatoirement renvoyées à l'autre pour en décider.

Si un projet de loi ou une proposition ayant un même objet sont soumis aux deux Chambres, et si l'une d'elles en a déjà commencé la discussion, il ne

peut figurer dans l'ordre du jour de l'autre Chambre qu'une fois que la première Chambre a pris une décision définitive à son sujet. (Art. 119 Règ. S. — Art. 138 devenu 139 Règ. Ch.) Cela afin d'éviter des décisions contradictoires sur un même projet ou proposition, d'une part, et, d'autre part, pour que le ministre intéressé puisse assister à la séance de discussion dans une des deux Chambres.

La procédure à suivre dans l'examen des projets ou des propositions de loi, votées par l'une des deux Chambres et transmis au président de l'autre Chambre, est la même que celle qui est suivie en ce qui concerne les projets de loi présentés par le Gouvernement. (Art. 121 Règ. S. — Art. 140 devenu 141 Règ. Ch.) Par conséquent, ils ne peuvent pas être renvoyés par l'autre Chambre à sa commission d'initiative, mais ils doivent l'être directement à la commission compétente, et ils ne sont pas soumis à la procédure de la prise en considération.

Il y a encore une autre obligation que l'autre Chambre doit observer. Lorsque les projets ou propositions de loi ont été l'objet d'une déclaration d'urgence à la première Assemblée, la question d'urgence doit être soumise à l'appréciation de l'autre Assemblée. (Art. 121 Règ. S. — Art. 140 devenu 141 Règ. Ch.) La raison de cette obligation est le désir d'assurer une procédure identique à l'examen des lois par les deux Chambres et de mettre cet examen dans une situation égale aux deux Chambres.

*
* *

Si l'une des deux Assemblées approuve sans amendements un projet ou une proposition de loi adopté par l'autre Assemblée, le président de la première Assemblée le soumet au roi par l'entremise du ministre intéressé. (Art. 122 Règ. S. — Art. 141 devenu 142 Règ. Ch.)

Mais, si une Chambre apporte un amendement à un projet ou proposition de loi voté par l'autre Chambre, cette dernière peut, sur la proposition de l'un de ses membres, charger soit la commission compétente, soit une commission nouvelle, de se réunir avec une commission de la première Assemblée pour s'entendre avec elle.

Si les deux commissions tombent d'accord sur un nouveau texte, la discussion sera reprise dans l'Assemblée sur le texte nouveau. (Art. 123 Règ. S. — Art. 142 devenu 143 Règ. Ch.)

Si une Assemblée repousse la proposition de déléguer une commission de sa part pour se réunir avec une commission de l'autre Assemblée, ou si les deux Commissions ne tombent pas d'accord et que l'Assemblée (qui avait adopté le texte) maintienne sa première décision, ou si l'Assemblée rejette le projet ou la proposition approuvé par l'autre Chambre, la révision du projet ne pourra avoir lieu qu'après un mois de délai au moins. (Art. 124 Règ. S. — Art. 143 devenu 144 Règ. Ch.)

Cet article du règlement de la Chambre des dé-

putés détermine le jour où commence ce délai; il dit : le délai commence le jour où les deux commissions sont en désaccord; ou le jour de la décision prise à ce sujet; ou le jour de la communication de la décision du rejet du Sénat à la Chambre des députés.

Au Sénat français, lorsqu'un projet de loi voté par le Sénat a été modifié par la Chambre des députés, le Sénat peut mettre de nouveau ce projet en délibération, ou le soumettre aux bureaux, ou le renvoyer à l'ancienne commission.

Les règlements de nos Assemblées ne fixent pas le nombre des membres de la commission mixte; mais il est à peine besoin de dire que le nombre des membres nommés par chaque Assemblée pour se réunir avec les membres de l'autre Assemblée doit être le même, car l'égalité du droit et l'indépendance de chaque commission sont des conditions essentielles pour la bonne procédure vers l'accord.

Les règlements ne proposent une commission mixte qu'en cas de désaccord des deux Assemblées sur un projet ou une proposition de loi. C'est une prescription restrictive, et il s'ensuit qu'on ne pourrait pas former une commission mixte pour une entente sur un autre objet.

L'initiative de la demande de conférence est laissée à n'importe quel membre de l'Assemblée, qu'il fasse ou non partie de la commission qui a été chargée de l'étude du projet.

Aux Chambres françaises, lorsque l'une des deux

Chambres a décidé qu'il y a lieu à conférence, son président transmet sa délibération au président de l'autre Chambre où elle est communiquée en séance publique.

En Autriche, lorsque la proposition d'une conférence a été admise par l'une des Chambres, elle ne peut être rejetée par l'autre.

M. Pierre (1) dit que « chaque commission garde son existence propre, bien que la direction des débats de la conférence soit plus spécialement exercée par le président de la commission du Sénat ». Bien que nos règlements ne parlent pas de la question de présidence de la commission mixte, cette constatation de M. Pierre s'applique à la commission mixte de nos Assemblées. L'article 121 de la Constitution nous vient en aide à ce sujet, car lors du Congrès des deux Assemblées, il confère la présidence du Congrès au président du Sénat.

En Autriche, la commission mixte nomme deux présidents, l'un choisi parmi les seigneurs, l'autre parmi les députés; chacun d'eux préside à tour de rôle.

Quand on vote au sein de la commission mixte, le vote a lieu séparément dans chaque commission, et la décision est prise naturellement si la majorité de chaque commission tombe d'accord avec la majorité de l'autre.

¹ (1) Voir son *Traité* déjà cité, No. 677.

On doit remarquer que le droit de chaque Assemblée de rejeter un projet de loi adopté par l'autre n'est restreint ni par la Constitution, ni par les règlements.

*
* *

En vertu de l'article 48 du règlement du Sénat italien, « les orateurs auront soin, en particulier, de s'abstenir, si ce n'est pas une simple énonciation, de toute allusion directe aux choses faites ou dites dans la Chambre des députés ». Cette règle est respectée dans tous les Parlements, car chaque Assemblée jouit des mêmes droits que l'autre et elle est indépendante de celle-ci. Par conséquent, il est inadmissible que les actes ou les délibérations d'une Assemblée soient critiqués dans l'autre.

CONCLUSION

De tout ce qui précède et des comparaisons faites en cette matière, on peut conclure que la plupart de nos règles de procédure ont été copiées textuellement sur les règlements étrangers. On ne trouve pas de traits d'originalité dans nos règlements, sauf au nouvel article 9 du règlement de la Chambre des députés, qui stipule que ni un membre dont le mandat est contesté, ni un protestataire ne peuvent se faire représenter à la commission de vérification des pouvoirs ni à l'Assemblée par un avocat qui soit en même temps un député. Cette constatation d'absence d'originalité ne doit pas être considérée comme un blâme à l'adresse de la commission des règlements; car on ne peut pas toujours demander au législateur de faire œuvre originale. Il nous suffit qu'il ait pris dans les législations étrangères ce qu'elles ont de meilleur et qu'il ait su l'adapter aux besoins et aux coutumes de son pays. On doit juger la valeur de nos règlements de ce point de vue. On peut dire que les commissions ont produit en ce sens un effort remarquable. Pour apprécier la valeur de ces règlements, il convient de parler des points suivants :

- 1° Le droit et la procédure de modification des règlements ;
- 2° Les obstacles constitutionnels qui s'opposent à ce droit ;
- 3° Les observations générales.

*1° Du droit et de la procédure de modification
du règlement*

L'article 119 de la Constitution, déjà reproduit, reconnaît le droit de chacune des deux Assemblées de faire son règlement souverainement sans restriction. De ce droit découle un autre droit, celui de modifier le règlement comme bon lui semble et sans entrave. En réalité, ce dernier droit, avec la procédure facile de la modification, qui est moins rigide que celle de la révision de la Constitution, donne à la Chambre l'occasion de consacrer de temps en temps de nouvelles règles que l'usage aurait établies.

Cette constatation s'affirme par ce qui s'est détié lors de la modification du règlement de la Chambre française en 1915. Cette Chambre a consolidé beaucoup de règles qui y ont été établies comme précédents.

La procédure du dépôt, de la discussion et du vote des textes modificatifs du règlement, est la même que celle des projets de loi émanant de l'initiative parlementaire ; seulement, au Sénat, le règlement exige la signature de dix sénateurs au moins pour que la proposition en cette matière soit recevable. Il s'ensuit que les propositions ayant pour but de modifier certaines règles doivent, sauf en cas d'urgence, être examinées préalablement par la commission d'initiative. On peut aussi déposer des amendements aux textes proposés par la commission compétente. Le gouvernement ne peut pas présenter de projets

de loi ayant pour but de modifier le règlement, car la Constitution ne reconnaît ce droit qu'au Parlement.

Chaque Chambre est également compétente pour interpréter les textes réglementaires. Au cas où se poserait une question de procédure qui n'est pas prévue par le règlement, le président peut consulter l'Assemblée pour statuer à cet égard. Par ce moyen, les précédents se créent au sein des Assemblées, et ils complètent les textes écrits.

Ce droit de modification est très important, car il permet à la Chambre d'apporter à son règlement toutes les réformes qu'elle juge nécessaires.

2° Des obstacles constitutionnels

Ce droit des Chambres de faire leurs règlements et de les modifier librement est restreint par certains obstacles constitutionnels. Car, bien entendu, une proposition ayant pour but de modifier des textes réglementaires ne doit pas être contraire à l'esprit de la Constitution. En effet, les Chambres, en élaborant leurs règlements, ne font plus que compléter par là des résolutions parlementaires, ce qui n'est pas prévu par les textes constitutionnels. J'explique ci-après certaines règles constitutionnelles qui se rapportent à la procédure parlementaire.

Notre Constitution, tout d'abord, pose des restrictions au droit d'interpellation, car l'article 107 déclare que la discussion des interpellations ne peut avoir lieu que huit jours au moins après leur pré-

sensation. Cette stipulation lie les Assemblées. La Constitution française, comme la Constitution belge, ne contient pas une semblable disposition. En France, comme je l'ai déjà expliqué, les interpellations ont une sanction; elles sont closes par le vote d'un ordre du jour. Mais, chez nous, le président peut annoncer le passage à l'ordre du jour, sans le mettre aux voix.

En France, comme en Angleterre, les membres qui proposent le passage à l'ordre du jour rédigent une résolution motivée relative à cette décision; ces motifs expriment clairement la confiance ou la non-confiance dans le ministère; si la Chambre adopte le texte de la résolution motivée par la non-confiance, le ministère doit démissionner. En Egypte, la procédure est tout autre, car ce n'est pas dans les motifs de la résolution relative au passage à l'ordre du jour que doit être exprimé le jugement de la Chambre, mais il doit l'être dans une déclaration où l'Assemblée exprime clairement son manque de confiance. (Art. 63 Const.) (1)

Il en est de même au Reichstag allemand, car la Constitution du 11 avril 1919 stipule que « le chancelier du Reich et les ministres du Reich doivent, pour l'accomplissement de leurs fonctions, jouir de la confiance du Reichstag ». Chacun doit démissionner si le Reichstag lui retire sa confiance par un vote exprimé.

Mais on trouve plus de restrictions encore au droit

(1) Voir M. WHITE IBRAHIM, « *La Nouvelle Constitution de l'Egypte* », Thèse.

d'interpellation dans la Constitution de Tchéco-Slovaquie; la proposition d'un vote de méfiance doit être signée par 100 députés au moins et être remise à un comité rapporteur dans un délai de huit jours. Le vote lui-même suppose que la majorité des députés soit présente et qu'elle prenne sa décision par suffrage nominal. (Art. Constitutionnel du 29 février 1920, art. 78-79.)

Chez nous, le ministère n'est responsable que devant la Chambre des députés, et la question de confiance ne peut pas être posée au Sénat. Il en est de même à la Chambre des lords anglaise depuis le *Parliament-Act* de 1911.

Le vote sur la question de la confiance ministérielle a lieu obligatoirement par appel nominal à une majorité spéciale.

Aucun texte n'oblige un ministre à venir assister aux délibérations. La Constitution belge, au contraire, donne aux Chambres le droit de requérir la présence des ministres aux délibérations.

*
* *

La Constitution laisse à chaque Chambre la faculté de décider le nombre des délibérations nécessaire pour établir la validité du vote sur l'adoption des projets de loi; seulement, l'article 104 déclare qu'un projet de loi ne peut être adopté article par article. Les Chambres ont le droit d'amender et de diviser les articles et les amendements proposés. Pour cela,

on trouve une différence, quant au nombre des délibérations, dans les deux Assemblées; le règlement du Sénat exige trois délibérations, et celui de la Chambre en exige deux seulement.

Quant aux modes du vote, l'article 101 de la Constitution dispose que les votes sont émis à haute voix ou par assis et levé, et, dans quelques cas, le vote est fait par appel nominal. (Voir, à ce propos, ce que nous avons dit plus haut, *supra* page 46.) Il résulte de ce texte que le vote par procuration ne peut avoir lieu dans nos Assemblées. Il en résulte encore que le vote au scrutin public, qui est le plus souvent employé dans les Chambres françaises, ne peut pas être utilisé dans nos Chambres.

Il convient d'expliquer ici ce dernier mode de vote.

Les formes dans lesquelles il est procédé au scrutin public, dans les Chambres françaises, se résument en ce que chaque membre a deux bulletins de vote sur lesquels son nom est imprimé. Les bulletins blancs représentent l'adoption, les bulletins bleus la non-adoption. Les huissiers présentent à chaque membre une urne dans laquelle il dépose son bulletin. Lorsque les votes sont recueillis, le président prononce la clôture du scrutin. Les secrétaires font le dépouillement et le président prononce le résultat du vote.

Lorsque dans le dépouillement, l'écart entre le nombre des bulletins blancs et le nombre des bulletins bleus ne sera pas supérieur à quinze, les secrétaires devront procéder au pointage des votes émis.

Dans le sautres cas, il appartient au bureau de décider s'il y a ou non lieu à un pointage.

*
* *

Selon la Constitution, les résoultions dans les Assemblées, en règle générale, sont prises à la majorité absolue, sauf dans quelques cas. La Constitution exige une majorité de deux tiers des voix dans chacune des deux Chambres, pour que les Assemblées puissent adopter une deuxième fois une loi que le Roi leur renvoie à nouveau. Cette majorité requise est une obligation rigoureuse, car le Sénat est composé, pour les deux cinquièmes de ses membres, de sénateurs nommés et, par conséquent, le Gouvernement peut prévoir qu'une telle majorité requise ne peut pas être obtenue au sein du Sénat pour décider de nouveau l'adoption d'un projet de loi retourné.

*
* *

En vertu de la Constitution, les deux Chambres possèdent les mêmes droits dans le domaine législatif, et le Gouvernement peut présenter à l'une ou l'autre des projets de lois, sans aucune distinction de priorité, sauf dans le cas des projets de lois en matière financière, qui doivent être présentés à la Chambre des députés, avant d'être portés devant le Sénat. Cette priorité existe dans presque toutes les Constitutions des pays qui ont adopté la dualité des Cham-

bres. Cette règle s'explique par ce fait que l'une des deux Chambres est, dans une mesure plus ou moins large, le représentant plus direct des contribuables que l'autre (1).

*
* *

Le dernier paragraphe de l'article 95 de la Constitution a été bien inspiré en stipulant cette réserve en matière de vérification des pouvoirs. Une loi peut conférer l'exercice du pouvoir de validation à une autre autorité. « Il s'ensuit que la compétence des Assemblées en cette matière peut être déléguée à une autre autorité sans que les Assemblées rencontrent aucun obstacle constitutionnel ».

3° *Observations générales.*

Ni la Constitution, ni les règlements ne parlent des projets de résolution. Par conséquent, un projet de résolution ne peut pas se produire dans nos Assemblées. Les règlements ne font pas de distinction entre les procédures de présentation des projets des motions et celles des propositions de lois.

Le règlement de la Chambre française, modifié en 1915, spécifie que les motions, même celles qui constituent de simples adresses à un Parlement étranger,

(1) Voir M. WHITE IBRAHIM, *Thèse* déjà citée.

doivent être renvoyées à la commission compétente, comme chez nous.

Les trois derniers paragraphes de l'article 23 dudit règlement ont créé, pour les résolutions, une procédure identique à celle qui est établie pour les propositions de lois :

« Toute proposition de résolutions doit être formulée par écrit et précédée d'un exposé des motifs.

« Elle est remise au président, qui, après en avoir donné connaissance à la Chambre, le renvoie à la commission compétente.

« Les propositions de loi et les propositions de résolution sont imprimées avec l'exposé des motifs et distribuées. »

En vertu de l'article 96 de ce règlement, les propositions de résolution peuvent être apportées séance tenante.

A la Chambre française, on peut joindre à l'examen d'un projet de résolution la discussion d'une ou de plusieurs interpellations, mais on ne saurait joindre à la discussion d'une interpellation la discussion d'un projet de résolution, parce que ce serait exposer la Chambre à voter successivement des ordres du jour motivés, les résolutions n'étant, dans la forme comme dans le fond, que des ordres du jour motivés (1).

En vertu des articles 23 et 24 dudit règlement, les propositions de résolution doivent être l'objet d'un

(1) Voir PIERRE, *Traité* déjà cité.

rapport aux termes d'une résolution prise par la Chambre le 5 novembre 1907, il n'est pas possible de remplacer une interpellation non encore discutée par un projet de résolution.

Les projets de résolution ne sont pas mentionnés dans le règlement du Sénat français. Ils résultent simplement d'une tolérance consacrée par l'usage.

Les motions d'ordre, dans les Assemblées françaises, ne sont pas assujetties à l'examen préalable d'une commission, et ces Assemblées peuvent même procéder au vote séance tenante.

Nos Chambres, en règle générale, renvoient les propositions de motions à l'examen préalable par des commissions. Le règlement du Sénat des Etats-Unis classe les motions par ordre de priorité et, par conséquent, il tranche préalablement toute difficulté susceptible de s'élever en cette matière.

*
* *

Il y a encore une question importante sur laquelle la Constitution et les règlements sont muets. C'est le cas où, un projet de loi étant adopté par la Chambre des députés et transmis au Sénat, la Chambre vient à être dissoute avant que le Sénat ait adopté ce projet.

En France, il fut admis pendant un certain temps que les projets de loi votés par la Chambre des députés et transmis au Sénat devenaient coducs si la Chambre était renouvelée avant que le Sénat les eût votés à son tour. En 1894, le Sénat français a rejeté

cette règle de la caducité. Cette dernière thèse doit être admise chez nous; en effet, la concordance de volonté qui doit se produire entre les deux Assemblées n'est plus nécessaire au moment du vote définitif (1).

En Belgique, les deux Chambres peuvent être dissoutes indifféremment par le Roi, et cette question a été réglée par une résolution prise à ce sujet par la Chambre des députés en 1895. Les projets qui n'ont pas été adoptés par l'une ou l'autre des deux Chambres dissoutes sont caducs; chacune des deux Chambres est saisie d'office des projets de loi qui ont été adoptés par l'autre Chambre antérieurement à la dissolution de l'une des Chambres; les projets des lois qui ont été présentés à la Chambre dissoute et n'ont pas été adoptés par elle sont caducs; la nouvelle Chambre est saisie « sans nouveau » des projets qui ont été adoptés, par l'autre Chambre, et elle reste saisie des projets adoptés par la Chambre dissoute.

*
* *

Nos règlements ne font pas de distinction entre la procédure des amendements qui peuvent être apportés à la loi du budget, et celle admise pour les autres projets de lois. Le règlement de la Chambre française établit une distinction. Il dispose qu'aucun amende-

(1) Voir M. WHITE IBRAHIM, *Thèse* déjà citée.

ment ou article additionnel tendant à augmenter les dépenses ne peut être déposé après les trois séances qui suivent la distribution. Les prescriptions relatives aux deux délibérations ne s'appliquent pas au budget, aux lois de comptes, aux lois portant demande des crédits spéciaux, aux lois d'intérêt local. Pour le vote de ces lois, une délibération suffit. Mais, chez nous, la règle générale du nombre des délibérations dans chacune des deux Chambres est applicable à la loi du budget.

Il y a encore un oubli à signaler dans nos règlements. La procédure de la question préalable n'est pas établie, alors qu'elle l'est dans certains autres règlements étrangers. Ils ne contiennent pas aussi l'excellente disposition de la distribution d'un feuillet à propos des pétitions, disposition que nous trouvons dans les règlements des Chambres françaises.

En résumé, nous croyons pouvoir affirmer que nos règlements sont à peu près complets. Il résulte de l'examen des obstacles constitutionnels et des observations que nous venons de faire que nos Chambres auront l'occasion, dans un avenir prochain, de compléter ce qui manque à nos règlements, tout en respectant, cela va sans dire, la Constitution.

Vu : *Le Doyen,*

H. BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président de thèse,*

A. DE LAPRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

F. APPELL.

ANNEXES

ANNEXE I

REGLEMENT INTERIEUR DU SENAT

BUREAU PROVISOIRE

ARTICLE PREMIER

A l'ouverture de la session ordinaire et au cas où le président ou le vice-président feraient défaut ou qu'ils seraient absents, c'est le doyen d'âge des sénateurs qui est appelé à présider la séance. Le secrétariat sera dirigé par les quatre sénateurs présents les plus jeunes de l'Assemblée dont le mandat n'est pas contesté et qui formeront avec le président le bureau provisoire.

Des contestations relatives à la validité du mandat.

ARTICLE 2

Les contestations seront déférées à une commission composée de 15 membres du Sénat élus au scrutin secret, en dehors des membres dont l'élection fait l'objet d'une contestation. Cette commission peut former des sous-commissions choisies parmi ses membres pour procéder aux travaux préparatoires ou à l'audition des témoins, conformément aux dispositions de la loi électorale.

ARTICLE 3

Si les contestations s'appuient sur certains documents, ceux-ci devront être annexés aux requêtes et, si elles sont basées sur des présomptions tirées des enquêtes administratives ou judiciaires, la commission devra se référer à ces enquêtes pour en tirer des preuves favorables ou contraires.

ARTICLE 4

La commission procédera à l'examen des contestations et présentera à l'assemblée, dans le délai de 15 jours à partir du jour où les contestations lui ont été transmises, un rapport sur chacune d'elles. La commission nommera parmi ses membres un rapporteur qui sera chargé de soumettre à l'assemblée le résultat de ses travaux.

ARTICLE 5

L'assemblée statuera sur les contestations après avoir pris connaissance des rapports, entendu le rapporteur, ainsi que le sénateur dont l'élection est contestée, s'il en exprime le désir. L'assemblée donnera son opinion sur chaque contestation et décidera la validation ou l'invalidation. Le président proclamera le nom des sénateurs dont l'élection est validée.

Si le rapport de la commission conclut à l'annulation de l'élection d'un sénateur, ou que l'un des membres demande l'annulation d'une élection dont la commission a rejeté l'attaque, cette demande devra être examinée dans une autre séance que celle où le rapport de la commission a été lu et la demande formulée, cela au cas où le sénateur attaqué en exprimerait le désir ou qu'il serait absent.

ARTICLE 6

Les sénateurs dont l'élection est contestée pourront prendre part à l'examen des contestations, mais il n'est permis à aucun d'eux de donner une opinion sur la validité de sa propre élection, si sur le principe d'après lequel son élection a été contestée.

ARTICLE 7

Le président portera à la connaissance de l'assemblée le cas où l'un des sénateurs sera déchu de son mandat conformément aux dispositions de la loi électorale, et ce, en vue de prendre une décision à cet égard. De même, il portera à sa

connaissance la démission que présenterait l'un des sénateurs en vue de décider de son acceptation. En cas de vacance de siège, le président informera le Ministre de l'Intérieur afin de pourvoir à l'élection d'un titulaire ou de faire procéder aux mesures nécessaires pour la nomination d'un second sénateur, si le premier avait été nommé par le Gouvernement.

BUREAU DU SENAT

ARTICLE 8

Après avoir fini de valider les pouvoirs des membres, le Sénat procède à l'élection de deux vice-présidents, de quatre secrétaires et de deux questeurs qui formeront, avec le président, le bureau du Sénat.

ARTICLE 9

L'élection des membres du bureau a lieu au scrutin de liste et à trois tours distincts. Au premier tour seront élus les deux vice-présidents, au deuxième les quatre secrétaires, au troisième les questeurs.

ARTICLE 10

L'élection a lieu à la majorité absolue des votants. Si aucun sénateur ne l'obtient on recommence le vote. Au second tour, la majorité relative suffit. En cas d'égalité de suffrage on a recours au tirage au sort.

ARTICLE 11

Les quatre secrétaires et les deux questeurs sont élus pour la durée de la session. Ils sont rééligibles.

ARTICLE 12

Une fois l'élection du bureau définitif terminée, le président en informe S. M. le Roi et la Chambre des députés.

ARTICLE 13

Le président chargé d'assurer l'ordre des séances et de faire observer le règlement intérieur. Il donne la parole, pose les questions, proclame le résultat des votes et les décisions prises par le Sénat, et parle au nom de ce dernier et conformément à sa volonté. Il ne prend pas part aux discussions sauf pour éclairer les questions et y appeler l'attention. S'il manifeste le désir de prendre part à la discussion d'un sujet quelconque, il devra quitter son siège et ne le réintégrer qu'après que la discussion aura été épuisée.

ARTICLE 14

Les secrétaires sont chargées de veiller à la rédaction des procès-verbaux, à l'appel nominal des sénateurs, à l'inscription du nom des sénateurs qui désirent prendre la parole dans l'ordre de leurs demandes, à l'insertion des rappels à l'ordre à la lecture des propositions et des amendements, au soin de recueillir les résultats des votes, des décisions et du tirage au sort et, d'une façon générale, à toute chose rentrant dans les attributions du bureau du Sénat.

Les secrétaires peuvent prendre part aux délibérations à la condition de prendre place aux bancs de leurs collègues.

ARTICLE 15

En cas d'empêchement du président, il sera remplacé par le vice-président qui aura obtenu le plus de suffrages, lequel sera remplacé à son tour par le second vice-président.

En cas d'empêchement des deux vice-présidents, la présidence reviendra au doyen d'âge des sénateurs présents. En cas d'empêchement de l'un des secrétaires, le président désignera pour le remplacer le plus jeune sénateur.

ARTICLE 16

Les fonctions des ministres sont incompatibles avec celles des membres du bureau du Sénat. Les membres du bureau

ne peuvent faire partie de la commission des Finances.

TENUE DES SEANCES

ARTICLE 17

Le président ouvre la séance et ne l'élève qu'avec l'approbation du Sénat. Il fixe avant la fin de la séance, d'accord avec le Sénat, la date de la réunion suivante et en indique l'ordre du jour qui devra être affiché dans la salle des séances et inséré dans les lettres de convocation adressées aux absents.

ARTICLE 18

A l'heure fixée pour l'ouverture de la séance, le président peut ordonner l'appel nominal des sénateurs. Au cas où le quorum réglementaire ne serait pas atteint, on procédera de nouveau à cet appel un quart d'heure après. Le président énoncera alors l'ouverture de la séance ou son renvoi faute de quorum. Les noms des membres légalement absents seront inscrits et ceux des membres absents sans autorisation et sans avis seront dénoncés. Si au cours de la séance il est constaté que le quorum réglementaire vient à faire défaut, le président lève la séance et fixe la date de la suivante en faisant inscrire au procès-verbal de la séance les noms des membres présents.

ARTICLE 19

Il sera dressé pour chaque séance un compte rendu de tous les débats et de tout ce qui s'y est passé, ainsi qu'un procès-verbal en contenant le résumé.

A l'ouverture de la séance, lecture est donnée du procès-verbal de la séance précédente. Aussitôt cette lecture terminée, tout sénateur a le droit de faire des observations au sujet dudit procès-verbal. Au cas où un sénateur ne se contenterait pas des explications fournies par le secrétaire, le président consultera le Sénat.

Au cas où le Sénat approuverait l'observation, le bureau

devra séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, modifier le texte du procès-verbal conformément à la décision du Sénat. Si aucune observation n'est formulée au cours de la séance touchant la rédaction, le procès-verbal est censé être accepté par le Sénat.

Quant au compte rendu, il sera imprimé et distribué aux sénateurs dans un délai ne dépassant pas les quarante-huit heures de la date de la séance. Tout sénateur a le droit de formuler des observations sur le texte dudit compte rendu dans la séance qui suit celle où il a été distribué, et tout au plus tard dans la séance subséquente. Les dispositions du présent article s'appliquent également aux procès-verbaux. Ce délai passé, si aucune observation n'a été formulée, le compte rendu est censé être approuvé par le Sénat.

ARTICLE 20

Les procès-verbaux publiés ou présents, adoptés par le Sénat sont signés par le président de la séance et par les secrétaires présents. Puis ils sont reproduits dans une registre sous les signatures des mêmes présidents et secrétaires.

ARTICLE 21

Si dix sénateurs désirent exercer le droit qui leur est conféré par l'article 98 de la constitution, de demander que l'assemblée se forme en comité secret, ils devront en faire au président une demande écrite et revêtue de leurs signatures. Leurs noms seront ensuite inscrits au P. V. de la séance.

ARTICLE 22

Le Sénat a le pouvoir de décider qu'il ne sera pas dressé de procès-verbaux de ses séances secrètes.

ARTICLE 23

Le président donne connaissance au Sénat des lettres et autre correspondance qu'il aura reçues, sauf les lettres anonymes.

ARTICLE 24

Aucun membre ne peut prendre la parole sans avoir, au préalable, fait inscrire son nom ou obtenu du président l'autorisation de parler. Dans les deux cas, c'est au président de lui donner la parole.

ARTICLE 25

La parole est donnée suivant l'ordre d'inscription ou de demande. Il ne peut être dérogé à cet ordre qu'en cas de discussion au sujet de la proposition soumise à l'examen du Sénat. Dans tous les cas, l'auteur de la proposition et le rapporteur ont le droit d'être entendus quand ils le demandent. L'orateur se lève pour parler et ne doit s'adresser qu'au président ou à l'assemblée.

ARTICLE 26

La parole est donnée à tout sénateur qui la demande pour répondre sur un fait personnel ou pour attirer l'attention sur l'observation du règlement. Toutefois aucune demande semblable ne doit être formulée avant que l'orateur ait fini son discours.

ARTICLE 27

L'orateur ne doit s'écarter du sujet ni des arguments y relatifs. Il ne reviendra pas non plus sur des arguments déjà invoqués par d'autres. S'il enfreint ces dispositions, le président le rappelle à la question.

ARTICLE 28

Il est défendu d'interrompre un orateur si ce n'est pour un rappel au règlement. D'ailleurs le président peut seul user de ce droit.

ARTICLE 29

Il est défendu d'imputer à ses collègues la mauvaise foi ou

de se livrer à des personnalités ou à une manifestation quelconque qui puisse troubler l'ordre.

ARTICLE 30

Si l'orateur s'écarte du sujet, il appartient au président seul de l'y rappeler. Si l'orateur est rappelé deux fois au cours de son discours et continue à s'en écarter, le président consultera le Sénat sur le point de savoir si la parole doit lui être ou non laissée. La décision a lieu, sans débats, par assis et levé.

ARTICLE 31

Au cas où le sénateur troublerait l'ordre de la séance, le président l'interpelle par son nom en le rappelant à l'ordre. S'il proteste le président consulte le Sénat et, sur son approbation, fait acter l'avertissement au procès-verbal de la séance.

ARTICLE 32

S'il se produit du désordre au sein du Sénat et que le président ne réussisse pas à le faire cesser, il signifiera son intention de suspendre la séance. Si le trouble continue le président suspend effectivement la séance une heure, et les membres de l'assemblée évacueront la salle. A l'expiration de ce délai, la séance est reprise d'office. Elle peut être reprise avant si le président constate que le désordre a cessé.

ARTICLE 33

Un membre de l'assemblée ne peut prendre la parole deux fois sur le même sujet, sauf permission du Sénat.

Exception est faite pour l'auteur du projet et le rapporteur de la commission.

ARTICLE 34

On peut toujours demander la parole dans les cas suivants :

- 1° Pour déclarer qu'il n'y a pas lieu à discussion;
- 2° Pour demander l'ajournement;
- 3° Pour démontrer la nécessité de donner la priorité à une question sur une autre en cours de discussion;
- 4° Pour rappeler à l'observation du règlement;
- 5° Pour rectifier un fait avancé;
- 6° Pour répondre sur une fait personnel.

Il y aura lieu de donner suite à toute demande formulée pour un des six objets qui président, et de suspendre la discussion en cours jusqu'à ce qu'un vote intervienne à son sujet.

ARTICLE 35

Si personne ne demande la parole, le président annonce la clôture de la discussion. Si cinq membres du Sénat demandent la clôture, le président consulte l'assemblée sur ce point, chaque sénateur, pouvant prendre la parole pour appuyer cette demande ou la combattre.

ARTICLE 36

La remise en discussion d'une question déjà mise aux voix ne peut avoir lieu que sur cette décision du Sénat, à la suite d'une demande par écrit faite au président et qui sera examinée dans la séance qui suivra sa présentation. Si cette demande est faite au cours d'une séance, elle sera examinée après l'épuisement de l'ordre du jour.

ARTICLE 37

Au cas où le président jugerait qu'un projet ou un vœu sont en dehors de la compétence du Sénat, il invitera le membre de l'assemblée qui les a présentés à n'en pas parler. Si le sénateur n'obtempère pas à cette invitation, le Sénat tranche la question de la compétence en séance publique ou secrète. En cas de séance secrète, celle-ci aura lieu après l'épuisement de l'ordre du jour.

VOTATIONS

ARTICLE 38.

Les projets de lois sont votés dans leur ensemble par appel nominal et à haute voix. Pour les autres questions le vote aura lieu par assis et levé, à moins que cinq sénateurs ne demandent que le vote ait lieu par appel nominal.

ARTICLE 39

On procède au vote par appel nominal et par ordre alphabétique en commençant par le sénateur dont le nom sera désigné par tirage au sort.

ARTICLE 40

Après un premier résultat douteux, du vote par assis et levé, le vote est renouvelé en sens contraire. Si le second résultat est également douteux, on a recours à l'appel nominal.

ARTICLE 41

Nul sénateur ne peut s'abstenir de donner son vote, sauf pour des raisons qu'il devra expliquer.

ARTICLE 42

Le sénateur exprime son avis par les mots « oui » ou « non ».

ARTICLE 43

L'élection des membres se fera toujours au scrutin secret.

ARTICLE 44

Le président et les secrétaires dépouillent les votes et en établissent le résultat.

ARTICLE 45

Le président proclame le résultat du vote.

QUESTIONS ET INTERPELLATIONS

ARTICLE 46

Tout sénateur qui désire poser une question aux ministres devra la présenter par écrit au président. Elle doit être rédigée en termes clairs et précis. Le président en ordonne l'insertion au *Journal Officiel* et le fait porté à l'ordre du jour de la séance fixée pour la réponse.

ARTICLE 47

Le ministre intéressé doit répondre à la question dans la séance qui sera fixée à cet effet, à moins que le Sénat, d'accord avec le ministre n'en déclare d'urgence.

ARTICLE 48

Le sénateur qui a posé la question a le droit de demander une seule fois des éclaircissements au ministre, sur la réponse qu'il aura donnée.

ARTICLE 49

Tout sénateur qui désire interpellier un ou plusieurs ministres en fait la demande écrite au président, en indiquant l'objet de l'interpellation. Le président en ordonne la lecture au cours de la séance et le Sénat fixe à un intervalle de huit clos au moins la séance où sera discutée l'interpellation, sauf si le Sénat en décide l'urgence d'accord avec le ministre intéressé.

ARTICLE 50

La discussion des interpellations sur la politique intérieure ne peut être renvoyée au delà d'un mois.

ARTICLE 51

L'auteur d'une interpellation explique l'objet. Le membre du Gouvernement y répond. Les sénateurs prennent part à la discussion mais au nombre de quatre seulement, à moins que le Sénat n'en décide autrement.

LES COMMISSIONS

ARTICLE 52

Au début de chaque session ordinaire et une fois le bureau définitivement formé, le Sénat nomme des commissions permanentes sous les dénominations suivantes :

- 1° Commission de l'Intérieur;
- 2° Commission des Affaires étrangères;
- 3° Commission des Finances, du Commerce, de l'Industrie et des douanes;
- 4° Commission de la Justice;
- 5° Commission de l'Instruction publique;
- 6° Commission des Travaux publics;
- 7° Commission de l'Agriculture;
- 8° Commission de Communications;
- 9° Commission de la Guerre, de la Marine, de l'Aviation et du Soudan;
- 10° Commission de l'Hygiène publique;
- 11° Commission des Walkfs et des Etablissements d'ins-truction religieuse;
- 12° Commission d'initiative pour l'examen des propositions et des pétitions.

ARTICLE 53

Chaque commission sera formée de neuf membres.

ARTICLE 54

Les membres des commissions sont élus au scrutin de liste à la majorité relative.

ARTICLE 55

Aucun sénateur ne peut appartenir simultanément à plus de trois commissions.

ARTICLE 56

Le Sénat peut nommer d'autres commissions pour des buts déterminés.

ARTICLE 57

Chaque commission élira parmi ses membres un président et une secrétaire qui seront chargés des travaux de la Commission avec l'assistance d'un fonctionnaire du Sénat. En cas d'absence du président et du secrétaire, la commission pourvoira à leur remplacement à titre provisoire.

ARTICLE 58

Le vice-président du Sénat est de droit président de la commission dont il fait partie.

ARTICLE 59

Si l'un des membres d'une commission s'absente sans raison plausible pendant cinq séances consécutives, le président de la commission en avisera le Sénat qui procédera à son remplacement dans la forme déjà précitée.

ARTICLE 60

Les commissions siègent toujours à huit clos. Leurs réunions ne sont régulières qu'en présence de plus de la moitié de leurs membres.

ARTICLE 61

Un procès-verbal est dressé pour chaque séance, il mentionne les noms des membres présents et absents, et donne

le résumé des discussions comme des décisions prises. Il est signé par le président et par le secrétaire.

ARTICLE 62

Chaque commission doit présenter dans un délai ne dépassant pas deux mois, son rapport au Sénat sur tout projet ou toute proposition qui lui auront été déférés, faute de quoi l'auteur du projet ou de la proposition pourra demander directement au Sénat qu'ils soient portés à son ordre du jour. Le rapport doit exposer l'avis de la majorité et de la minorité, et mentionner les résolutions de la commission avec les raisons à l'appui.

ARTICLE 63

Chaque commission désigne pour chaque projet ou proposition un membre rapporteur chargé de rendre compte de ses travaux au Sénat.

ARTICLE 64

Si la commission adopte un projet de loi dont la mise à exécution nécessiterait l'ouverture de crédits financiers, elle le déférera à la commission des finances pour avis. Celle-ci présentera son rapport à ce sujet dans un délai de dix jours.

ARTICLE 65

Le rapport de la commission est remis au président du Sénat qui le lui communique à la première séance.

ARTICLE 66

Le rapport de la commission ainsi que le texte du projet ou de la proposition et les amendements possibles, seront imprimés et distribués aux sénateurs vingt-quatre heures au moins avant la séance.

ARTICLE 67

Le président envoie aux commissions les dossiers complets des questions qui leur sont déferées.

ARTICLE 68

Les commissions ainsi que tout membre du Sénat peuvent demander, par l'entremise du président, à toute administration gouvernementale des renseignements ou des explications concernant les projets qui leur sont soumis.

ARTICLE 69

Les commissions peuvent également demander la convocation du ministre intéressé ou de l'auteur de la motion, qui ont le droit d'assister aux séances de ces commissions s'ils le demandent. Le ministre peut se faire assister ou représenter par un haut fonctionnaire de son département.

ARTICLE 70

Les sénateurs peuvent prendre connaissance des dossiers remis aux commissions à la condition de ne pas les déplacer. Ils pourront en prendre telles copies qu'ils voudront à la condition, dans l'un ou l'autre cas, de ne pas gêner les travaux de la commission.

ARTICLE 71

Tout membre du Sénat ne faisant pas partie d'une commission a le droit d'assister aux séances de cette commission en vue d'entendre les discussions, mais à la condition de ne pas y prendre part et de n'y faire aucune observation. Tout membre du Sénat ne faisant pas partie d'une commission et qui désire, soit donner un avis, soit suggérer un amendement à un projet ou à une motion déferée à cette commission, peut le faire par écrit à l'adresse du président de la commission. Il pourra assister à la séance qui lui sera désignée par la com-

mission, pour fournir ses explications sans avoir voix délibérative.

ARTICLE 72

Les dossiers et procès-verbaux des commissions restent déposés aux archives du Sénat une fois terminé l'examen des projets y relatifs.

PRESENTATION DES PROJETS

ARTICLE 73

Les projets de lois émanant du Gouvernement seront soumis au Sénat dans sa première séance en vue de décider leur renvoi aux commissions compétentes. L'assemblée pourra, au préalable, ordonner la lecture desdits projets.

ARTICLE 74

Les projets ainsi que les notes explicatives y afférentes seront imprimés et distribués aux membres du Sénat.

ARTICLE 75

Toute proposition de loi, toute motion ou vœu doivent être remis par écrit au président pour en saisir l'assemblée à sa première séance. Celle-ci les renvoie à la Commission d'Initiative.

ARTICLE 76

Toute proposition de loi émanant d'un membre de l'assemblée doit être signée par lui, formulée en articles et accompagnée d'une note explicative. Aucune proposition de loi ne pourra être signée par plus de dix sénateurs.

ARTICLE 77

Aussitôt présentée au Sénat toute proposition ou motion

sera déferée à la Commission d'Initiative qui donnera son opinion sur l'apport unité de la soumettre à l'assemblée. La commission devra faire son rapport à ce sujet dans un délai de quinze jours.

ARTICLE 78

Après avoir pris connaissance du rapport de ladite commission, l'assemblée décide le rejet de la proposition ou son renvoi à la commission compétente, ainsi que la note explicative y afférente, qui seront imprimées et distribuées aux membres.

ARTICLE 79

Une fois que la commission aura présenté son rapport, l'assemblée procédera à la discussion de la proposition dans son principe et dans son ensemble. Si la proposition est admise, elle est discutée une seconde fois article par article. Puis une troisième lecture a lieu dans une autre séance pour la voter dans son ensemble.

ARTICLE 80

Les amendements qui seraient communiqués au président avant la séance où aura lieu la discussion, seront imprimés et distribués aux membres.

ARTICLE 81

Si au cours de la discussion un sénateur propose soit un amendement au texte original, soit un amendement à un amendement déjà fait par la commission, ou l'addition de nouveaux articles, ou une division des articles, ou des amendements, il devra en présenter au président une proposition écrite dont la lecture sera donnée au cours de la séance. Après quoi, l'auteur du projet exposera son point de vue. Au cas où l'assemblée déciderait le renvoi de ce projet à la commission ou son rapporteur le demanderaient, la discussion

de la proposition sera remise jusqu'à ce que la commission ait achevé ses travaux dans le délai qui lui sera fixé.

ARTICLE 82

Le vote doit d'abord porter sur la proposition d'amendement ou l'addition ou la division. En cas de rejet on votera sur le texte original.

ARTICLE 83

L'auteur d'une motion a le droit, s'il en exprime le désir d'assister aux séances de la commission lors de l'examen de sa motion, à condition de se retirer au moment du vote.

ARTICLE 84

Tout membre ayant présenté une proposition ou un vœu a le droit de le retirer même au cours de la discussion, à moins qu'un ou plusieurs membres du Sénat ne demandent la poursuite des débats. Tout vœu rejeté par l'assemblée ne pourra être soumis de nouveau à son examen avant trois mois.

ARTICLE 85

Tout sénateur ayant présenté une motion ou une proposition de loi peut, aussi bien que tout autre membre de l'assemblée, demander l'urgence pour son examen, en exposant les raisons qui justifient sa demande.

ARTICLE 86

L'assemblée examinera la demande d'urgence et, une fois celle-ci admise, elle chargera la commission compétente de son examen avant tout autre projet. L'assemblée a également le droit, le cas échéant, de nommer une commission spéciale pour examiner la proposition ou la motion en question.

ARTICLE 87

Le président proclame la décision au Sénat dans ces termes :
le Sénat « ADOPTE » ou le Sénat « REJETTE ».

PETITIONS

ARTICLE 88

Les pétitions reçues par le Sénat sont, dans l'ordre de leur arrivée, inscrites sur un rôle général contenant le numéro d'ordre de la pétition, le nom et la demeure du pétitionnaire, ainsi que l'indication sommaire de l'objet de la demande.

ARTICLE 89

Les pétitions inscrites sur le rôle sont envoyées à la commission des pétitions par le président du Sénat. Celles qui concernent un projet ou une proposition déjà renvoyée à une des commissions lui sont remises directement.

ARTICLE 90

Tout membre a le droit de prendre connaissance de n'importe quelle pétitions en le demandant au chef de la commission des pétitions.

ARTICLE 91

La commission, après examen des pétitions, les renvoie au président du Sénat et les classent dans l'ordre suivant :

- 1° Celles qui doivent être renvoyées à un ministre;
- 2° Celles qui doivent être soumises à une commission compétente ou envoyées à tout autres destination quelconque;
- 3° Celles qui doivent être rejetées.

ARTICLE 92

Le président donne communication des conclusions de la commission du Sénat, qui en décide.

ARTICLE 93

Les ministres donneront au Sénat les explications concer-

nant ces pétitions dans un délai ne dépassant pas un mois, sauf décision contraire.

Dans leurs rapports, les commissions doivent faire mention des pétitions qui leur ont été envoyées.

ARTICLE 94

Le président fera connaître au pétitionnaire la suite donnée à sa pétition au cas où elle n'est pas rejetée.

ARTICLE 95

Seront négligé les pétitions non portant ni la signature ni l'adresse de leurs auteurs.

ELECTIONS

ARTICLE 96

Les élections ont lieu au scrutin de liste ou uninominal et sont toujours secrètes.

ARTICLE 97

Les élections auront lieu de la manière suivante :

Tout membre de l'assemblée inscrira sur un bulletin, mais sans le signer, le nom de la personne ou des personnes qu'il veut élire, et à l'appel de son nom, il déposera ce bulletin dans l'urne déposée à cet effet.

Quand tous les bulletins auront été déposés dans l'urne, le secrétaire sénateur, sous le contrôle du président et des deux vice-présidents, procédera au dépouillement des votes.

ARTICLE 98

En cas de scrutin uninominal, si aucun membre n'obtient la majorité absolue, on ballotera les deux membres de suffrages.

Si, au second tour du scrutin, il y a parité de voix entre ces

deux membres, ou entre l'un d'eux et un ou plusieurs autres membres, la majorité relative suffit. Si, à ce dernier tour de scrutin, il y a égalité de voix entre deux ou plusieurs membres de l'assemblée, on procédera au tirage au sort.

ARTICLE 99

En cas de scrutin de liste, on suivra la même procédure que celle indiqué à l'article précédent.

CONGES

ARTICLE 100

Il n'est permis à aucun membre du Sénat de manquer à l'une quelconque des séances sans avertir le président. De même aucun sénateur ne peut manquer à plus de trois séances consécutives sans avoir obtenu un congé du président.

ARTICLE 101

Les demandes de congé sont adressées à l'assemblée, mais, en cas d'urgence, le président peut accorder un congé n'ex-cédant pas quinze (15) jours.

ARTICLE 102

Tout sénateur qui s'absente sans congé ou prolonge son absence au delà du congé qui lui a été accordé, est censé renoncer à son droit d'indemnité pour la période de son absence.

POLICE DE L'ASSEMBLEE

ARTICLE 103

La police du Sénat appartient exclusivement à l'assemblée. Elle est exercée en son nom par le président, qui donne les ordres nécessaires aux gardes de service du Sénat.

ARTICLE 104

Nul ne peut sous aucun prétexte, s'introduire au cours de la séance dans l'enceinte réservée aux sénateurs, à l'exception des fonctionnaires et agents de service.

ARTICLE 105

Les personnes admises dans les tribunes publiques devront se tenir assises et en silence, ne donner aucune marque d'approbation ou de désapprobation et observer les instructions qui leur sont données par les huissiers chargés du maintien de l'ordre.

ARTICLE 106

Toute personne qui trouble l'ordre est invitée à quitter la salle des séances. Si elle n'obtempère pas à cette invitation, le président peut donner l'ordre de l'expulser et, s'il y a lieu, de la remettre à l'autorité compétente.

ARTICLE 107

Les deux articles précédents seront imprimés et affichés sur chacune des portes des enceintes réservées au public.

MOUVEMENT DE FOND
ET COMMISSIONS DE COMPTABILITE

ARTICLE 108

Les deux questeurs préparent le budget.

ARTICLE 109

Au début de chaque session, le Sénat nomme une commission de comptabilité de six membres sous la présidence du président ou de l'un des deux vice-présidents, pour examiner la comptabilité de l'assemblée et établir son budget.

ARTICLE 110

Le rapport de la commission, une fois imprimé et distribué aux sénateurs, est soumis au Sénat.

ARTICLE 111

Les deux questeurs s'occupent des questions relatives aux fournitures du Sénat, à ses cérémonies et à ses frais. Ils ont le droit du contrôle sur tous les fonctionnaires et agents de l'assemblée.

ARTICLE 112

Les ordres de paiement sont signés par le président et l'un des questeurs.

SECRETARIAT DU SENAT

ARTICLE 113

Le Sénat nomme un secrétaire général et un secrétaire général adjoint.

ARTICLE 114

Le secrétaire général et le secrétaire général adjoint s'occupent, sous le contrôle des secrétaires élus, de la rédaction des procès-verbaux et des comptes rendus, de la tenue des registres, de la mise à jour des imprimés et de leur correction, de l'expédition des cartes de convocation, de la copie des pièces, ainsi que du contrôle des archives et de la bibliothèque.

ARTICLE 115

Le secrétaire général et le secrétaire général adjoint assistent aux séances publiques du Sénat. Ils ne peuvent assister aux séances à huis-clos, sauf décision de l'assemblée.

ARTICLE 116

Le secrétaire général et le secrétaire général adjoint contrôlent le personnel attaché aux bureaux du secrétariat et du bureau.

ARTICLE 117

La nomination, promotion et révocation des fonctionnaires du secrétariat et de la bibliothèque sont de l'attribution du bureau.

ARTICLE 118

Le bureau élaborera un règlement de service intérieur énonçant les règles à suivre pour la nomination des fonctionnaires et agents, la fixation de leurs traitements, leur avancement, leur discipline, leur révocation, leur licenciement, leur mise à la retraite, leur démission, ainsi que pour les modes de paiement et d'inventaire, d'administration, de tenue des registres nécessaires, ainsi que les règles à suivre touchant les procès-verbaux et les comptes rendus, etc... Ce règlement sera appliqué après approbation par le Sénat.

RAPPORTS DES DEUX CHAMBRES

ARTICLE 119

Au cas où une proposition ou un projet de loi ayant un même objet est soumis au Sénat et à la Chambre, et que cette dernière assemblée en a déjà commencé l'examen, il ne peut figurer dans l'ordre du jour du Sénat qu'une fois que la Chambre a pris une décision définitive à son sujet.

ARTICLE 120

Tout projet ou proposition de loi voté par le Sénat sera communiqué au président de la Chambre par le président du Sénat, qui saisira en même temps de la chose le ministre compétent.

ARTICLE 121

La procédure à suivre dans l'examen des projets ou propositions de lois votés par la Chambre et transims au président du Sénat est la même que celle qui est suivie en ce qui concerne les projets de loi présentés par le Gouvernement. Et si ces projets ou propositions de lois font l'objet d'une déclaration d'urgence à la Chambre, la question d'urgence devra être soumise à l'appréciation du Sénat.

ARTICLE 122

Si le Sénat approuvé sans amendements un projet ou une proposition de loi adopté par la Chambre, le président le soumettra à S. M. le Roi par l'entremise du ministre intéressé.

ARTICLE 123

Si la Chambre apporte un amendement à un projet ou à une proposition de loi voté par le Sénat, ce dernier peut, sur la proposition de l'un de ses membres, charger, soit la commission compétente, soit une commission nouvelle, de se réunir avec une commission de la Chambre des députés pour s'entendre avec elle. Si les deux commissions tombent d'accord sur un nouveau texte, la discussion sera reprise dans l'assemblée sur le texte nouveau.

ARTICLE 124

Si le Sénat repousse la proposition de déléguer une commission de sa part, pour se réunir avec une commission de la Chambre ou si les deux commissions ne tombent pas d'accord, ou que le Sénat maintient sa première décision, ou que la Chambre des députés rejette le projet ou la proposition aprouvé par le Sénat, la revision du projet ne pourra avoir lieu qu'après un mois de délai au moins.

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 125

Le président du Sénat a la direction générale de tous les

travaux administratifs et bureaucratiques, aidé des membres du bureau.

ARTICLE 126

En cas de besoin, le Sénat élit parmi ses membres une députation pour le représenter.

ARTICLE 127

Le Sénat fixe le nombre des membres de la députation, dont la présidence sera confiée au président ou l'un des deux vice-présidents qui porteront au nom de l'assemblée.

ARTICLE 128

Tout membre de l'Assemblée peut démissionner. La démission est présentée au président du Sénat. Lorsque le Sénat aura décidé de l'accepter, le sénateur démissionnaire en sera avisé, ainsi que le ministre de l'Intérieur.

ARTICLE 129

Des insignes spéciaux portés par les sénateurs dans les cérémonies publiques en toute circonstance où ils ont à faire connaître leur qualité.

ARTICLE 130

L'amendement du règlement intérieur du Sénat ne peut être discuté que sur une proposition écrite et signée de dix sénateurs au moins.

ANNEXE II

**REGLEMENT INTERIEUR DE LA CHAMBRE
DES DEPUTES**

TITRE PREMIER

*Présidence d'âge. — Présidence définitive.
Vérification des pouvoirs.*

ARTICLE PREMIER

A l'ouverture de la première séance de chaque session ordinaire de la Chambre des députés, le doyen d'âge occupera le fauteuil présidentiel et les fonctions de secrétaires seront assurées par les quatre membres les plus jeunes.

ARTICLE 2

La Chambre procédera à la première séance, après la composition du bureau prévu par l'article précédent, à l'élection, parmi ses membres, d'un président, de deux vice-présidents, de quatre secrétaires et de trois questeurs, dont l'ensemble formera le bureau définitif de la Chambre.

ARTICLE 3

Il sera procédé à l'élection successive du président et des deux vice-présidents, en séance publique, au scrutin secret et à la majorité absolue des voix; l'élection des secrétaires et des questeurs se fera à la majorité relative. Il sera procédé à l'élection des deux vice-présidents, des secrétaires et des questeurs, au scrutin de liste, et en observant les prescriptions de l'article 99.

ARTICLE 4

Les secrétaires seront chargés, sous le contrôle du président d'âge, de recueillir les voix et de dépouiller les votes. Après quoi, le président proclamera le résultat des élections.

ARTICLE 5

Une fois que le bureau aura été constitué, le président devra en informer S. M. le Roi ainsi que le Sénat.

ARTICLE 6

L'assemblée nommera immédiatement, parmi ses membres, une commission de 33 membres, à laquelle seront renvoyés les procès-verbaux des opérations électorales et des pièces qui s'y rapportent, pour l'examen des demandes en invalidation et la vérification des mandats des membres.

ARTICLE 7

Les membres de cette commission seront élus à la majorité relative, et au scrutin de liste.

Toutefois, on ne pourra inscrire sur cette liste les noms de plus des deux tiers des membres prévus pour la formation de cette commission.

ARTICLE 8

Cette commission aura le pouvoir de citer tous ceux qu'elle estimera nécessaire d'entendre, et de prendre telles mesures pour aider à découvrir la vérité. Tout membre de la Chambre a le droit, au moment où son mandat est soumis à l'examen de la commission, d'assister à la réunion pour entendre les discussions et pour présenter ses observations et sa défense, à condition qu'il ne prenne part au vote, même s'il fait partie de la commission.

ARTICLE 9 nouveau

Un avocat qui est membre de la Chambre ne peut pas

accepter un mandat d'un protestataire contre une élection ou d'un membre dont l'élection est contestée, concernant un acte qui se rapporte à cette élection. Le mandat est interdit soit pour agir au sein de l'assemblée, soit hors d'elle.

ARTICLE 9 devenu 10

La commission devra présenter au président de la Chambre ses rapports dans un délai maximum de sept jours de la date où les procès-verbaux lui auront été soumis. Passé ce délai, la Chambre aura la faculté, soit de le prolonger d'une période permettant de déterminer le travail en retard, soit de le confier à une commission ad hoc dont la formation se fera également par voie d'élection. La Chambre fixera le nombre de membres de cette commission, qui sera constituée en conformité des conditions et règles indiquées précédemment.

ARTICLE 10 devenu 11

La Chambre devra renvoyer l'examen à la discussion de toute élection dont le rapport de la commission aura demandé le rejet, à la séance qui suivra celle au cours de laquelle ce rapport aura été lu, si le député dont l'élection est contestée le requiert.

ARTICLE 11 devenu 12

Lors de la vérification, par la Chambre, des pouvoirs d'un député, celui-ci aura le droit de participer à la discussion et de présenter ses observations, à condition qu'il n'ait pas de voix délibérative.

ARTICLE 12 devenu 13

La Chambre statuera sur la validité des mandats et le président publiera les noms des membres dont le mandat a été validé. L'invalidation du mandat ne sera prononcée qu'à la majorité des deux tiers de voix.

ARTICLE 13 devenu 14

Le président est chargé de maintenir l'ordre et la sécurité de la Chambre; de signaler à l'attention des membres qu'ils doivent se conformer au règlement et demander l'autorisation de prendre la parole et de poser des questions; de faire publier les décisions de la Chambre; d'ordonner la suppression, dans les comptes rendus des séances, des déclarations des membres qui n'auraient pas obtenu l'autorisation de prendre la parole. Il représente les membres de la Chambre; parle en leur nom et suivant leur désir, dirige les débats en fixant le sujet autour duquel doit être ramenée la discussion. Au cas où il voudrait prendre part à la discussion, il devra quitter le fauteuil présidentiel et n'y retourner que lorsque la discussion sera terminée. D'une façon générale, il est chargé de tous autres travaux qui sont de sa compétence en vertu de ce règlement.

ARTICLE 14 devenu 15

Les secrétaires-députés sont chargés de la rédaction des procès-verbaux des séances secrètes, de la surveillance de la rédaction des autres procès-verbaux des séances; de la signature de ces procès-verbaux; de la lecture, sur demande qui leur en serait faite, des procès-verbaux et de toutes autres pièces; de l'inscription des noms des membres qui demandent à prendre la parole; du dénombrement des voix et du dépouillement des bulletins sous la surveillance du président et des deux vice-présidents; de la mention, dans les procès-verbaux, des opinions des membres ainsi que des rappels à l'ordre. Ils sont également chargés de tous autres travaux rentrant dans leurs attributions en vertu de ce règlement.

ARTICLE 15 devenu 16

Les questeurs sont chargés de préparer le budget de la Chambre et d'ordonnancer les paiements, conformément à

l'article 14 de ce règlement; il leur incombe, quand il y a séance, de veiller à ce que les fonctionnaires de la Chambre se tiennent aux postes qui leur sont assignés; ils ont à surveiller l'exécution rigoureuse des ordres du président concernant le maintien de l'ordre; ils sont enfin chargés de tous autres actes qui leur incombent en vertu de ce règlement.

ARTICLE 16 devenu 17

Les membres du bureau occuperont leurs fonctions pendant toute la durée de la session ordinaire au cours de laquelle ils ont été élus, et y demeureront pendant les sessions extraordinaires qui suivront. Ils n'en seront relevés qu'à l'ouverture de la session ordinaire de l'année suivante.

ARTICLE 17 devenu 18

En l'absence du président, son siège sera occupé par les deux vice-présidents, à tour de rôle, si ces deux derniers sont absents, la présidence appartiendra au plus âgé parmi les députés présents.

ARTICLE 18 devenu 19

Il n'est pas permis de cumuler entre les fonctions de ministre et celles du membre du bureau de la Chambre.

Il n'est pas non plus permis qu'un membre du bureau fasse partie de la commission de comptabilité.

TITRE II

De la tenue des séances.

ARTICLE 19 devenu 20

Le président ouvre la séance et en prononce la clôture, après avis conforme de la Chambre.

ARTICLE 20 devenu 21

La Chambre se réunira les jours de samedi, dimanche,

lundi et mardi de chaque semaine; la séance commencera à cinq heures après-midi, à moins que la Chambre n'en décide autrement.

ARTICLE 21 devenu 22

Seront mis à la disposition des députés, une demi-heure avant l'ouverture de la séance, des registres de présence, où les députés signeront à leur arrivée. Au moment de l'ouverture, le président en prendra connaissance. S'il trouve que le quorum n'est pas atteint, il aura le droit de retarder d'une demi-heure l'ouverture. Si, passé ce délai, le quorum n'est toujours pas atteint, le président ajournera la séance au premier jour de réunion utile.

ARTICLE 22 devenu 23

Si le quorum est atteint, le président ouvrira la séance; lecture sera donnée, au début, des noms des députés absents et du procès-verbal de la dernière séance. Une fois que ce dernier est approuvé par la Chambre, le président et le secrétaire-député le signeront.

ARTICLE 23 devenu 24

Si un député soulève une objection et ne se contente pas des explications données par les députés faisant fonction de secrétaires, la question sera soumise à la Chambre. Lorsque l'objection est admise, le bureau modifiera le texte du procès-verbal, conformément à la décision de la Chambre, soit à la même séance, soit à la séance suivante.

ARTICLE 24 devenu 25

Avant de commencer les délibérations, le président mettra la Chambre au courant des correspondances, des décisions des commissions, et des autres documents qu'il aura reçus.

ARTICLE 25 devenu 26

Les députés faisant fonctions de secrétaires enregistrent les noms des députés qui demandent la parole, dans l'ordre des demandes. Toutefois, au cas où l'on solliciterait la parole pour traiter d'un projet de loi, il ne serait inscrit aucun nom d'orateur, avant le dépôt du rapport relatif au projet en question. Il en sera de même partout où un rapport sera nécessaire.

ARTICLE 26 devenu 27

Aucun député ne peut prendre la parole qu'après s'être fait inscrire ou après en avoir demandé de sa place l'autorisation au président et l'avoir obtenue. Le président ne peut, sans motif plausible, refuser cette autorisation à aucun membre. En cas de désaccord à ce sujet, le président consultera la Chambre.

ARTICLE 27 devenu 28

La parole est accordée suivant l'ordre des demandes ou des inscriptions. Il n'est dérogé à cet ordre que quand il s'agit, pour celui qui demande la parole, d'appuyer, de modifier ou de critiquer les propositions soumises à la discussion. En ce cas, la parole est accordée à tour de rôle au premier orateur qui est pour la proposition, puis à celui qui aurait des amendements à proposer, et enfin à celui qui serait contre. Cette opération se répétera, abstraction faite de l'ordre des demandes. Toutefois, les ministres et les rapporteurs ne sont pas soumis à cette restriction et peuvent toujours être entendus au cours du débat, chaque fois qu'ils le demanderont.

ARTICLE 28 devenu 29

La parole sera toujours accordée dans les cas suivants :

- 1° Pour proposer de passer à l'ordre du jour;
- 2° Pour demander l'ajournement de la décision;
- 3° Pour proposer de renvoyer le débat sur une question

en discussion, en attendant qu'il soit statué sur une autre question qui doit être tranchée au préalable;

4° Pour répondre à une allusion personnelle;

5° Pour un rappel au règlement.

ARTICLE 29 devenu 30

L'orateur ne peut s'adresser qu'au président ou à l'assemblée.

ARTICLE 30 devenu 31

Les députés parleront debout, de leur place ou de la tribune. Ils ne pourront lire que des rapports, des textes de propositions ou d'amendements, ainsi que d'autres pièces à l'appui. Cette lecture sera faite à la tribune.

ARTICLE 31 devenu 32

Tout député a toujours le droit de prendre la parole après le représentant du Gouvernement.

ARTICLE 32 devenu 33

Il est absolument interdit d'interrompre l'orateur, de faire des allusions personnelles désobligeantes ou des insinuations infamantes avec une intention de malveillance, ni de se livrer à des manifestations de nature à troubler l'ordre.

ARTICLE 33 devenu 34

Au cas où le président estime qu'un projet ou un vœu ne rentre pas dans la compétence de la Chambre, il interdira à l'orateur d'en parler. Si celui-ci n'obtempère pas, la Chambre décidera s'il y a lieu ou non de lui accorder la parole.

ARTICLE 34 devenu 35

Nul membre ne peut prendre plus de trois fois la parole sur la même question.

ARTICLE 35 devenu 36

Tout orateur qui ne se sera pas conformé au règlement prévu ci-dessus et tout membre qui aura commis l'une des infractions prévues à l'article 32, sera rappelé à l'ordre par le président.

ARTICLE 36 devenu 37

Celui qui malgré deux avertissements reçus au cours d'une même séance, continuera à troubler l'ordre, sera rappelé à l'ordre une troisième fois. Le membre auquel aura été adressé le rappel pourra se justifier, après la clôture du débat, dans la question qui aura donné lieu à ce rappel. Si le président le maintient, la Chambre sera consultée, et si elle estime, à son tour, que le rappel à l'ordre est mérité, il suffira d'en faire mention au procès-verbal et la décision sera prise sans discussion.

ARTICLE 37 devenu 38

L'orateur ne doit pas répéter ce qu'auront dit les autres membres ni s'écarter du sujet en discussion et des arguments appuyant son opinion. En cas d'infraction, le président lui en fera l'observation; si cette observation lui est faite à deux reprises dans la même séance et qu'il n'en tienne pas compte, le président aura la faculté de prendre l'avis de la Chambre à l'effet de l'empêcher, pendant le reste de la séance, de parler du point sur lequel il a attiré son attention, et la décision sera prise sans discussion.

ARTICLE 38 devenu 39

Sur la demande du président, la Chambre pourra décider l'expulsion de la salle des séances de tout membre à qui il aura été défendu de prendre la parole et qui aura passé outre, ou qui n'aura pas observé le maintien de l'ordre malgré trois avertissements infligés au cours d'une même séance, et après qu'il aura été admis à présenter sa défense. Cette décision

sera prise sans discussion et inscription devra en être faite au procès-verbal.

ARTICLE 39 devenu 40

Cette décision entraînera pour le membre expulsé sa privation de prendre part aux travaux de la Chambre jusqu'à la fin de la séance où cette décision aura été prise.

ARTICLE 40 devenu 41

Si le membre n'obtempère pas à l'injonction qui lui est faite par le président de quitter la salle, la séance sera suspendue ou levée. Dans ce cas, la privation de prendre part aux travaux de la Chambre s'entendra d'office aux trois séances qui suivent celle où la décision aura été rendue. Le président pourra prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaire pour assurer l'exécution de la décision de la Chambre.

ARTICLE 41 devenu 42

Le député qui aura été privé de prendre part aux travaux de la Chambre, en vertu de l'article précédent, pourra arrêter l'effet de cette mesure à compter du lendemain du jour où elle aura été prononcée, en déclarant par écrit qu'il regrette de n'avoir pas respecté la décision de l'assemblée. Le président donnera lecture de cette déclaration à la Chambre.

ARTICLE 42 devenu 43

Les dispositions de l'article précédent ne s'appliqueront pas au député qui, en conformité de l'article 42, aura été expulsé de la salle des séances pour la troisième fois au cours d'une même session. Dans ce cas, la période de son exclusion sera étendue aux huit séances qui suivront celle où la dernière décision aura été rendue.

ARTICLE 43 devenu 44

En cas de trouble, si le président ne parvient pas à établir

l'ordre, il annoncera son intention de suspendre la séance; si le calme ne se rétablit pas, il la suspendra pour un temps ne dépassant pas une demi-heure. A la reprise, si le trouble continue, le président renverra la séance au premier jour de réunion utile.

ARTICLE 44 devenu 45

Les séances de la Chambre sont publiques. Toutefois, la Chambre pourra se réunir en comité secret à la demande du Gouvernement ou de dix membres au moins. Cette demande sera déposée par écrit à la présidence; la Chambre décidera ensuite, après avoir fait évacuer la salle, si la discussion du sujet sous examen doit avoir lieu en séance publique ou non. Cette décision sera rendue après une discussion à laquelle prendront part, au plus, deux membres parmi ceux en faveur du huis clos et deux parmi ceux qui s'y opposent. Les noms des signataires de la demande seront inscrits au procès-verbal de la séance.

ARTICLE 45 devenu 46

Aucun des fonctionnaires de la Chambre ne pourra assister aux séances secrètes, à moins que la Chambre ne décide autrement.

ARTICLE 46 devenu 47

La Chambre pourra décider qu'il ne sera pas dressé des procès-verbaux pour ses séances secrètes. Elle pourra aussi, si des procès-verbaux sont dressés, empêcher les personnes autres que les députés d'en prendre connaissance.

ARTICLE 47 devenu 48

Les procès-verbaux des séances secrètes seront rédigés par l'un des secrétaires-députés. Ils seront rédigés et lus dans la même séance.

ARTICLE 48 devenu 49

Dès que cessera la raison qui aura donné lieu à la formation de la Chambre en comité secret, le président consultera la Chambre sur la reprise de la séance publique.

ARTICLE 49 devenu 50

Aucun député ne pourra quitter définitivement la Chambre en cours de séance, sans l'autorisation du président .

ARTICLE 50 devenu 51

Si un membre demande la clôture d'une discussion et qu'il soit appuyé par vingt membres au moins, le président consultera l'assemblée. Si quelqu'un s'y oppose, le président accordera la parole à l'un des membres qui sont contre la clôture, puis à l'un de ceux qui l'appuient. L'assemblée se prononcera ensuite sur la clôture ou sur la continuation de la discussion. Si la clôture est votée, le fond de la question est mise aux voix. Sinon, la discussion sera continuée.

ARTICLE 51 devenu 52

La remise en discussion d'une question déjà mise aux voix ne peut avoir lieu que sur une décision de l'assemblée. Le membre qui désirera la reprise de la discussion devra, au cours de la séance où la discussion aura été engagée, présenter au président une demande écrite indiquant ses raisons. Le président la soumettra à l'assemblée qui en décidera à la même séance, après que l'ordre du jour aura été épuisé.

ARTICLE 52 devenu 53

Avant la clôture de la séance, le président fixera la date et l'ordre du jour de la séance suivante. L'ordre du jour sera affiché sur un tableau placé à cet effet au siège de l'assemblée. Il sera aussi publié au *Journal Officiel*. Le président communiquera aux membres absents, la date et l'ordre du jour de la séance suivante.

TITRE III

CHAPITRE PREMIER

Des Commissions.

ARTICLE 53 devenu 54

A l'ouverture de chaque session ordinaire, la Chambre élira les commissions suivantes :

1° Une Commission de 21 membres pour l'étude des projets et des propositions concernant les affaires intérieures et l'hygiène publique;

2° Une commission de 21 membres pour l'étude des projets et des propositions les finances, le commerce et l'industrie;

3° Une commission de 21 membres pour l'étude des projets et des propositions concernant la justice;

4° Une commission de 21 membres pour l'étude des projets et des propositions concernant l'instruction publique;

5° Une commission de 21 membres pour l'étude des projets et des propositions concernant les travaux publics;

6° Une commission de 21 membres pour l'étude des projets et des propositions concernant la guerre et la marine;

7° Une commission de 21 membres pour l'étude des projets et des propositions concernant les affaires extérieures;

8° Une commission de 21 membres pour l'étude des projets et des propositions concernant les communications;

9° Une commission de 21 membres pour l'étude des projets et des propositions concernant les works;

10° Une commission de 21 membres pour l'étude des projets et des propositions concernant l'agriculture;

11° Une commission de 15 membres pour le Soudan;

12° Une commission de 15 membres pour les questions d'hygiène;

13° Une commission de 15 membres pour les coopératives et les œuvres spéciales;

14° Une commission de 15 membres pour les pétitions;

15° Une commission d'initiative composée de 15 membres;

16° Une commission de 7 membres pour la comptabilité.

La Chambre peut également, suivant les besoins, nommer des commissions spéciales.

ARTICLE 54 devenu 55

L'élection des membres desdites commissions a lieu, pour chaque commission séparément, au scrutin secret et à la majorité relative. La durée de ces commissions prend fin à l'ouverture de la nouvelle session. Aucun membre ne peut faire partie de plus de deux commissions.

ARTICLE 55 devenu 56

Les commissions auront la faculté de nommer dans leurs seins des sous-commissions provisoires pour l'étude de certaines questions déterminées; cependant, la commission des Finances devra, dès le début de ses travaux, élire une sous-commission de neuf membres qui sera chargée de l'étude du budget et du compte définitif de la gestion financière, et de lui soumettre les résultats de ces travaux.

ARTICLE 56 devenu 57

Chaque commission élit, parmi ses membres, un président et un secrétaire. Si l'un d'eux s'absente, ou s'ils s'absentent tous deux, elle en élit deux autres à titre provisoire. Le secrétaire qu'elle s'est choisi, assisté d'un ou plusieurs fonctionnaires de la Chambre, assure le service du secrétariat.

ARTICLE 57 devenu 58

Les séances des commissions sont secrètes. Leurs décisions ne sont valables que si plus de la moitié des membres sont présents.

ARTICLE 58 devenu 59

Il sera dressé, pour chaque séance, un procès-verbal men-

tionnant les noms des membres présents et des absents, le résumé des discussions ainsi que le texte des décisions prises. Ce procès-verbal sera signé par le président et secrétaire de la commission.

ARTICLE 59 devenu 60

Chacune des commissions choisira, pour chaque projet ou proposition, un membre rapporteur qui soumettra à la Chambre le résultat des travaux de ladite commission.

ARTICLE 60 devenu 61

Chaque commission devra déposer au bureau de la Chambre un rapport sur chaque projet ou proposition qui lui aura été renvoyé, et ce, dans un délai ne dépassant deux mois, à moins que la Chambre n'en ait décidé autrement. Passé ce délai sans que ce rapport en ait été déposé, l'auteur du projet ou de la proposition pourra demander à la Chambre de le ou la renvoyer à une autre commission.

ARTICLE 61 devenu 62

Le rapport de la commission sera déposé au bureau de la Chambre, qui en fera part à l'assemblée, à la première séance. Il contiendra les différentes opinions et un résumé des motifs sur lesquels elle ont été basées. Mention devra être faite de l'avis de la majorité adopté par la commission et des modifications présentées à la commission par des députés n'en faisant pas partie.

ARTICLE 62 devenu 63

Le rapport de la commission et le texte du projet ou de la proposition seront imprimés et distribués aux membres de la Chambre vingt-quatre heures au moins avant la séance.

ARTICLE 63 devenu 64

Tout membre ayant une opinion ou un amendement à pro-

poser au sujet d'un projet ou d'une proposition renvoyée à une commission dont il n'est pas membre, pourra l'adresser par écrit à la présidence qui saisira ladite commission.

ARTICLE 64 devenu 65

Les commissions auront le droit de convoquer le ministre compétent ou l'auteur d'une proposition, lesquels, de leur côté, auront le droit, s'ils en font la demande, d'assister aux séances des commissions et de prendre part au débat sans toutefois avoir voix à la délibération. Le ministre pourra se faire assister ou représenter par un des hauts fonctionnaires de son département.

ARTICLE 65 devenu 66

Les commissions, ainsi que tout membre de la Chambre, auront le droit de demander, par l'entremise du Bureau de la Chambre, à toute Administration de l'Etat, de fournir des pièces, des renseignements ou des explications se rapportant aux projets renvoyés à leur examen.

ARTICLE 66 devenu 67

Le bureau de la Chambre transmettra aux commissions toutes les pièces qui se rapportent aux questions qui leur sont soumises. Les membres de la Chambre pourront prendre connaissance, sans déplacement, des pièces présentées aux commissions, comme aussi d'en prendre copie, s'ils le désirent, à la condition, toutefois, que dans l'un et l'autre cas, il ne soit apporté aucune entrave aux travaux de la commission.

ARTICLE 67 devenu 68

Tout membre a le droit d'assister aux séances des commissions dont il ne fait pas partie, toutes les fois qu'il en fait la demande, pour assister aux débats, à la condition de ne pas participer aux discussions et de ne formuler aucune observation.

ARTICLE 68 devenu 69

Les principes établis par les articles 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63 et 64, sans préjudice des dispositions de l'article 8 de ce règlement, seront applicables à la commission de vérification des pouvoirs, et ce, indépendamment des dispositions des articles 5 et 12.

N.-B. — *Les articles suivants ont été traduits par moi, étant donné que la traduction officielle n'a pas encore paru.*

CHAPITRE II

Projets de lois présentés par le Gouvernement.

ARTICLE 69 devenu 70

Le président informera la Chambre, dans sa première séance, des projets de lois qui lui seront soumis par le Gouvernement en vue de décider leur renvoi à la commission compétente.

La Chambre pourra, au préalable, ordonner la lecture des projets avant de les renvoyer.

ARTICLE 70 devenu 71

Les projets ainsi que les notes explicatives y afférentes seront imprimés et distribués aux membres.

CHAPITRE III

*Des propositions des lois
et des motions présentées par les membres.*

ARTICLE 71 devenu 72

Toute proposition de loi, toute motion, doivent être remises par écrit au bureau de la Chambre. Le président en saisira l'assemblée dans sa première séance, et celle-ci les renverra à la commission d'initiative.

ARTICLE 72 devenu 73

Toute proposition de loi émanant d'un membre doit être signée par lui, formulée en articles et accompagnée d'une note explicative.

ARTICLE 73 devenu 74

Aucune proposition de loi ne pourra être signée par plus de dix députés.

ARTICLE 74 devenu 75

Pour toute proposition de loi renvoyée à la commission d'initiative, celle-ci devra présenter, dans un délai de quinze jours, un rapport succinct déclarant s'il y a lieu de prendre la proposition en considération ou de la rejeter. Elle pourra proposer son examen d'urgence. Si la Chambre décide la prise en considération de la proposition, elle la renverra à la commission compétente. Si l'urgence est admise, la proposition sera envoyée à la commission qui sera choisie par la Chambre.

ARTICLE 75 devenu 76

Tout membre ayant présenté une proposition ou une motion, a le droit de la retirer, même au cours de la discussion, à moins qu'un ou plusieurs membres de la Chambre ne demandent la poursuite des débats.

ARTICLE 76 devenu 77

Tout vœu rejeté par la Chambre ne pourra être soumis de nouveau à son examen avant trois mois.

CHAPITRE IV

Discussion des projets et propositions des lois.

ARTICLE 77 devenu 78

La discussion commence par la lecture du rapport de la

commissions, puis par la lecture du projet lui-même, article par article, dans sa forme primitive et dans sa forme proposée.

Le rapporteur de la commission donne, s'il y a lieu, des éclaircissements.

ARTICLE 78 devenu 79

Aucune proposition ou projet de loi qui se compose de deux articles ou plus, n'est voté valablement qu'après deux délibérations séparées.

ARTICLE 79 devenu 80

La première délibération comporte l'examen et la discussion du sujet des projets et propositions dans leur ensemble. Puis la Chambre émettra son avis sur la discussion des articles en détails. Si la discussion est acquise, la Chambre procédera immédiatement à la discussion des projets et propositions article par article, original et modifié. Ensuite, la deuxième délibération sera mise aux voix. Si elle est décidée, la Chambre la fixera à une séance dans un délai d'au moins trois jours, autrement le projet serait considéré comme rejeté.

ARTICLE 80 devenu 81

La deuxième délibération doit se limiter à la lecture du texte du projet, des propositions et des amendements y afférents. Puis chaque article, ainsi que tout l'ensemble du projet, seront soumis aux voix.

ARTICLE 81 devenu 82

Les amendements sont rédigés par écrit et remis au président.

ARTICLE 82 devenu 83

Les amendements présentés à la séance de la première dé-

libération doivent être nécessairement renvoyés à la commission qui aura examiné le projet ou la proposition toutes les fois que son rapporteur le demande.

ARTICLE 83 devenu 84

Le président renverra à la commission compétente tout amendement qui lui serait soumis avant la séance fixée pour la première ou deuxième délibération. Quant aux amendements présentés au cours de la deuxième délibération, la Chambre pourra les renvoyer à la commission ou les rejeter après avoir entendu les explications données par celui qui les a présentés et les déclarations du rapporteur de la commission.

ARTICLE 84 devenu 85

Chaque fois que la Chambre jugera qu'il faut renvoyer l'amendement à la commission, l'examen du projet ou de la proposition sera ajourné jusqu'à ce que la commission ait terminé son travail dans le délai qui lui sera fixé.

ARTICLE 85 devenu 86

Au cas où le projet ou la proposition se compose d'un seul article, il se suffira d'une seule fois pour le lire, le discuter et le mettre au vote.

ARTICLE 86 devenu 87

Lorsque l'assemblée est saisie d'un projet de loi par lequel le Gouvernement lui demande l'approbation d'un traité conclu avec une puissance étrangère, il ne lui est pas permis d'y apporter des amendements. Elle décide de l'approbation, du rejet ou de l'ajournement. En ce dernier cas, l'assemblée appelle l'attention du Gouvernement sur les clauses du traité, qui ont motivé sa décision.

CHAPITRE V

Votations.

ARTICLE 87 devenu 88

Aucune décision ne pourrait être prise par la Chambre avant la présence de la majorité de ses membres. Avant de procéder à la votation, il faut s'assurer du nombre requis pour la légalité de la votation.

ARTICLE 88 devenu 89

Tout texte doit être lu immédiatement avant sa mise au vote.

ARTICLE 89 devenu 90

Le vote est toujours donné publiquement. Il se fait soit verbalement, soit par assis et levé, soit encore par l'appel nominal des membres à haute voix.

ARTICLE 90 devenu 91

En cas de doute sur le résultat de la première votation par assis et levé, on procédera au vote en sens inversé; si le second résultat est également douteux, le recours à l'appel nominal est obligatoire.

L'appel nominal s'impose dans les cas suivants :

- a) La votation de confiance ministérielle;
- b) La votation des projets des lois dans leur ensemble et totalité;
- c) Si dix des membres au moins la demandent;
- d) En cas de doute dans la votation à haute voix.

ARTICLE 91 devenu 92

La voix est donnée dépourvue de tout motif. On ne peut ni discuter ni émettre un nouvel avis au cours de la votation. Après dépouillement, le président déclarera le résultat.

ARTICLE 92 devenu 93

Le membre ne peut s'abstenir de donner son avis que pour des raisons spéciales qu'il déclarera après la prise des votes et avant la déclaration du résultat.

ARTICLE 93 devenu 94

Chaque membre qui aurait donné un avis contraire à la décision prise par la majorité, a le droit de donner son avis motivé par écrit au secrétaire-député pour être inséré au procès-verbal de la séance.

ARTICLE 94 devenu 95

Les amendements sont mis aux voix avant le texte original.

ARTICLE 95 devenu 96

Si le texte présenté par la commission qui a examiné le projet ou la proposition, est rejeté, le projet sera présenté par le Gouvernement ou par l'un des membres, sera examiné et mis aux votes.

ARTICLE 96 devenu 97

Dans les questions complexes, la division est obligatoire toutefois qu'on le demande.

CHAPITRE VI

Elections.

ARTICLE 97 devenu 98

Les élections ont lieu au scrutin de liste ou uninominal et sont toujours secrètes.

ARTICLE 98 devenu 99

Les élections auront lieu de la manière suivante :

Tout membre de l'assemblée inscrira sur un bulletin, mais sans le signer, le nom de la personne ou des personnes qu'il veut élire et, à l'appel de son nom, il déposera ce bulletin dans l'urne déposée à cet effet devant le président.

Quand tous les bulletins auront été déposés dans l'urne, le secrétaire-député, sous le contrôle du président et de deux vice-présidents, procédera au dépouillement des votes.

ARTICLE 99 devenu 100

Dans le cas où la majorité est requise par le règlement, si aucun membre n'a obtenu cette majorité, il sera procédé à un second tour de scrutin entre les deux membres qui auront obtenu le plus grand nombre de voix. S'il y a parité des voix avec d'autres candidats, ceux-ci seront compris dans le second tour, et l'élection aura lieu à la majorité relative. Si, toutefois, deux ou plusieurs candidats obtiennent le même nombre de suffrages, la priorité sera donnée à celui qui sera désigné par le sort.

TITRE IV

Questions et interpellations.

ARTICLE 100 devenu 101

Tout membre qui désire adresser une question au ministère devra la rédiger sommairement, la signer et la présenter au président de la Chambre, au ministre ou aux ministères intéressés, vingt-quatre heures au moins avant la séance où la question sera posée. Le président l'inscrira à l'ordre du jour de cette séance.

ARTICLE 101 devenu 102

Une question ne doit pas être signée par plus d'un membre.

ARTICLE 102 devenu 103

Le ministre doit répondre à la question, à la séance fixée

à cet effet. Il pourra remettre la réponse à huitaine, à moins que la Chambre ne décide sa prolongation ou son abréviation.

ARTICLE 103 devenu 104

Le ministre répondra à la question dans la séance fixée à moins que le membre qui a posé la question ne demande à ce que la réponse lui soit envoyée et, dans ce cas, le ministre l'enverra au président de la Chambre qui la transmettra à l'intéressé.

ARTICLE 104 devenu 105

Le député qui a posé la question a seul le droit de demander une seule fois des éclaircissements au ministre et de répliquer sommairement.

ARTICLE 105 devenu 106

La première demi-heure sera destinée aux questions et aux réponses. Si, ce délai dépassé, il en reste quelques-unes, elles seront inscrites à l'ordre du jour de la séance suivante.

ARTICLE 106 devenu 107

Les règles précédentes ne sont pas appliquées aux questions posées par les membres aux ministres au cours de la discussion du budget. Ils ont le droit de la poser à tout moment de la séance.

ARTICLE 107 devenu 108

Les questions et les réponses y afférentes seront consécutivement insérées dans le *Journal Officiel*.

ARTICLE 108 devenu 109

Le membre qui désire faire des interpellations, doit les envoyer par écrit au président. Après qu'il en sera donné lecture au cours de la séance et après l'audition du ministre, sur

le moment le plus opportun pour la discussion, la Chambre fixera un délai de huit jours, à moins qu'elle ne décide son urgence d'accord avec le ministre.

ARTICLE 109 devenu 110

Les interpellations concernant la politique intérieure ne doivent pas être renvoyées au delà d'un mois.

ARTICLE 110 devenu 111

L'auteur d'une interpellation en explique l'objet. Après la réponse du ministre les membres peuvent prendre part à la discussion. Si l'auteur de l'interpellation n'est pas convaincu des déclarations du ministre, il donnera à la Chambre les motifs. Dans ce cas, lui comme tout autre membre pourra poser la question de la confiance ministérielle. Le ministre ou les ministres ont toujours le droit de demander la remise de la discussion à huitaine en ce qui concerne le vote de la confiance ministérielle.

ARTICLE 111 devenu 112

Les interpellations ont la priorité sur tous les objets insérés à l'ordre du jour, sauf les questions.

ARTICLE 112 devenu 113

Tout auteur d'une interpellation peut la retirer, et l'assemblée n'en sera saisie que sur la demande d'un ou de plusieurs membres.

TITRE IV

De l'urgence.

ARTICLE 113 devenu 114

Lors de la présentation d'un projet de loi ou d'une proposition, l'urgence peut être demandée par son auteur ou par

tout membre. La demande doit être précédée par un exposé des motifs. Si l'assemblée déclare l'urgence, et si la question qui fait l'objet d'urgence est projet de loi, elle décide son renvoi à la commission compétente ou à celle choisie par elle pour être examiné par priorité aux projets dont elle est chargée. S'il s'agit d'une proposition de motion la Chambre pourra l'examiner immédiatement ou la renvoyer de la façon précédente.

ARTICLE 114 devenu 115

Pour les proposition et les projets des lois en faveur desquels la déclaration d'urgence a été prononcée, la délibération porte d'abord sur l'ensemble du projet ou de la proposition. La Chambre est consultée pour savoir si elle entend passer à la discussion du projet ou de la proposition article par article. Si la Chambre refuse de passer à la discussion des articles, le projet ou la proposition est rejeté. Dans le cas contraire, la discussion aura lieu immédiatement et porte sur chacun des articles et sur les amendements qui s'y rapportent. Il est procédé au vote des amendements, puis des articles, article par article, enfin sur l'ensemble du projet.

ARTICLE 115 devenu 116

Tout amendement, tout article additionnel, proposé au projet en cours de la discussion, doit être motivé sommairement. Ils sont obligatoirement renvoyés à l'examen de la commission compétente, si le rapporteur le demande. Si le renvoi n'est pas demandé, la Chambre les examinera ou les renverra à la commission compétente.

CHAPITRE VI

Des pétitions.

ARTICLE 116 devenu 117

(Identique à l'article 88 du règlement du Sénat.)

ARTICLE 117 devenu 118

Les pétitions inscrites sur le rôle sont renvoyées à la commission des pétitions par le président.

ARTICLE 118 devenu 119

(Identique à l'article 90 du règlement du Sénat.)

ARTICLE 119 devenu 120

La commission, après examen des pétitions, les renvoie au président de la Chambre en les classant sous l'ordre suivant :

- 1° Celles qui doivent être renvoyées à l'un des ministres;
- 2° Celles qui, étant relatives à un objet ou à une proposition actuellement soumis à l'examen d'une commission, doivent être renvoyées à cette commission;
- 3° Celles qui doivent être rejetées.

ARTICLE 120 devenu 121

Les ministres feront connaître la suite qu'ils ont donnée aux pétitions qui leur ont été transmises par l'assemblée chaque fois qu'on le leur demandera, et ce, dans un délai ne dépassant deux mois, à moins que la Chambre ne fixe un délai plus court.

ARTICLE 122 devenu 123

Dans leurs rapports, les commissions doivent faire mention des pétitions qui leurs ont été envoyées.

ARTICLE 123 devenu 124

(Identique à l'article 94 du règlement du Sénat.)

ARTICLE 124 devenu 125

(Identique à l'article 95 du règlement du Sénat.)

CHAPITRE VII

Congés.

ARTICLE 125 devenu 126

Nul membre ne peut s'absenter sans congé du bureau de la Chambre.

ARTICLE 126 devenu 127

Le bureau doit se prononcer immédiatement sur la demande du congé et il fera connaître le jour même le résultat à l'intéressé.

ARTICLE 127 devenu 128

Le bureau doit faire connaître à l'assemblée ses décisions sur ce sujet.

ARTICLE 128 devenu 129

Si le demande est rejetée, son auteur aura le droit de recourir à l'assemblée pour en décider.

ARTICLE 129 devenu 130

Il est interdit de demander un congé pour un délai illimité.

ARTICLE 130 devenu 131

Tout député qui s'absente sans congé ou prolonge son absence au delà du congé qui lui a été accordé est censé renoncer à son droit à l'indemnité pendant la période de son absence.

ARTICLE 131 devenu 132

Pour tout membre qui, pendant cinq séances consécutives, sera arrivé en retard plus d'une demi-heure après l'ouver-

ture de la séance, ou se sera absenté sans permission durant le vote, ou qui n'aura pas pris part aux travaux des commissions auxquelles il a été élu, les absences seront publiées dans sa circonscription électorale.

ARTICLE 132 devenu 133

Les circonstances établissant l'absence sont relevées et constatées par les questeurs. Tout membre a le droit d'expliquer au bureau de la Chambre les motifs de son absence. Au cas où le bureau déciderait que les motifs ne justifieraient pas l'absence, il sera inséré au *Journal Officiel* que le membre s'est absenté sans congé.

CHAPITRE VIII

De la police de la Chambre.

ARTICLE 133 devenu 134

La sûreté intérieure et extérieure et le maintien de l'ordre appartiennent exclusivement à l'assemblée. Ils sont assurés par le président avec l'aide des questeurs. Le président fixe l'importance des forces militaires qu'il juge suffisantes; elles sont placées sous ses ordres.

ARTICLE 134 devenu 135

(Identique à l'article 104 du règlement du Sénat.)

ARTICLE 135 devenu 136

(Identique à l'article 105 du règlement du Sénat.)

ARTICLE 136 devenu 137

(Identique à l'article 106 du règlement du Sénat.)

ARTICLE 137 devenu 138

Les deux articles 135 et 136 seront imprimés et affichés

sur chacune des portes des enceintes réservées au public.

CHAPITRE IX

Des rapports de la Chambre des députés avec le Sénat.

ARTICLE 138 devenu 139

(Identique à l'article 119 du règlement du Sénat.)

ARTICLE 139 devenu 140

Tout projet de loi voté par la Chambre des députés sera communiqué au président du Sénat par le président de la Chambre qui saisira en même temps de ce projet le ministre compétent.

ARTICLE 140 devenu 141

(Identique à l'article 121 du règlement du Sénat.)

ARTICLE 141 devenu 142

Si la Chambre approuve sans amendement un projet de loi présenté par le Gouvernement ou par un membre et adopté par le Sénat, le président le soumettra à S. M. le Roi, par l'entremise du ministre intéressé.

ARTICLE 142 devenu 143

Lorsqu'un projet de loi a été modifié par le Sénat, la Chambre des députés peut décider, sur la proposition de l'un de ses membres, qu'une commission sera chargée de se réunir avec une commission du Sénat, à l'effet de s'entendre sur un texte commun. La Chambre décidera si les pouvoirs à cet effet seront donnés à la commission qui a fait le rapport sur le projet ou à une nouvelle commission élue à cet effet.

ARTICLE 143 devenu 144

Si la Chambre des députés rejette la proposition de délè-

guer une commission de sa part, pour se réunir avec une commission du Sénat, ou si les deux commissions ne tombent pas d'accord, ou si la Chambre des députés maintient sa première décision, ou que le Sénat rejette le projet approuvé par la Chambre des députés, la revision du projet ne pourra avoir lieu qu'après un mois de délai au moins du jour où les deux commissions n'étaient pas tombées d'accord, ou de la décision à ce propos, ou de la communication au Sénat de la décision de son sujet.

CHAPITRE X

Le budget et la comptabilité.

ARTICLE 144 devenu 145

Les questeurs sont chargés de la préparation du budget de l'assemblée. La commission de comptabilité est chargée de son examen et de ses titres et rend compte à l'assemblée de ses travaux.

ARTICLE 145 devenu 146

Le questeur qui sera nommé par le bureau de l'assemblée sera chargé des dépenses. Le règlement du service intérieur énoncera les règles et les conditions à remplir pour permettre le paiement.

ARTICLE 146 devenu 147

Les questeurs soumettront à la fin de chaque exercice leur compte final à la commission de comptabilité qui l'examinera, le vérifiera et en soumettra à ce sujet son rapport à la Chambre.

ARTICLE 147 devenu 148

Si les sommes prévues par le budget ne suffisent pas aux dépenses, les questeurs doivent soumettre à la commission de

comptabilité un état des sommes nécessaires. La commission présentera à la Chambre son rapport à ce sujet.

ARTICLE 148 devenu 149

La commission de comptabilité est chargée de faire un recollement général du mobilier et des effets mobiliers appartenant à l'assemblée, et elle est enfin chargée de tout autre acte qui lui incombe en vertu du règlement de service intérieur.

CHAPITRE XI

Objets divers.

En cas de besoin la Chambre élira parmi ses membres une députation pour les présenter, et elle en fixera le nombre.

ARTICLE 150 devenu 151

Une commission de sept membres, élus par la Chambre, arrêtera le projet de la réponse à l'adresse. La formule adoptée devra être actée au procès-verbal de la séance.

ARTICLE 151 devenu 152

Tout membre démissionnaire présentera cette démission au président de la Chambre, lequel informera le ministre de l'Intérieur que la démission est admise.

ARTICLE 152 devenu 153

Des insignes spéciaux seront portés par les membres de la Chambre.

ARTICLE 153 devenu 154

Les membres prêteront serment dans la première séance à laquelle ils assisteront après leurs élections, même lorsque la Chambre n'aura pas encore vérifié la validité de leur mandat.

ARTICLE 154 devenu 155

Un procès-verbal sera dressé pour chaque séance; il contiendra les noms des membres absents, toutes les décisions qui y seront prises, ainsi que tous les autres objets que le présent règlement a exigés.

ARTICLE 155 devenu 156

Un compte rendu reproduisant in extenso les notes, les projets, les propositions dont lecture a été donnée, ainsi que les délibérations et résolutions adoptées, est rédigé sous le contrôle des certains députés. Le compte rendu en sera publié au *Journal Officiel* sous forme de supplément, à la fin du troisième jour qui suivra chaque séance, et en français, dans le plus bref délai. Dans le cas où il a été procédé au vote par scrutin public et appel nominal, les noms des membres seront portés à la fin du compte rendu, accompagnés de l'avis exprimé par chacun d'eux. Seront mentionnés aussi à cet endroit les noms des membres absents.

ARTICLE 156 devenu 157

Le compte rendu de chaque séance doit être préparé et tenu à la disposition des membres, au siège de l'assemblée, à partir de 11 heures A. M., le lendemain même de la séance il y restera pendant quarante-huit heures.

ARTICLE 157 devenu 158

Tout membre qui aura pris la parole au cours de la séance, a le droit de demander aux secrétaires-députés de rectifier dans le compte rendu l'énoncé de son discours. La rectification aura lieu si la demande est prise en considération par le bureau de la Chambre. Sinon, il sera fait mention de cette demande à la fin du compte rendu. Tout membre ayant assisté à une séance a le droit de demander à l'assemblée, à la première séance qui suit la publication du compte rendu, d'ordonner la rectification de ce qui lui paraît inexact dans ce

dernier. En cas d'approbation, les rectifications seront insérées dans le compte rendu de la séance au cours de laquelle a été prise la décision.

ARTICLE 158 devenu 159

Le président, avec l'assistance de tous les membres du bureau, aura la direction générale de tous les travaux du service intérieur et bureaucratique.

ARTICLE 159 devenu 160

Le bureau élaborera un règlement de service intérieur énonçant les règles à suivre pour la nomination des fonctionnaires et agents, la fixation de leurs traitements, leur avancement, leur révocation, leur licenciement, leur mise à la retraite, leur démission, etc., etc..., ainsi que le système à suivre pour la rédaction des procès-verbaux, des comptes rendus, des paiements et inventaires, et tous les autres travaux concernant le service intérieur pour assurer la bonne marche du travail et son harmonie. Le règlement établi sera remis à la Chambre qui l'examinera et décidera les règles qui devront être adoptées.

ARTICLE 160 devenu 161

En dehors des registres de comptabilité et d'enregistrement, l'assemblée aura les registres suivants :

1° Un registre pour l'enregistrement des projets présentés par le Gouvernement, avec mention de ce qui aura été décidé à leur sujet;

2° Un registre pour les projets de loi présentés par les membres, avec mention de ce qui aura été décidé à leur sujet;

3° Un registre pour les voix (et mentions) émises par les membres, avec mention de la suite qui leur aura été donnée;

4° Un registre pour l'enregistrement des travaux des commissions;

5° Un registre pour les questions et interpellations adres-

sées, avec mention des suites données;

6° Un registre pour l'enregistrement des pétitions, avec mention des suites qui leur auront été données;

7° Un registre de présence des membres;

8° Un registre de congés et absences;

9° Un registre pour l'enregistrement de demandes de cartes d'entrée par le public, ainsi que les autres registres que nécessiteront les travaux et qu'impose le règlement dont il est parlé dans l'article précédent.

TABLE DES MATIERES

	PAGES
Préface	7
Avant-Propos	11

CHAPITRE PREMIER

Bureau des Chambres

Section I. — Bureau provisoire	15
Section II. — Bureau définitif	16
Composition du Bureau définitif et mode de nomination	16
Durée des pouvoirs du Bureau définitif	20
Installation du Bureau définitif	22
Attributions du Bureau définitif	23
Les attributions individuelles :	
Attribution du Président	23
— des Secrétaires	26
— des Questeurs	26
Attributions collectives du Bureau définitif	27

CHAPITRE II

Vérification des pouvoirs

Du droit de vérifier les pouvoirs	29
Examen des pouvoirs	31
Des rapports sur les élections	35
Discussion de pouvoirs en séance publique	38
Du vote en matière de vérification des pouvoirs	40

CHAPITRE III

De la tenue des séances

De la publicité des séances	43
De l'ouverture et de la clôture de la Chambre des séances	45
Des Comités secrets	47
De l'ordre du jour	49
Du procès-verbal et du compte rendu	52

CHAPITRE IV

Procédure des débats

Section I. — De la parole :

Droit et procédure de la parole	56
Des discours	62
De la direction des débats	63
De la clôture de la discussion	66

Section II. — De l'ordre des délibérations :

Du nombre des délibérations requises	68
De la discussion générale	70
Discussion des articles et des amendements	71
Règles spéciales aux traités diplomatiques	72
Cas d'urgence	73

Section III. — De la priorité :

De la priorité par raison préjudicielle	75
De la priorité entre amendements et de la question principale	76
De la priorité entre les amendements	77

CHAPITRE V

De la discipline et de la police

Section I. — De la discipline :

Droit de discipline	78
Des peines disciplinaires et de leur application	78
Conséquences des peines disciplinaires	82

Cas de tumulte	82
Section II. — De la police de l'Assemblée	83

CHAPITRE VI

Des congés	86
------------------	----

CHAPITRE VII

Procédure de la votation

De la position des questions	89
Du quorum et de la majorité	90
Du quorum	90
De la majorité	94
De la division et de l'ensemble	94
Des votes par division	94
Des votes sur l'ensemble	95
Des motifs des votes	96
Du droit et du devoir de voter	97
Du droit de voter	97
Du devoir de voter	99
De la manière de voter	100
Des modes de votation	100
Du vote par assis et levé	101
Du vote par appel nominal	101
Du vote acquis	103

CHAPITRE VIII

Présentation des projets et propositions des lois.

Droit d'initiative et dépôts des projets et des propositions des lois	104
Examen préalable des propositions de loi	109
Du droit des amendements	112
Du dépôt des amendements	113

CHAPITRE IX

Des Commissions

De la nomination des Commissions	116
Organisation et fonctionnement des Commissions	121
Examen des projets et des propositions par les Com- missions	126
La Commission du budget	129
Rapports des Commissions	131

CHAPITRE X

Des pétitions

Du droit de pétition	135
Forme et procédure de présentation des pétitions	137
De l'examen des pétitions	139

CHAPITRE XI

Des questions et des interpellations

Des questions	142
Des interpellations aux ministres	147

CHAPITRE XII

Rapports des deux Assemblées	152
Conclusion	158

ANNEXES

Annexe n° 1. — Texte du Règlement du Sénat	173
Annexe n° 2. — Texte du Règlement de la Chambre.	199

